

RIVISTA DI STORIA DELL' AGRICOLTURA

sotto gli auspici dell'Accademia
Economico-Agraria dei Georgofili



SOMMARIO

Paul Huard

- Figurations de bovins à pendeloques jugulaires au Sahara central et oriental.

Odoardo Rombaldi

- Della mezzadria nel Reggiano, a proposito del saggio sopra la Storia dell'Agricoltura di F. Re.

Giovanni Cherubini

- La proprietà fondiaria di un mercante toscano del Trecento (Simo d'Ubertino di Arezzo).

FONTI E MEMORIE

Mario Zucchini

- Di un documento pomposiano sulla « laboreria ».

Antonio Samaritani

- Usi civici agrari e pescherecci a Comacchio?

RASSEGNE

Giovanni Dalmasso

- La vite e il vino degli Allobrogi.

LIBRI E RIVISTE

NOTIZIARIO

Figurations de bovins à pendeloques jugulaires au Sahara central et oriental

A l'intérieur d'un vaste arc de cercle englobant : la Haute Egypte et la Nubie, Ouénat, le Sahara tchadien, le Fezzan, le Tassili, le Hoggar, les Adrars Ahnet et des Iforas, on peut actuellement dénombrer 250 bovins gravés ayant des pendeloques variées, fixées à des colliers ou pendant sous le cou et la mâchoire. Ces attributs, inégalement échelonnés dans le temps, deviennent rares dans l'Atlas saharien comme au Sahara occidental. Partout ils sont exceptionnels sur les peintures pastorales.

Après avoir fait l'objet, depuis 35 ans, de remarques fondées sur des bases documentaires étroites, les pendeloques peuvent être considérées dans leur ensemble au Sahara central et oriental, où les disparités constatées sont de nature à valoriser l'analyse des documents et à fournir des indications nouvelles dans les domaines zootechnique, culturel et palethnographique.

La présente étude se limite aux aspects essentiels d'une question complexe, dont les deux pôles se trouvent au Tassili et sur le Nil nubien.

Nous examinons : 1) les pendeloques et leurs supports au Tassili, au Fezzan et dans les zones tributaires de ces foyers de civilisation : le Sahara sud-central et le Tibesti nord-occidental ; 2) sur les représentations dues aux populations non-égyptiennes de Haute Egypte et de Nubie, dont l'influence culturelle a couvert le Sahara oriental jusqu'au Tibesti ; 3) l'interprétation des divers types de pendeloques ; 4) quelques indications relatives aux clivages palethnographiques au Sahara central et oriental.

Les illustrations jointes reproduisent les plus significatifs des documents publiés et utilisent une cinquantaine d'inédits provenant des recherches récentes : de H. Lhote au Tassili et de nos collaborateurs au Sahara nigéro-tchadien, auxquels sont à joindre des documents de G. Bailloud pour l'Ennedi et de J. Leclant

pour le Nil nubien. Que ces chercheurs trouvent ici nos vifs remerciements, ainsi que le Pr. R. Mauny.

1. Pendeloques et colliers au Tassili et au Fezzan

Plusieurs auteurs qui ont étudié le grand art naturaliste du Tassili et du Fezzan y ont reconnu la présence de bovins qui, par leur facture et leur style, appartiennent à l'étage de la grande faune sauvage et sont en partie contemporains des images mo-

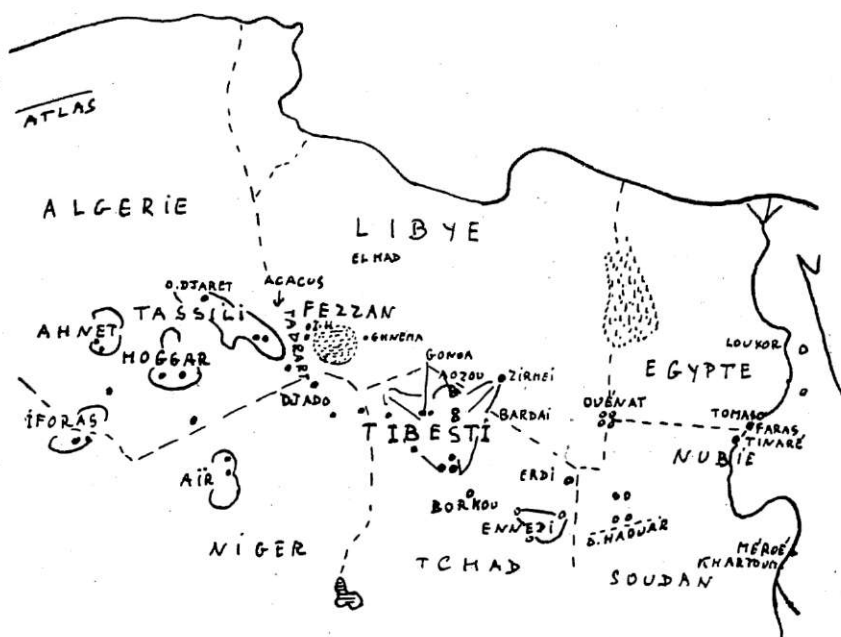


Figure 1 - Répartition des figurations de bovins à pendeloques jugulaires au Sahara central et oriental. 1) Diffusion à partir du Tassili-Fezzan: ●. 2) Diffusion à partir du bassin du Nil: ○.

numéntales dues aux Chasseurs et datables vraisemblablement du V^e millénaire environ. La question de savoir si le bétail lié à la grande faune était déjà domestique reste ouverte. L. Frobenius (9) l'a admis pour le Fezzan, la position de P. Graziosi (10b) étant plus nuancée. H. Lhote (1a) a posé la question pour le Tas-

sili et F. Mori y a répondu par la négative pour l'Acacus (5b).

A) Tassili. (fig. 2).

Parmi les quelques remarquables bovins archaïques inédits, de taille en général supérieure à la réalité, relevés à l'O. Djaret par Lhote (1a), certains portent des attributs jugulaires liés à des dispositifs techniques: n. 1, pendeloque effilée passée dans un noeud coulant, qui se retrouve sur les n. 2 et 3 (ce dernier pouvant être un oryx). Les n. 4 et 5 ont sous le cou des anneaux paraissant destinés à recevoir une longe; le n. 6, moins ancien, porte sous la mâchoire un court lien terminé par une boule, semblable à une « corde à bouche » pour le mener.

Les 6000 peintures de bovins livrés par le Tassili, postérieurs aux plus anciennes gravures, ne donnent que très peu de pendeloques, localisées au sud du massif. Certaines pendent à des colliers, au bout de liens souples (n. 7, Tissoukai, n. 8, Sefar, Lhote, inédits), ou peuvent résulter de la forme du collier: n. 10, Sefar (2). L'interprétation du n. 11 (Tin Tazarift, Lajoux) prête à controverse: large collier ou excroissances de la peau plissée. D'autres pendeloques sont simples ou schématiques (n. 12, Tissoukaï, n. 13, Rhardès, Lhote, inédits). Le bovin n. 14 d'Ouan Abou (3, fig. 46) peut avoir une barbiche.

Il est remarquable que cinq des bovins réunis ci-dessus, gravés ou peints, soient sans cornes, particularité qui peut recevoir quatre interprétations: a) les représentations des animaux étant des portraits, on y relève la même proportion d'anomalies que dans la réalité contemporaine; cette explication s'appliquerait aussi aux cornes « ballantes » retombant hors des alvéoles figurées assez souvent au Tassili; b) les artistes ont choisi de représenter du bétail né sans cornes parce qu'il était particulièrement apprécié, comme c'est actuellement le cas chez certains pasteurs Nilotes du Soudan équatorial (A. Kronenberg, KUSH, X, 1962); c) les boeufs représentés ont subi l'ablation des cornes, pratique connue par l'Egypte ancienne. Dans les deux seules stations de Tissoukai et de Rhardès, de très rare bovins présentent des cornages déformés ou à trois branches, figurations de caractère culturel ou magique (4a, 4g) qui se rattachent au bassin du Nil; d) réalité du *bos akeratos*.

Dans l'Acacus, prolongement libyen du Tassili, où sont représentés les étages anciens pastoraux de ce massif, nous n'avons

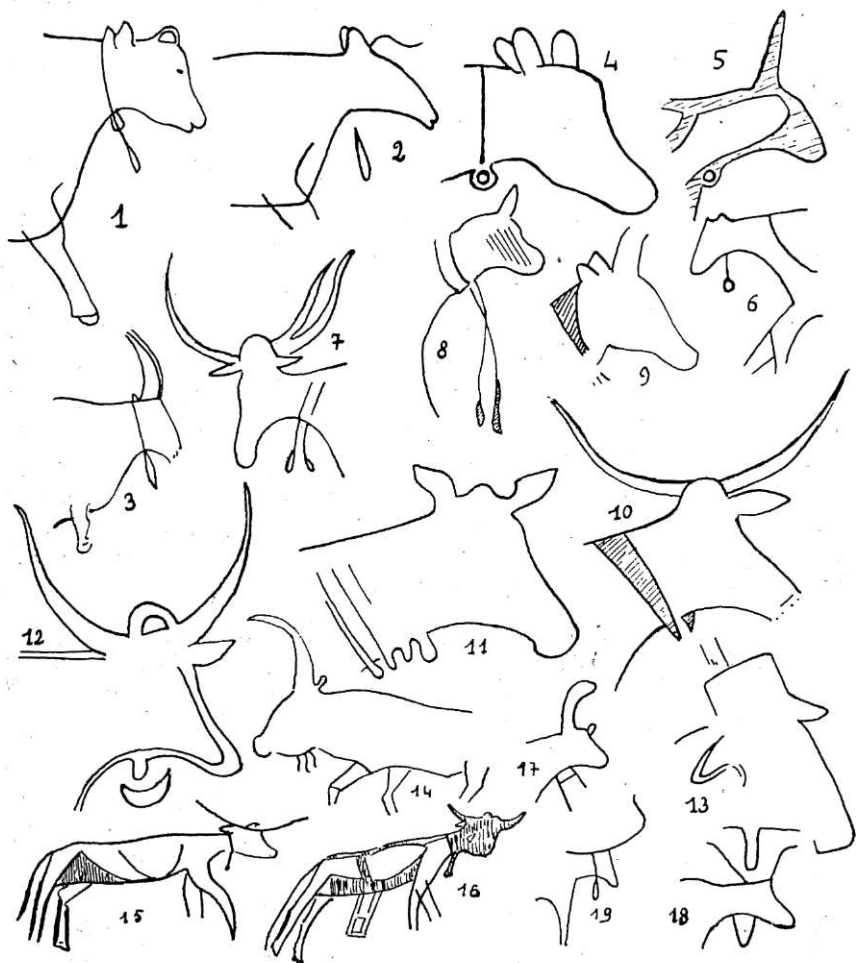


Figure 2 - Bovins à pendeloques. *Tassili*. Gravures: 1 à 6, Lhote, inédits sauf n. 2. Peintures: n. 7, 8, 9, 12, 13, Lhote, inédits; n. 9 et 14, Breuil; n. 10, 11, Lajoux. - *Hoggar*. Gravures: n. 15, Bobo, 16, Rodgers; 17, 18, Lhote. - *Ahnet*: n. 19, Monod.

pas vu de pendeloques sur les publications de Mori (5). L'interprétation comme flèches de deux trait ressemblant à des pendeloques, indiqués sous le cou d'un boeuf reproduit par G. Forni (6, fig. 2), est justifiée par la présence dans le même troupeau d'un autre boeuf atteint au dos d'une flèche.

Dans les zones du Sahara central et sud-central tributaires du Tassili dans les domaines pastoral et rupestre, les pendeloques sont postérieures. Au Hoggar, deux sont bouées (n. 15, Bobo; n. 16, Rodgers, 1959). Les n. 17 et 18 de Tit (Lhote, 1959) évoquent aussi des moyens de conduite.

Dans l'Adrar Ahnet, Th. Monod (7a) a relevé un trentaine de pendeloques, en majorité simples (Tarit, Ouan Tourha). Le n. 19 est attaché à un collier. D'autres ont deux éléments, l'un placé bas (fig. 3, n. 3). Le dispositif n. 4 à boule est fixé sous la mâchoire.

Au sud du Hoggar, à Tirek et In Azaoua (n. 5 et 6, Lhote, 1949), on voit: une pendeloque bouée et une autre, qui n'est pas portée par un boeuf, intéressante par le fait qu'elle est composée de deux pièces renflées juxtaposées (Ib, n. 483).

Dans l'Adras des Iforas, on remarque, entre autres, des pendeloques à boule, dont l'une (n. 7, Mauny, In Frit, 1954) s'attache à un grand collier de poitrail. Celle du n. 8 (Zöhrer, 1951) est composée de deux éléments filiformes et le n. 9 (Mauny, Tessalit inédit) présente deux branches croisées. L'Aïr donne une grosse pendeloque renflée mise en valeur par polissage (n. 10, Igouloulof, Burthe d'Annelet, 1932, d'autres bouées ou à plusieurs éléments, comme les n. 11 (Telak, B. d'Annelet) et les n. 12 et 13 (inédits, Huard), dont le mode d'attache n'est pas indiqué.

B) Fezzan (fig. 3, n. 14 à 26).

Dans l'art gravé, les figurations très anciennes de pendeloques publiées sont plus rares qu'au Tassili, mai bon nombre n'a pas été relevé (8). Si un boeuf d'In Habeter (9), chargé d'un attribut céphalique très élaboré (n. 14) semblable à d'autres gravés du Tassili (4b) (qui peuvent être mis morphologiquement en parallèle avec un thème égyptien), semble avoir des fanons, la pendeloque d'un autre (n. 15) peut être en rapport avec des liens de tête.

A Maknusa (n. 16, Pauphilet, 1953), l'image magico-religieuse d'un girafe subschématique, coiffée d'un bonnet évasé aux poin-



Figure 3 - Gravures. *Ahnet*: n. 1 à 4, Monod. *Iforas*: n. 5, 6, Lhote; n. 7, 9, Mauny, inédit; n. 9, Zöhrer. - *Aïr*: n. 10, 11, Burthe d'Annelet; n. 12, 13, Huard, inédits. - *Fezzan*: n. 14, 15, 23, Frobenius; n. 16, 17, Pauphilet; n. 18 à 22, Graziosi; n. 24, Diolé. - *Tadrart*: n. 25, 26, Graziosi. - *Djado*: n. 27 à 29, Fevai, inédits; n. 30, Huard; n. 31, mission Berliet, inédit; n. 32, Dalloni.

tes arrondies de la famille des disques frontaux (4a) a, comme le bovin n. 17 du même site, une pendeloque boulée. Toute deux sont assez longues pour apparaître comme des moyens de conduite qui, pour la girafe, exprimerait un désir d'appropriation.

D'après les planches de Graziosi (10), on voit au Gebel Ghnema (Pl. 134, b) un boeuf piqueté voisinant avec des girafes, ayant une longue pendeloque de mâchoire non rigide (n. 18). A Umm Gher, deux bovins ont une jugulaire simple et un moyen de conduite complexe (pl. 97, n. 19, 20). A O. El Had on voit une longue pendeloque double filiforme et un volumineux appareil adhérent largement au cou (n. 21, 22 et Pl. 103, a, b). Enfin à In Habeter (n. 23, Frobenius) et près de Sebha (n. 24, Diolé), deux bovins piquetés ou martelés ont des pendeloques fixées en divers points de la mâchoire.

C) Transmission au Tibesti des pendeloques du Tassili.

C'est par le Tadrart, zone de passage N. S. entre le Tassili et l'edeyen de Mourzouk, que les influences du Tassili et du Fezzan ont gagné le Djado et le Tibesti dès l'époque des Chasseurs (cf. Huard, *Art rupestre* in Doc. Berliet, Paris, 1962). A Arrechin, les planches 124 et 127 de Graziosi permettent de remarquer deux autres pendeloques : n. 25, formée de quatre traits sous la mâchoire d'un boeuf naturaliste ancien, dont la tête a été reprise deux fois ; n. 26, appendices pendant au poitrail, semblables à des fanons.

Au Djado, le Lt. Fevai a relevé à Blaka V trois bovins incisés, patinés comme la roche (n. 27 à 29, L = 60 à 45 cm), ayant deux et trois pendeloques de cou. Deux d'entre eux ont les lignes des membres prolongée dans le corps, particularité fréquente au Fezzan. Il en est de même pour l'arrière-train (non reproduit) du bovin n. 30 de l'enneri Domo (4c). Une pendeloque est portée par un grand animal martelé, inédit, peut être un bovin, au corps cantonné, relevé par la mission Berliet à Blaka (n. 31) et par un boeuf au cornage fermé en anneau, figuration rituelle sur la piste du Tibesti, à Aguezi Kamadia (n. 32, Dalloni, 1947).

Au Tibesti, le plus occidental des boeufs à pendeloques du massif a été reproduit dans cette revue (1962, n. 4, fig. 3, 1). C'est cependant dans la série des grands boeuf naturalistes de la



Figure 4 - *Tibesti N. W.*, gravures. Bovins: n. 1 à 8, Gonoa, Huard; n. 9 à 11, Massip, inédits, n. 12, Lopatinsky, inédit. Antilopes: n. 13 à 17, Huard; mouflon, n. 18, Huard. Bovins à attributs rituels: n. 19, Huard; 20 et 21, Huard et Massip.

station majeure de Gonoa que se trouvent des figures anciennes dignes de retenir l'attention. Le n. 1 de la figure 4 est un boeuf brisé, plus grand que nature, incisé au trait en U, large et profond, de patine totale, étroitement associé par la facture et le style à un grand éléphant (4d). Ce boeuf porte à l'avant de la mâchoire deux courtes et nettes pendeloques, qui font défaut sur une copie voisine. D'autres boeufs, dont certains sont de grandeur nature et plusieurs sans cornes comme au Tassili (n. 2, 4, 5, 6, 8), ont de grosses pendeloques renflées, avec parfois des longues. Le n. 3 semble avoir des sonnaillles. Cette série commence à la phase pastorale archaïque du Tibesti (4c, p. 216) et s'échelonne jusqu'à la fin de la phase pastorale ancienne (fin du III^e millénaire environ). Les n. 9, Gonoa, 10, 11 (Asobda, Massip, 1963, inédits; n. 12, Gonoa, Lopatinsky, inédit) appartiennent aux phases pastorales moyenne et tardive.

On voit encore à Gonoa de grandes antilopes de style fin, à pendeloques de formes et d'attaches variables, certaines passées au cou et assez longues pour servir de moyen de conduite (n. 13 à 16). Le n. 13, qui ressemble à un jeune taureau, est identifiable par son sexe; le n. 14 pourrait être un capridé s'il n'était deux fois plus grand. L'antilope n. 17, d'un site méridional, a un attribut céphalique rituel. On peut rapprocher de ces antilopes un mouflon ancien (n. 18) rigide, entravé et à longue pendeloque. Il n'est pas certain que ces antilopes aient été domestiquées, mais peut être seulement l'objet de tentatives d'appropriation, magiques ou réelles et, dans ce cas, ayant la forme de ces apprivoisements temporaires de jeunes antilopes capturées, que l'on peut voir épisodiquement pratiquées dans le sahel tchadien.

Bien qu'il soit généralement difficile de séparer, à partir de la phase pastorale moyenne (vers 2000 av. J. C. env.) le rattachement, septentrional ou oriental, des bovins à pendeloques, quelques-uns, dans le sud du versant occidental, paraissent appartenir au courant culturel issu du Sahara central: n. 19, à cause de sa spirale (4f); n. 20 et 21, bovins semi-schématiques du Tibesti méridional, parce qu'ils ont des attributs céphaliques complexes de la familles des disques frontaux, dont l'un se retrouve au Hoggar (4a). Le second animal a une grosse pendeloque à double arrondi, évidée et polie.

2. Les pendeloques au Sahara oriental (fig. 5)

A) Dans le bassin du Nil, les plus anciennes pendeloques connues sont portées par deux antilopes (?) du décor mobilier de Nagada (Baumgartel, *The Culture of Prehistoric Egypt*, I, pl. 8). Elles ont de fortes boules. Deux chiens à pendeloques rondes, tenus en laisse par un archer Libyen ornent une coupe, probablement de la première culture de Nagada (Vandier, *Manuel d'archéologie égyptienne*, I, fig. 192). Plus tard, l'art dynastique montre des bovins ou antilopes porteurs d'importants colliers (n. 3), auxquels sont parfois suspendus des plaques de signification magique.

D'autres pendeloques sont portées par trois bovins à cornage déformé et pieds fourchus dessinés en travers (n. 1), relevés à l'est de Louxor par Winkler (II, pl. XVIII, 2), qui les a attribués à des « Autochthonous Mountain Dwellers » préhistoriques.

De petites excroissances figurées sous la bouche de quelques bovins des bas reliefs (n. 3 et 4) paraissent naturelles. Il en est apparemment de même pour des digitations jugulaires de la couleur de la peau, peintes sur des bovins de Moallah (n. 5), vers le milieu du III^e millénaire. A Denderah, ces excroissances paraissent stylisées (n. 6). A Meirr (n. 7), un berger du type « Béja maigre » conduit un boeuf par son fanon (H. Fisher, *Artibus Asiae*, 3, 1959, fig. 5).

Sur des figurations rupestres postérieures à celles de Winkler, les pendeloques restent simples ou schématisées. Au Soudan septentrional, un boeuf de Gebel Sheikht Yacoub (n. 8) relevé par J. Vewers (Kush, X, 1962), en a deux sous la mâchoire. A Tinaré, J. Leclant (12, fig. 41, 42) a photographié six bovins à pendeloques, dont certains à cornes en lyre, et une antilope, ces animaux ayant des attributs simples ou doubles, l'ensemble étant dominé par un bovin coiffé de trois cornes dont une déformée (n. 12 à 17). C'est également le cas en Nubie pour un petit animal de Tômas (n. 9, Leclant, inédit), auquel un cornage déformé de boeuf paraît avoir été imposé; pour une vache d'Hodein Magoll (n. 10, Frobenius) et pour un taureau tardif (n. 11, Shaw, Gebel Tageru, 1952).

Depuis la découverte, par H. Nordström (13), près d'une tombe de Faras de bucranes de *bos africanus*, dont une corne a été ramenée artificiellement en avant (4e), la présomption que beau-



Figure 5 - Bassin du Nil. *Hte Egypte*, gravure: n. 1, Winkler; *Nagada*, n. 2, décor de coupe. *Egypte pharaonique*: n. 3, n. 4, Saqqara; n. 5, Moallah; n. 6, Denderah; n. 7, Meirr. *Nubie*, gravures: n. 8, Verwers; n. 9, Leclant, inédit; n. 10, Frobenius; n. 11, Shaw; n. 12 à 17, Leclant; n. 18, Fakhri. - Groupe C, décor mobilier: n. 19 à 24, Firth. *Méroé*: décor de clochette.

coup de gravures pastorales semi-naturalistes du Nil nubien sont à rapporter au « Groupe C » est en train de devenir une certitude.

Ce groupe, qui apparut sur le Nil vers 2250 et donna à la Nubie sa première culture pastorale, a probablement élaboré au Soudan occidental et dans la région d'Ouénat (4g) les éléments pastoraux de sa culture, qui atteignit son apogée vers 1800 avant d'être absorbée par la civilisation égyptienne. Nous avons montré (4a) que les déformations artificielles de cornes, pratiquées par le Groupe C, sont, dans tout le Sahara oriental et tchadien, associées aux attributs frontaux de la famille des disques (n. 18, A. Fakhri, W. el Hudi, 1952), et aux cornages à plusieurs branches, de caractère probablement magique.

Ces animaux portent des pendeloques comme les bovins du décor incisé de vases du Groupe C (n. 19 à 24, Firth, Arch. Survey of Nubia). Sur le Nil soudanais, une forme tardive de la pendeloque peut être la clochette méroïtique n. 25), représentée deux fois dans le temple du lion à Mussawarat. — En Libye orientale, à Ouénat et dans l'Ouadi Haouar (fig. 6, n. 1 à 8), des boeufs gravés nombreux (14), dont l'ensemble accuse des traits culturels du Groupe C, ont des pendeloques simples ou multiples avec, par exception, à Zolat el Hamad (Haouar) des dispositifs amples (n. 9 à 11), évoquant des types égyptiens.

Sur les peintures de la zone d'Ouénat, dont le bétail à robes bigarrées et cornages variés accuse les effets d'une longue domestication et des croisements désordonnés, des colliers sont visibles, mais, après élimination des boucs et des chèvres, discernables sur les relevés de Rhotert (14), les pendeloques sont exceptionnelles : n. 13, groupe de vaches blanches, « barbues » selon Almasi (1936), à double pendeloque pour Rhotert. Rappelons qu'une partie de la documentation concernant la Libye orientale n'a pas été publiée.

B) Avec les cornages déformés et ceux à plusieurs branches, les pendeloques jugulaires de rattachement oriental se sont transmises au Sahara tchadien (4g). Elles sont presque toujours gravées.

Nous en donnons des exemples : en Erdi, un boeuf à pendeloque boulée de Korko (n. 14) voisine avec un autre porteur d'un collier.

En Ennedi, les figurations de ce genre sont rares. A Ediké,

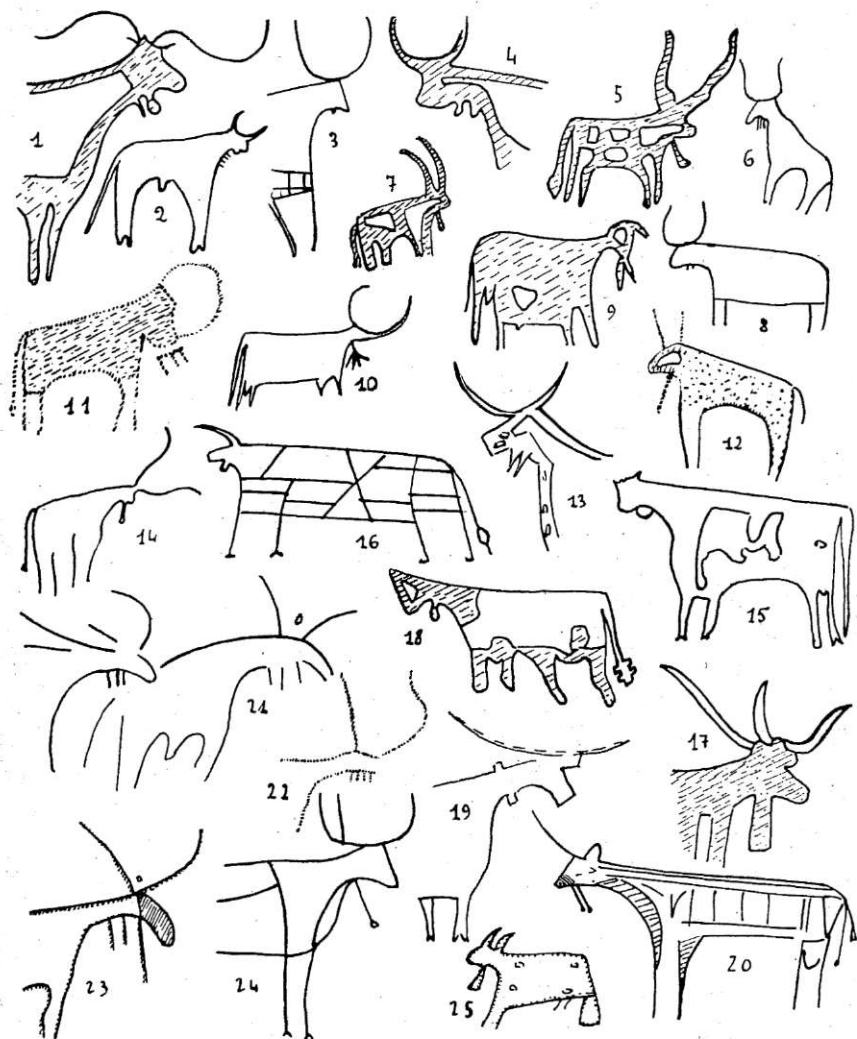


Figure 6 - Ouénat et O. Haouar, gravures: n. 1 à 8, O. Haouar: n. 9 à 11; Rhotert peintures: n. 11, 12, Rhothert. - Erdi: n. 14, Huard, inédits. - Ennedi. Gravures: n. 15, 16, Huard. Peintures: n. 17 à 19, Bailloud, inédits. - Borkou. Peintures: n. 20, Artiena, Huard et Massip, inédit. Gravures: n. 21 à 24, Huard et Massip; Tibesti occidental: n. 25, Bailloud, inédit.

un boeuf (n. 15) aux pieds fourchus porte une sorte d'anse sous le cou. A Diona (n. 16) et Guirchi Nialadoia (4i), les quelques porteurs de pendeloques sont tardifs. Parmi les peintures, ces attributs sont encore moins nombreux, et situés dans le Bovidien récent de Bailloud : collier à reliefs de Nakouda (n. 17); boeuf à trois cornes (n. 18) avec un large pendentif; boeuf de Talimourou (n. 19), inédits.

Au Borkou, deux boeuf peints à Artiena, l'un à disque frontal, dont les robes décorées dénotent une influence orientale (4h), ont une double pendeloque boulée. A l'ouest et au nord ouest de Largeau, quatre bovins subschématiques gravés, très patinés (n. 21 à 23), dont deux portent des attributs entre les cornes, ont des pendeloques multiples, de cou ou de mâchoire, l'un d'eux étant pourvu d'une courte longe. On manque d'élément pour le rattachement de cette série ancienne.

Au Tibesti méridional, plusieurs bovins à pendeloques, d'origine orientale (n. 24, boeuf à trois cornes et pieds fourchus) sont représentés dans une zone d'interférence où nous avons signalé des pendeloques de rattachement septentrional (fig. 4, n. 19, 20, 21).

Revenons maintenant à l'ouest d'Ouénat (fig. 7).

Des animaux à pendeloque de la station de Zirmei, à la corne N.E. du Tibesti, on été publiés par A.J. Arkell (1962). Le n. 1 est, selon nous (4a, p. 490) un boeuf à attribut céphalique, dont nous avons un autre exemple tardif (4b). Les n. 3 et 4 ressemblent à des antilopes par le corps, mais portent des longues queues de bovins; ils sont remarquables par des pendeloques jumelles ou des fanons. Par le style raide aux membres écartés en appui tendu de l'un d'eux, ils se relient à un niveau gravé d'Ouénat.

Au Tibesti septentrional, les pendeloques sont nombreuses, les premières ayant été relevées par M. Dalloni (1930-31). On en compte 16 parmi les bovins tardifs relevés par Monod à Aozou (7b); la majorité d'entre elles est simple, quelques-unes sont triples, avec des points d'attache variables.

Après avoir publié des dizaines de pendeloques de cette région (4c, 4d, 4g, 4j, etc.), nous donnons des documents inédits relevés dans la région de Bardai (1963) par J. M. Massip (n. 7 à 18) et par Lopatinsky (n. 19 et 20). En plusieurs cas, ces pen-

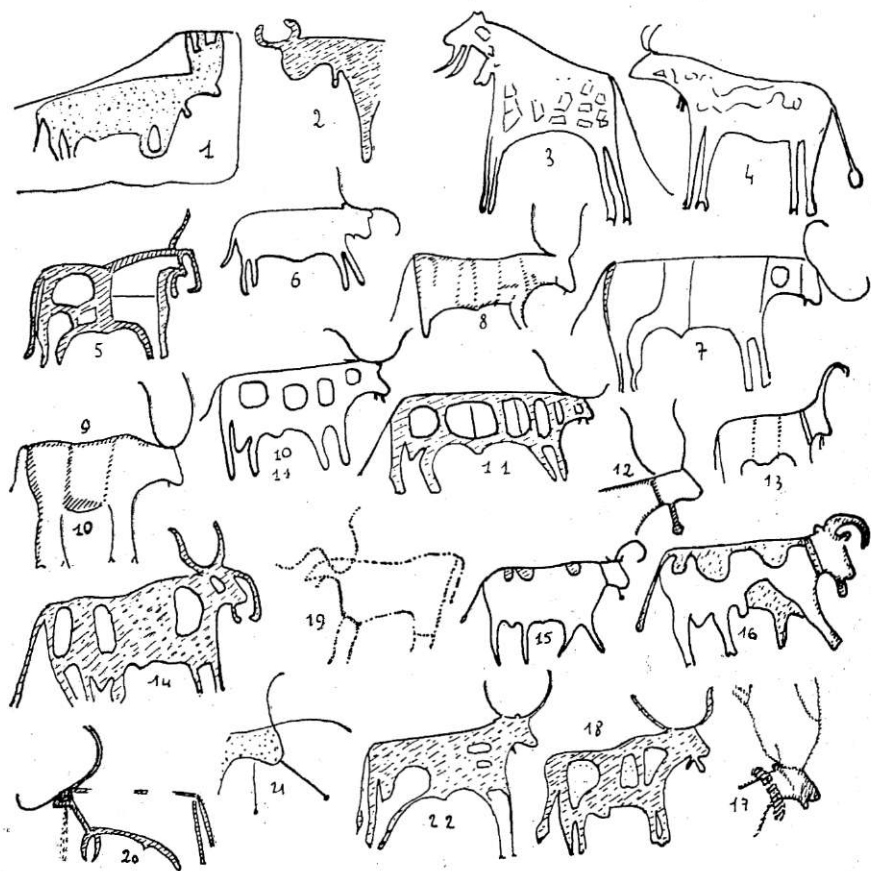


Figure 7 - Gravures. *Nord-Tibesti*: 1 à 4, Arkell. n. 5, 6, Aozou, Monod; n. 7 à 18, Massip, inédit; n. 19, 20, Lopatinsky, inédit; n. 21, Huard. - *Tibesti occidentale*: n. 22, Santamaria, inédit.

deloques sont bien distinctes des colliers. Plusieurs bovins à pendeloques, qui sont des types simples du Nil au niveau du Groupe C, ont des cornage déformés (n. 5, 6, 14, 19). Quelques dispositifs de conduite sont apparents (n. 12, 21).

3. Interprétation des pendeloques

Alors que les documents étaient encore rares, diverses interprétations des pendeloques on été proposées, dans le champ de cette étude: cordes d'attache ou de tirage, fanons (Demoulin, Niger, 1926); clochettes, Breuil, Ouénat, 1928); amulettes (Monod, Ahnet, 1932 et Winkler, Hte Egypte, 1938); grelots suspendus, boules au bout d'un fil (Lhote, Hoggar, 1959).

Le nombre des documents recueillis dans ces dernières années (plus de 100 au Sahara nigéro-tchadien), permet de déterminer les types les plus fréquents et de leur attribuer hypothétiquement une signification apparente, d'après leur dessin et leur contexte, en tenant compte de parallèles égyptiens, africains ou sahariens, anciens ou modernes, et de l'association de certains attributs à des indices culturels, magiques ou rituels.

Sept types, facilement reconnaissables sur les illustrations qui précèdent, peuvent être retenus, avec les significations proposées suivantes:

a) anomalies naturelles ou pathologiques: fanons, excroissances de la peau, barbiches, dont les exemples donnés dépassent largement leur proportion réelle qui est probablement faible;

b) amulettes, catégorie très étendue en particulier au Sahara oriental, qui s'appliquerait: d'une part aux pendeloques très courtes, schématiques, pendant à la mâchoire ou à la base du cou, conditions défavorables à la traction; d'autre part aux animaux porteurs d'indices culturels ou rituels;

c) moyens de conduite: pendeloques moyennes ou longues, assez épaisses, souvent munies de boules, fixées à la mâchoire (corde à bouche) ou à la naissance du cou, ou encore en rapport avec un bridage; ces dispositifs sont nettement plus fréquents dans les zones tributaires du Sahara central; on peut y rattacher les dispositifs complexes en anses;

d) colliers à oeillets pour recevoir des longues (?), limités au Tassili archaïque;

e) grelots et sonnailles, respectivement; attributs circulaires (ou sphériques) qui pourraient être des coloquinthes remplies de gravier; sonnailles quand des éléments jumeaux paraissent s'entrechoquer;

f) éléments décoratifs, pouvant avoir parfois un sens rituel: touffes en forme de pompon ou de frange;

g) gros pendentifs élaborés, qui peuvent être mis en parallèle avec des dispositifs égyptiens.

4. Remarques palethnographiques

L'analyse qui précède peut contribuer à préciser, au Sahara central et oriental, l'esquisse de quelques clivages ou aires palethnographiques que d'autres considérations faisaient déjà présumer:

a) Au Tassili, des graveurs, observant les canons et les techniques de l'art des Chasseurs, ont figuré quelques bovins, dont les dispositifs jugulaires dépassent le stade de l'appropriation magique du bétail sauvage et dénotent un milieu pré-pastoral ou pastoral archaïque. Ce foyer, qui a pu se développer à partir du V^e millénaire environ, et qui a pu avoir au Fezzan un homologue, a rayonné au Tibesti nord-occidental, au Hoggar et dans l'Ahnet, zones où son influence a duré.

b) Les pasteurs-peintres du Tassili, présumés dater à partir du milieu du IV^e millénaire, paraissent étrangers à ce cycle, d'après les localisations et les caractères de leurs oeuvres comparé à ceux des graveurs, comme par la complexité sociale de leurs fortes cultures. Ces pasteurs auraient été en place depuis au moins un millénaire quand ils ont figuré, dans deux sites méridionaux du Tassili, l'association exceptionnelle des pendeloques avec des cornages déformés et à trois branches, qui peuvent indiquer un contact très limité avec une phase ancienne du Groupe C de Nubie, dont les cornages déformés se voient aussi gravés au Fezzan (10, pl. 55).

c) Au Tibesti, à partir du milieu ou de la fin du III^e millénaire, on constate, dans la société des pasteurs-graveurs locaux, d'origine septentrionale, l'interférence prolongée de traits culturels du Groupe C, qui accompagnent *bos africanus* et deviennent prépondérants avec lui.

d) A Ouénat, les premiers pasteurs-graveurs semblent remonter à une phase ancienne de la culture du Groupe C et seraient en partie antérieurs aux peintres-pasteurs locaux, dont le cheptel est mélangé et qui auraient reçu de l'ouest leur art. Les contacts culturels entre les deux groupes apparaissent limités.

e) Les considérations sur l'art rupestre de l'Ennedi et ses rapports, développées dans la thèse prochaine de G. Bailloud, suivie par l'étude des documents de la trentaine de stations de peintures nouvellement découvertes (4j) entre le Tassili et le Borkou, ainsi qu'au Tibesti oriental et à l'est du lac Tchad, serviront de base à l'approche de certaines des questions nombreuses qui se posent à propos des pasteurs ayant pratiqué l'art pictural au Sahara central, tchadien et oriental.

D'autres études zootechniques, comme celles des longes et des modes d'attache des bovins, collectifs chez des pasteurs-peintres du Tassili comme en Egypte ancienne et chez les Peuls, individuels ailleurs, sont de nature à apporter quelques nouveaux facteurs de discrimination entre certains des groupes de pasteurs qui se sont succédé et ont en partie coexisté, en particulier au Sahara central et tchadien.

Paul Huard

NOTE

(1) LHOTE H. a) Mission Lhote au Tassili. L'oued Djaret. Trav. Inst. Rech. Sahariennes, Alger, XIX, 1960. (Comme suite à notre précédent article, signalons que ce chercheur a relevé, en 1963, à l'O. Djaret des véhicules légers à deux roues, attelés de deux ou trois boeufs). b) Investigaciones arqueológicas en el Sahara central y centro-meridional. Cuad. de Hist. Primit. Madrid, IV, 1949.

(2) LAJOUX D., Merveilles du Tassili. Paris, 1962.

(3) BREUIL H., Les roches peintes du Tassili-n-Ajjer. Paris, 1954.

(4) HUARD P. a) Les figurations d'animaux à disques frontaux et attributs rituels au Sahara oriental. Bull. Inst. fr. d'Afr. Noire, XXIII, B, 1961. b) Nouvelles figurations sahariennes d'animaux porteurs d'attributs culturels et rituels, à paraître in BIFAN. c) Nouvelles gravures rupestres du Djado, de l'Afafi et du Nord Tibesti. BIFAN, XIX, B, 1957. d) L'âge pastoral au Tibesti, I. Notre Sahara, n. 12, Janv. 1960. e) Les cornes déformées sur les gravures rupestres du Sahara oriental. Trav. IRS, 1959. f) Figurations rituelles d'animaux des confins algéro-nigéro-tchadiens. Doc. Scient. des Missions Berliet, Paris, 1962. g) A propos des bucranes à cornage déformé de Faras (Nubie), KUSH, XII, 1964. h) Influences culturelles du « Groupe C » de Nubie au Sahara tchadien, en préparation. i) Gravures rupestres de l'Ennedi et des Erdis. Bull. Inst. Rech. Scient. au Congo, Brazzaville, 1963. j) HUARD et LOPATINSKY, Gravures

rupestres de Gonoa et de Bardaï (N. Tibesti). Bull. Soc. Prehist. Fr., 59, 1962. k) HUARD et MASSIP, Gravures rupestres du Tibesti méridional et du Borkou BSPF, 60, 1963. l) Id. *ibid.*, Nouveaux centres de peintures rupestres au Sahara nigéro-tchadien, à paraître. m) HUARD. Peintures rupestres du Tibesti Oriental, I., Objets et Mondes. Musée de l'Homme, Paris, n. d'Hiver 1964.

(5) MORI F. a) Arte preistorica del Sahara libico. Roma, 1960. b) Aspetti di cronologia sahariana alla luce dei ritrovamenti della V. Missione Paleontologica nell'Acacus (1960-61). Roma, Cons. Nat. delle Ricerche, 1961.

(6) FORNI G., Genesi e sviluppo dell'economia pastorale nel Sahara preistorico. Economia e storia. I, Milano. 1963.

(7) MONOD TH. a) L'Adrar Ahnet, Paris, 1932. b) Sur quelques gravures rupestres de la région d'Aozou (N. Tibesti). Riv. di Sc. Preist. Firenze, II, 1947.

(8) DIOLÉ PH. Dans le Frezzan inconnu. Paris, 1956.

(9) FROBENIUS L. Ekade Ektab. Die Felsbilder Fezzans. Leipzig, 1937.

(10) GRAZIOSI P. a) L'arte rupestre della Libia. Napoli, 1942. b) Les problèmes de l'art rupestre libyque en rapport à l'ambiance saharienne. Bull. Inst. Fouad I° du Désert; Héliopolis, II, n. 1, 1952.

(11) WINKLER H. Rock Drawings of Southern Upper Egypt. London, 1938-39.

(12) LECLANT J. Fouilles et travaux en Egypte et au Soudan, 1961-62. *Orientalia*, 32, fasc. 2, Roma 1963.

(13) NORDSTRÖM H. Excavations and Survey in Faras, Argin and Gezira Dabarsa, with a Note on the Cattle Skulls, by H. T. B. Hall, KUSH, X, 1962.

(14) RHOTERT H. Libysche Felsbilder. Darmstadt, 1952. pl. XV, 6 - XXII, 2 - XXXVIII, 2 et 4 - XXXIX, 5 - XLI, 1 - XLII, 6 - XLIII, 1 - XLIV, 6. Voir aussi, Graziosi pl. 143.

Della mezzadria nel Reggiano, a proposito del saggio sopra la Storia dell'Agricoltura di F. Re

Nel « Saggio sopra la Storia dell'Agricoltura reggiana dei primi secoli dell'Era volgare sino alla fine del XV, recitato dal cav. prof. Filippo Re nella pubblica adunanza della Società Agraria del Dipartimento del Crostolo, in Reggio il 20 luglio 1809 » (1), l'Autore esprimeva questo avviso: « avrebbe un grande e bel lavoro chi volesse fare la collezione delle leggi relative all'agricoltura emanate fino a tutto il secolo quintodecimo » (2).

Esposte varie considerazioni sulle condizioni dell'agricoltura reggiana degli antichi secoli, l'Autore presenta alcune notizie sulla legislazione agraria di qualche città d'Italia (Modena, Ferrara, Lucca, Novi), e di Reggio in particolar modo (riproducendo e commentando il capitolo 42 del libro primo degli Statuti Comunali del 1311 intorno alla mezzadria, istituendo qualche raffronto con altri capitoli degli Statuti reggiani successivi) ma senza approfondire, poichè — egli osserva — « lungo sarebbe e noiosissima cosa lo scorrere altri Statuti ».

Scopo di questa indagine è descrivere la disciplina del patto mezzadrile, quale risulta dagli Statuti del Comune di Reggio, dalla prima formulazione ai successivi sviluppi, e, altresì, accennare alle norme contenute negli Statuti di alcune comunità del Ducato reggiano.

Gli Statuti da esaminarsi appartengono, per Reggio, agli anni: 1265, 1311, 1335 e 1392; 1401 e 1411, 1501 e 1582 (3). Dopo il 1582 non si ebbero altre norme scritte, fino al 1771, in cui apparve il Codice Estense, e al 1786, allorchè la Comunità di Reggio formulò quaranta capitoli per la mezzadria e la colonia parziaria, mai applicati.

Gli Statuti delle Comunità del Ducato appartengono tutti ai secoli XVI e XVII, per quanto di più antiche redazioni manoscritte dobbiamo ammettere l'esistenza, sebbene non ci siano pervenute.

1. Le Consuetudini di Reggio, redatte nel 1242, le altre, aggiunte dal 1258 al 1311; gli Statuti sui danni alle proprietà rurali, del 1257, non hanno disposizioni che riguardino l'istituto mezzadrile (4). La prima regolamentazione di questo, parziale, compare negli Statuti del 1265 sotto quattro rubriche.

La prima: *De mezzadris militum sparandis*, consente al miles di esonerare dalle *condiciones et responsiones* due soli mezzadri; qualora i figli vivano separati dal capo-famiglia anche ad essi è riconosciuto lo stesso diritto.

La seconda: *De mezzadris peditum sparandis*, concede a ciascuno dei pedites di esonerare un solo mezzadro; ai figli separati dal padre si riconosce altrettanto.

La terza: *Quod omnes homines qui habent mezzadros in districtu Regii debeant venire ante iudices Potestatis et dicere omnes mezzadros quos habent et sparare voluerint, et facere eos scribi in uno quaterno Communis Regii*, dispone che tutti gli uomini del distretto reggiano denunzino ai giudici i mezzadri, pena la perdita del diritto all'esonero. Il mezzadro che entro l'anno solare abbandonerà il fondo perderà il diritto all'esonero, che potrà però essere trasferito al nuovo mezzadro.

La quarta: *Qui mezzadri sint sparandi et teneantur laborare et cavare ad dugalia terre et pontes et solvere coltas cum illis villis ubi habent possessiones et consueverant habitare*, prevede che la concessione dell'esonero sia subordinata alla estensione del podere, non inferiore a biolche 12, e alla residenza del mezzadro sul fondo con la propria famiglia; i mezzadri sono obbligati tuttavia a prestazioni d'opere per ponti e canali posti nelle ville in cui abitano e a pagare le colte in ragione delle terre coltivate, e pari ad un terzo di ciò che tocca alla villa stessa (5).

Da quanto precede risulta: che i mezzadri debbono abitare sul fondo, che essi possono recedere dal fondo.

Se ora lasciamo gli Statuti e consultiamo gli atti rogati, un bel contratto *ad medium*, il più antico che finora ci sia stato possibile di rinvenire nell'Archivio di Stato di Reggio, si trova tra le carte della Casa della Carità. Esso risale al 1273, cioè segue di otto anni la redazione degli Statuti del 1265. Nel contratto il massaro del Consorzio dei poveri vergognosi (*Consortium pauperum verecundorum*) concede *ad laborandum* a certo Pandolfo da Bagnolo tre pezze di terra lavorativa e prativa poste a Bagnolo. Il locatario promette di *bene laborare bona fide sine*

fraude, arando la terra destinata a frumento per tre volte avanti la semina, la terra destinata a spelta due volte avanti la semina. Il locatore darà al colono metà del frumento da semina e un terzo della spelta; e, inoltre, metà del fieno, metà delle pertiche, condotte a sue spese in casa del Consorzio. Il locatario dovrà scavare metà dei fossati, sfrondare tutti i salici e segare il prato. Di bestiame non è cenno. Il contratto avrà la durata di tre anni completi. Ogni infrazione ai patti sarà punita con la pena di 100 soldi reggiani e con l'obbligazione di tutti i beni del lavoratore; questi rinuncia ad ogni eccezione *doli mali, sine causa vel iniusta causa et omni legum auxilio et privilegio fori* (6).

Occorre scendere agli Statuti del 1311 per vedere organicamente esposta la disciplina del contratto di mezzadria.

In essi, le rubriche 61-64, I, degli Statuti del 1265 sono riprese e meglio articolate (1311-I-39-41); di più, compare una rubrica nuova (I. 42) in cui si ritrovano gli elementi essenziali della mezzadria (7).

Sotto il titolo: *Quod omnes mezadri civium Reginorum teneanutr venire et habitare in domo domini cum familia sua et de pactis servandis inter dominos et mezadros*, si dispone:

« Tutti i mezzadri di tutti i cittadini soggetti di pieno diritto al Comune di Reggio siano tenuti e debbano venire ad abitare nella casa del padrone di continuo con tutta la loro famiglia, e ivi tenere a metà col padrone, e non altrimenti, tutte le bestie e i volatili che avranno; ivi fare tutto il letame che potranno e condurlo nelle terre, prati e vigne del padrone secondo la volontà del padrone. E siano tenuti a ben lavorare le terre del padrone, ad ararle tre volte l'anno almeno, non seminate, a seminarle e zapparle, a mondarle, seminate, quando sarà necessario, comprese le fave, e a chiuderle con siepi e fossati se sarà necessario. A marzo e aprile, inoltre (siano tenuti) a mondarle detti seminati, a zappare due volte l'anno tutti gli altri marzatelli. A potare le vigne del padrone, levarle, tenderle e a zapparle due volte l'anno. Inoltre zappare al piede tutti gli alberi fruttiferi, e sterpare i prati, a segarli fino ai confini, a stagionare per due volte il fieno, a condurlo in casa del padrone e distribuire con le bestie comuni del padrone e non fuori la casa o luogo di lavoro del padrone.

E tenere ogni anno col padrone una porca da porcelli e

due temporali. E dividere ogni anno i temporali alla festa di S. Andrea e i porcelli dopo tre mesi. E quando abbiano diviso queste bestie coi padroni non possano tenere la loro parte nella casa del padrone né altrove, ma le stesse bestie [debbono] ucciderle, venderle o altrimenti esitare. E sfrondare bene i salici del padrone, e avere pertiche e legni per le vigne e le siepi, e dividere il superfluo col padrone. E tenere chiusa la corte e le chiusure con siepi e fossati, con porta e cardo. E piantare i vuoti delle vigne ed allevarle. E coi buoi comuni condurre a Reggio fino alla quantità di 12 carri. E non fare alcun carreggio coi buoi comuni o altro lavoro senza espressa parola del padrone. Ciascuno dei due, padrone e mezzadro, ponga metà di tutti gli utensili da mezzadria, cioè: aratro, giogo, carro, ferramenta, bestie e sementi. E il mezzadro sia tenuto a dare al padrone metà di tutti i raccolti, delle biade, del vino puro e mischiato e di tutti gli altri prodotti che raccolgono sul terreno del padrone e pervengono al mezzadro in detta occasione, e condurli a Reggio alla casa di lui. E scavare tra padrone e mezzadro cinque centinaia di fossi se il padrone avrà scavata la sua parte. E il mezzadro sia tenuto a dare al padrone parte di ogni cosa e a dargli la scelta. E ogni anno piantare 50 piante di salice se il padrone le avrà date o se le avrà sulla terra del padrone e sfrascarle, zapparle, allevarle, a non tagliare alberi al piede senza parola del padrone, a seminare il lino e la canapa e a conciarla. E se il mezzadro non farà dette cose, od ometterà di farne alcuna, sia punito con 20 soldi reggiani ogni volta; di questa pena, metà sia del Comune e l'altra metà dell'accusatore. Inoltre, il padrone possa far fare tutte o ciascuna di queste cose se il mezzadro non le avrà fatte a tempo debito secondo il prezzo di un lavoratore. Questo prezzo il mezzadro sia tenuto a restituirlo al padrone, credendo al giuramento del padrone. E i lavoratori delle altre vigne e terre, sebbene non siano mezzadri da esentare, siano tenuti a fare nello stesso modo e ad osservarlo sotto la detta pena. I mezzadri siano costretti a giurare e a dire con giuramento tutto ciò che sono obbligati ai padroni. E i beni dello stesso mezzadro, ossia i frutti della mezzadria siano obbligati al padrone per ciò che il padrone avrà prestato e avrà fatto col mezzadro in tempo di mezzadria e con l'autorità di questo Statuto abbiano la prece-

denza su ogni altro debito e il padrone sia preferito a tutti i creditori di qualunque condizione essi siano. E qualunque cittadino della città di Reggio che sia soggetto con pieno diritto alla giurisdizione del Comune di Reggio possa risparmiare due mezzadri, qualora abbia terra e casa nella quantità contenuta nello Statuto del Comune per ogni mezzadro, e questo Statuto sia tenuto per consuetudine. Al padrone si creda per i denari o altre cose dati ai mezzadri, senza alcun istrumento o teste fino a cento soldi imperiali e si stia al giuramento del padrone. Si proceda sommariamente senza consegna di libello e senza strepito di giudizio. E si creda anche al giuramento del padrone sul danno avuto dal non essere state zappate le viti e dal non essere stati scavati i fossi secondo che debbono essere zappate le viti e dal non essere state scavati i fossi secondo che debbono essere zappate e scavati ai debiti tempi ».

Ora, degli elementi che configurano il contratto di mezzadria:

- 1) stabilità del colono sulla terra su cui abita in una casa annessa al podere;
- 2) divisione a metà dei prodotti;
- 3) contributo del proprietario;
- 4) termine del patto (8), qui ricorrono i primi tre.

Il primo elemento è chiaramente espresso: *omnes mezzadri omnium civium subiectionum pleno iure Comuni Regii teneantur et debeant venire et habitare in domo domini continue cum tota familia sua*: il secondo elemento è altrettanto chiaramente indicato: *omnes bestias et volatilia quas tenuerint ibi cum domino tenere ad medium et non aliter*, ecc.; il mezzadro è tenuto a dare al padrone metà di tutti i raccolti: biade, vino ed altro; la divisione a metà non è subordinata ad alcuna condizione: essa non è temporanea, né singolare, né limitata ad alcuni prodotti. Il contributo del proprietario viene così specificato: i buoi sino comuni (*boves comunales*); *medietatem omnium utensilium ad mezzadriam sive aratri, iughi, carri, ferramenti, bestiarum et seminum uterque ponat, dominus et mezzadrus*; padrone e mezzadro sono tenuti a scavare insieme 500 misure di fossi, il padrone deve dare ogni anno 50 piante di salice. Del quarto elemento, il termine, gli Statuti del 1311 non parlano

espressamente, ma la disdetta doveva essere nella consuetudine, giacché ad essa si accenna negli Statuti del 1265 e nel contratto ricordato (tre anni). Solo gli Statuti del 1404 disciplineranno la disdetta del contratto di mezzadria. Questi gli elementi formali del contratto: le pratiche culturali vanno viste alla luce della storia dell'agronomia.

Finché non siano disponibili documenti reggiani che permettano di cogliere lo svolgimento dell'istituto mezzadrile, dai primi stadi alla forma ormai consolidata e matura, penso possa valere anche per il nostro distretto « la teoria che pone la mezzadria in rapporto coll'affermarsi della nuova economia monetaria e commerciale dell'epoca dei Comuni » (9). In particolare, occorrerebbe accertare alcuni fatti che possono avere determinato o favorito l'affermarsi della mezzadria nel territorio reggiano: in primo luogo lo sviluppo della città e l'aumento della sua popolazione durante i secoli XII e XIII; in secondo luogo, l'azione politica del Comune diretta a mutare l'ordinamento della proprietà fondiaria nel distretto, presupposto necessario alla diffusione della mezzadria e della colonia parziaria.

Del primo è prova l'allargamento della cerchia delle mura. Nel 1220, infatti, fu incorporato alla città il sobborgo che sarà poi chiamato S. Croce; nel 1226 Porta Castello fu allontanata dal centro della città di oltre 500 braccia e trasferita sull'opposta riva del Crostolo; nel 1227 furono trasferite sulla sinistra del torrente Porta Brenone e Santo Stefano; nel 1230 Porta S. Nazario e nel 1236 la Porta di Ponte Levone. Nel 1229 si era dato inizio alla costruzione delle nuove mura e nel 1232 al Crostolo fu imposto un nuovo corso; la recinzione della città sarà compiuta nel 1315.

Il secondo fatto è documentato dalle Consuetudini. In quelle del 1242 hanno grande importanza i capitoli XVI e XVIII.

Il primo dispone « *quod omnia edificia et casamenta et generaliter omnes possessiones et terre que sunt in civitate Regii a foveis novis intus sint alodium et debeant per alodium teneri* ». Il secondo ordina « *quod omnes terre et domus et possessiones civitatis et suborbiorum et iusta civitatem per medium miliare fiant alodium* » (10).

Fondamentale è poi la consuetudine aggiunta nel 1258 *De Absoluzione feudorum*, che ordina « *quod omnes et quilibet*

de civitate Regii et de districtu Regii laico vel clerico vinculo fidelitatis, a tempore regiminis domini Maze citra, condam potestatis Regii (1243-44) sint absoluti ab omni vinculo fidelitatis et investiture; et quod omnes possessiones sint libere et absolute, et remaneant eis possessoribus, absque ullo honore fidelitatis et beneficiis datis et concessis in terris et villis in quibus non possunt concedi neque dari terre, et salvis feudis datis et concessis olim manentibus et servis manumissis a dominis eorum ». Il capitolo successivo *De possessionibus de quibus promissa sunt ficta* [1258] ha lo scopo di chiudere la via a chi volesse eludere la legge (11).

Questi capitoli, emanati *pro libertate Regini populi augmentanda et perpetuo observanda*, saranno riprodotti negli Statuti del 1392. Legata allo sviluppo della città e all'aumento della sua popolazione è la politica frumentaria del Comune, che nel nuovo assetto giuridico della proprietà terriera poteva trovare più adeguata soluzione. Secondo il GUALAZZINI, « uno dei fattori costanti delle preoccupazioni comunali fu la politica dell'approvvigionamento del capoluogo, dove si era raccolta la maggior parte della popolazione del distretto(...). La popolazione del capoluogo doveva, quindi, essere approvvigionata non soltanto delle materie prime atte ad alimentare le botteghe degli artigiani, ma anche di quanto serviva a sfamarle(...). L'accrescimento della popolazione urbana mentre si verificava a danno del contado, poneva il produttore agricolo nella fortunata condizione di chi vede largamente richiesti i prodotti di cui dispone(...). L'urbanesimo in fondo, non fu nocivo all'agricoltura anzi l'aumento dei prezzi dei prodotti agricoli accentuò l'interesse per la produzione agraria e diede un sicuro benessere agli agricoltori, benessere che consentì, a sua volta, un rapido accrescimento della popolazione sia in città, sia in contado. Naturalmente in una situazione di tal natura il problema del grano in genere era particolarmente sentito(...). La politica comunale fu sostanzialmente orientata verso la produzione locale del fabbisogno delle derrate alimentari. E ciò era determinato non semplicemente dal convincimento che la produzione locale fosse di più facile acquisizione e conservazione, ma anche perché esso poteva essere ottenuto mediante un intelligente impiego di capitali investiti produttivamente » (12).

Ora l'espansione cerealicola era fenomeno assai complesso,

tale da mettere in movimento tutto il sistema di coltura (13). In tale situazione, l'istituto della mezzadria, per la sua natura dinamica, era lo strumento più rispondente (14). «La mezzadria — come osserva l'IMBERCIADORI — non soltanto presuppone uno stato di libertà fra le parti ma impone anche un certo gioco economico-finanziario; quello che dà volto nuovo e tipico al contratto parziario, trasformandolo in classico, è il capitale: bestiame, denaro, attrezzi, scorte. Dove c'è possibilità per una famiglia numerosa di vivere in un processo di produzione più abbondante per l'apporto non solo delle braccia e della terra ma anche di casa di bestiame di concime e di denaro, lì si trova l'humus della mezzadria classica » (15). Che gli statuti reggiani del 1311 regolino la mezzadria a preferenza di altri contratti di locazione rustica, dipende dal particolare carattere della mezzadria in sé e dalla rilevanza che essa acquista ai fini dell'economia pubblica. Se la norma pubblica contempla insieme l'interesse delle due parti contraenti e l'interesse pubblico, nella mezzadria si renderà necessaria una speciale tutela dei beni e dei valori che essa include. « In qualsiasi locatio — ancora l'IMBERCIADORI — ma specialmente nella *locatio ad medium*, ogni conduttore, ma soprattutto il conduttore di un podere mezzadrile, sa che non dovrà più soltanto rispondere del suo lavoro, come consueto buon lavoratore, ma anche come « *legalis laborator* »: come lavoratore, cioè che può essere denunciato, processato e condannato non semplicemente perché ha violato nell'eseguire i lavori, precise disposizioni di legge positiva. Ma non solo il conduttore può essere responsabile del buon e legale lavoro; anche il locatore può ed è corresponsabile » (16). Poiché il tornaconto individuale può essere stimolo insufficiente, si stabiliscono sanzioni a carico del mezzadro che si sia sottratto alle norme del contratto rivolte a raggiungere il fine dell'utile comune. L'obbligo di abitare la casa del padrone sul fondo, di utilizzare tutto il letame a solo vantaggio del podere, a non far carreggi senza il consenso del dominus, l'obbligo di compiere scrupolosamente i lavori agricoli secondo le modalità e i tempi consigliati dall'agronomia non sono ritenute condizioni sufficienti; al mezzadro si impone di migliorare il terreno e di tenerlo in piena efficienza, scavando fossi per regolare le acque, di aumentare la produttività del fondo piantando un certo numero di alberi, e questa prescrizione è di tale rilievo nella mente del

legislatore che, se il mezzadro ometterà di farlo, il padrone potrà provvedervi con altra opera, addossandone la spesa al mezzadro (17). Per questo si riconosce al dominus il diritto di risparmiare i mezzadri, esonerandoli dai carichi pubblici; d'altro canto, il dominus è garantito nei suoi crediti verso il mezzadro e per causa di mezzadria: il padrone è preferito alla moglie del mezzadro e agli altri creditori sui beni e le cose della mezzadria; al padrone degno di fede, che denunci un credito di mezzadria fino a 100 soldi imperiali, si deve credere *sine aliquo instrumento vel teste*. La procedura da applicarsi è quella sommaria, *absque libelli datione et sine strepitu iudicii*. Questo contratto, dunque, una volta liberamente stipulato, pone il mezzadro entro limiti nettamente definiti e fortemente garantiti dal potere pubblico (18).

2. Definito il carattere di un istituto, importa, possibilmente, conoscerne l'area di diffusione. Ciò è consentito attingendo al *Liber Focorum* formato nel 1315, quattro anni dopo la redazione degli Statuti di cui abbiamo trattato, nello stesso anno poi, in cui la città vide compiuto il nuovo giro di mura.

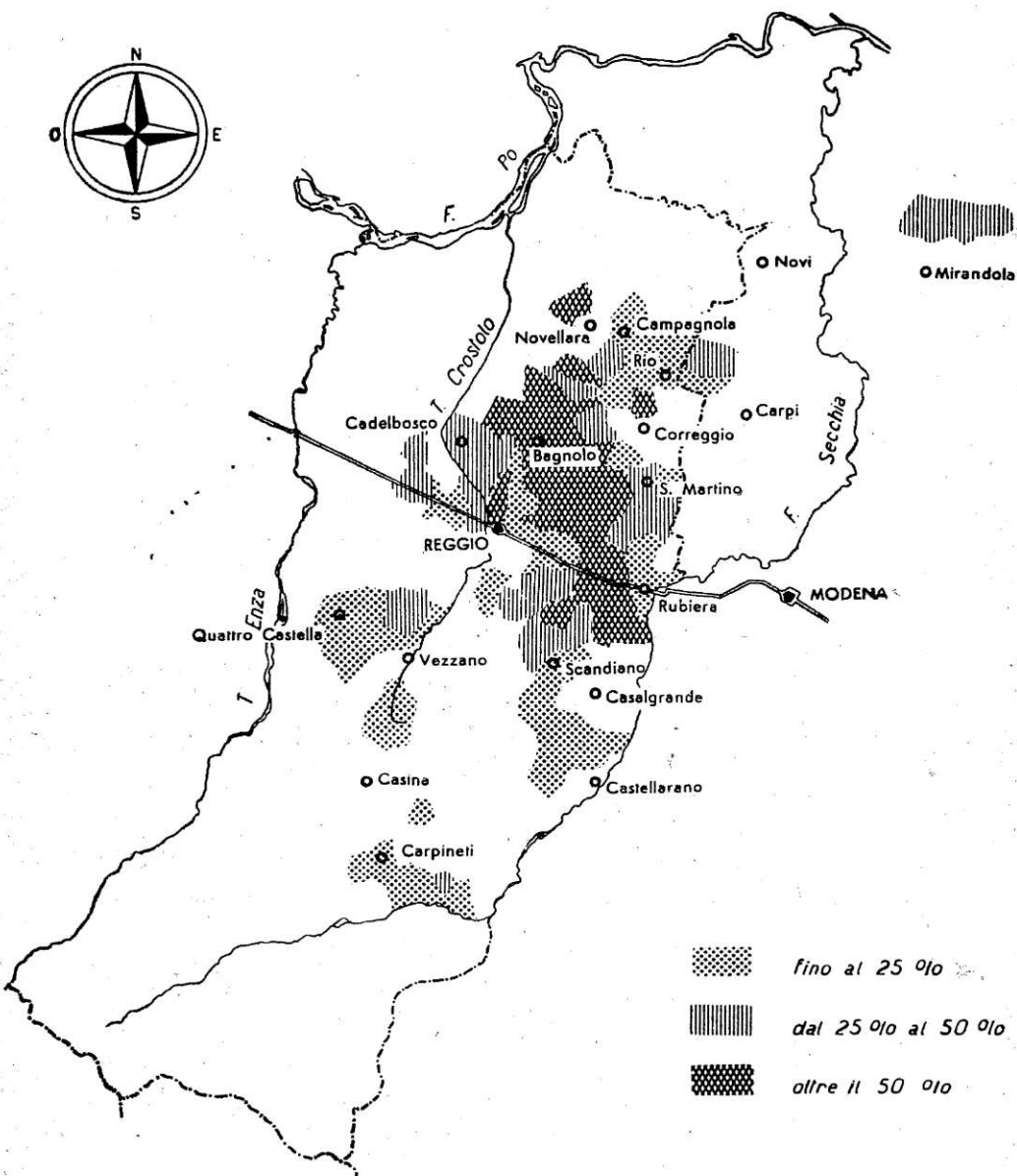
Il Liber dà un'esatta descrizione dei fuochi del distretto reggiano, dal crinale appenninico alla Mirandola, indicando, comune per comune, non solo il numero dei fumanti, ma i nomi dei titolari e la loro condizione (19).

Della città si danno i fuochi di ogni vicinia, nelle sue contrade; non è questa la parte che qui interessa, bensì quella dei comuni del distretto, i cui abitanti sono distinti, generalmente, in terrieri, cives e mezzadri o terzarini, là dove questi esistevano.

I dati offerti consentono, pertanto, non solo di stabilire lo ammontare dei fuochi e i valori parziali e complessivi, ma il numero dei mezzadri in senso assoluto e relativo. La carta delle famiglie mezzadrili del distretto reggiano, costruita coi dati forniti dal Liber, indica senza incertezza che la mezzadria trovò la sua massima espansione nel territorio della media pianura compresa tra la via pedemontana, che da Scandiano porta a Quattro Castella, e le valli, che si estendevano a sud del Po; territorio avente come suo decumano la via Emilia. La diffusione della mezzadria si presenta particolarmente intensa nelle due quadre ad oriente della città, a nord e a sud della Via Emilia, negli antichi Comuni di S. Tomaso, Lemizzone, Laguito, Bagnolo, Fossa, Marmirolo, Budrio, Tresinara, Massen-

zatico, Sabbione e Cortenuova, Pratofontana, Gavassa, Prato, Bagno, Argine, Mandriolo, S. Giovanni, S. Donnino, Villa Breta e Roncadella con valori percentuali dei fuochi mezzadrili, rispetto al complesso, compresi tra 100 e 50. I Comuni aventi percentuali di famiglie mezzadrili comprese tra il 50 e il 25 si collocano attorno a questo ampio nucleo, finché, raggiunta la linea pedemontana, la mezzadria si fa sporadica, insinuandosi eccezionalmente nella media montagna fino a Carpineti. La montagna in genere e quella alta in particolare non conoscono mezzadri, ma coltivatori diretti (20).

La zona della mezzadria, situata ad oriente della città, si sviluppa secondo l'asse sud-ovest nord nord-est, asse che da Reggio raggiunge il Comune di Quarantoli (presso l'odierna Mirandola); essa, dunque, coincide col territorio che in tempi assai antichi fu costruito dalle alluvioni o colmate dei torrenti, che, dai colli, scorrevano tra Enza e Secchia: Crostolo e Tresinaro in modo particolare. E' noto infatti che in antico tutti questi torrenti correvano in direzione sud-ovest nord-est, e che solo nel secondo millennio dell'era nostra, a varie riprese e a mezzo di opere grandiose, il loro corso fu spostato e indirizzato verso nord. Perciò la diocesi di Reggio, compresa tra Enza e Secchia noverava il territorio di Carpi e Mirandola e su questi, come appare dal Liber Focorum, nel 1315 il Comune di Reggio aveva giurisdizione. « Questo territorio formato dunque dalle colmate dei fiumi aveva una straordinaria varietà di terreni superficiali che si scorge ben spesso nelle medesime ville, nel medesimo podere, nel medesimo campo e talvolta anche nella medesima porca » (21). In questo territorio, non soggetto ad alluvioni ruinate di grossi fiumi e di natura asciutto, disposto su di un lieve declivio le acque potevano scolare con l'escavazione di modesti canali e di fossi, che gli Statuti a proposito della mezzadria, prescrivono; quei terreni erano propizi alla rovere, alla vite e ad altre piante che non si sviluppano nei terreni paludosi. Qui dunque la mezzadria prese piede, perché qui la potenzialità produttiva del terreno faceva apparire più proficuo l'impiego del capitale e del lavoro insieme associati. Nell'età successiva la mezzadria era destinata a diventare il contratto agrario prevalente (22); nel 1315 solo nella zona di Quarantoli (Mirandola) permanevano forme di lavoro servile: 9 famiglie dei figli di



Area di diffusione della mezzadria nel Reggiano, nel 1315, e percentuale dei fuochi mezzadri sul complesso nelle Comunità, segnate entro gli attuali confini (Dal *Liber focorum*, del 1315).

Manfredo ivi abitavano con 12 famiglie di servi; ciò si spiega con la struttura di quel consorzio gentilizio e con le condizioni particolari del territorio.

Può inoltre importare conoscere chi fossero i maggiori proprietari dei fondi condotti a mezzadria. I nobili sono largamente rappresentati: il Liber Focorum nei 20 comuni a più alta percentuale di mezzadria registra tra le altre le seguenti famiglie: Bozachi con 3 poderi, Buini con 2, Cambiatori, con 9, Cavasacchi con 8, Indusiati con 4, Liazari con 5, Malatachi con 6, Manglapani con 3, Megli con 4, Muti con 9, Ottobelli con 2, Panceri con 3, Peldegueri con 5, Roberti con 3, Ruggeri con 4, Struffi con 3, Tacoli con 7, Roberti di Tripoli con 7, il Vescovo di Reggio Emilia con 3, La Chiesa Cattedrale con 1, il Monastero di Canossa con 2, la Mansione di S. Giovanni Gerosolimitani con 6, S. Prospero con 4, l'Ospedale di S. Lazzaro con 1 etc.

Oltre al ceto nobiliare ed a quello ecclesiastico sono rappresentate le altre classi: un magister Joannes e un magister Franciscus de Fredulfis con uno ciascuno; un Joannes da Prato calciolarius, con uno, tre speciali con uno ciascuno, e ancora due beccai, un fornaio, un mugnaio con un potere ciascuno. Con ciò non si è esaurito l'elenco. I dati parziali indicati dimostrano che la nobiltà, detentrica del numero maggiore delle proprietà, introducendo la mezzadria dedica più tempo e più attività alla cura dei campi, in concorrenza con una borghesia che non è meno interessata alla terra.

Non tutti i mezzadri sono registrati con i loro nomi; spesso basta ad identificarli la pura e semplice loro condizione: *mezzadrus*, seguita dal nome *dominus*.

3. Poiché gli Statuti del 1335 e 1392 non portano alcuna innovazione al nostro istituto, ci soffermiamo su quelli del 1404, che dedicano 13 rubriche alla mezzadria (lib I, LXII-LXXIV).

Dopo un secolo di esperienze fatte nella pratica della vita quotidiana la pubblica autorità dovette sentire il bisogno di accogliere e statuire quanto si era venuto affermando nella consuetudine, facendo del contratto di mezzadria uno strumento rispondente al progresso ed alle nuove esigenze.

Anzitutto gli Statuti del 1404 definiscono e differenziano mezzadri e terzarini sotto il seguente profilo: « *mezzadri dicantur et*

intelligentur qui habitant in casamentis et hedificiis domorum dominorum dictorum casamentorum et edificiorum et qui laboraverint cum bobus et bestiis bovinis ad minus singulo anno sedecim bubulcas terre - Terzarini vero qui laboraverint cum vachis tantum ad minus decem bubulcas terre de terris domini et habitaverint ut supra » (23).

Criterio differenziatore tra queste due forme di contratto appare dunque l'estensione del podere, ed anche il fatto che questo sia lavorato con buoi o con vacche soltanto.

Gli elementi costitutivi del patto di mezzadria sono quelli ormai noti: in più, come si è detto, è prevista la disdetta del contratto. Tutte le norme di carattere agronomico sono un perfezionamento di quelle dettate dallo Statuto del 1311; mezzadri, terzarini e coloni in genere dovranno arare le terre almeno quattro volte (e non più tre) prima di seminarle, pena l'ammenda di 10 soldi imperiali per biolca, con la clausola, anche in altri Statuti contemplata, che il colono debba ricevere solo la metà del prodotto che gli sarebbe toccato se avesse bene arato. Inoltre, per conservare alla mezzadria il suo carattere, anzi, per potenziarla, si vieta tanto al *dominus* quanto al mezzadro o terzarino di allevare bestiame grosso o minuto in altra forma che non sia quella *ad capitale*. Contravvenendo il padrone, il bestiame andrà al Comune di Reggio; allevando, il colono, bestiame non ricevuto dal padrone, esso sarà dato al *dominus*, il quale riscuoterà pure metà dell'ammenda, stabilita in 3 lire imp. e 20 soldi imp. per ogni capo grosso o minuto rispettivamente, mentre l'altra metà è destinata al Comune. Ribadito è il divieto di far carreggi senza il consenso del padrone, e ciò *ut terrae melius laborentur et teneantur* (Rub. 65). Nuove norme, non contenute nel capitolo del 1315, sono le seguenti: i campi debbono essere arati fino ai fossati, i prati fino al confine, si raddoppia l'ammenda a chi trascurerà alcuna delle regole della buona coltivazione (da 20 a 4 soldi imp.) con questa differenza che, mentre secondo gli Statuti del 1311 la multa andava divisa in parti uguali, tra il Comune e l'accusatore, ora è tutta del *dominus*. Maggiore attenzione dedicano i nuovi capitoli alla viticoltura: mentre nel 1311 si ordinava di concimare la vigna: « *vineas domini putare levare tendere et bis in anno zapare* » e di occupare con nuovi vitigni i vuoti della vigna, ora si fissa, oltre a ciò, un calendario; do-

vranno potarsi a marzo prima della festa di S. Maria, legarsi entro lo stesso mese, zapparsi una prima volta entro maggio e una seconda volta entro ferragosto, pena, per ogni caso d'indempienza, 20 soldi imp. e la riduzione del prodotto al terzo.

Più vivo interesse mostrano, i nuovi statuti, per i legumi e la fava, cui si daranno due zappature, pena 20 soldi d'ammenda per ogni biolca indebitamente coltivata. I campi dovranno essere recintati con siepi e chiusure. Affatto nuove sono le disposizioni riguardanti la cessazione del contratto. Il comiato dovrà esser dato dai padroni e dai mezzadri o altri coltivatori a novembre, diversamente il contratto s'intenderà prorogato di un anno quando ciò piaccia al padrone. Se il bestiame sarà in comune, il mezzadro e il terzarino dovranno consegnare al padrone metà di tutto il fieno, conducendolo dove a questo piacerà; la paglia, salve pattuizioni particolari, sarà del padrone; per la trebbiatura, la macinatura e l'aratura mezzadri e altri non avranno diritto a chiedere parte delle biade nate sulla terra per causa di questi lavori (24).

In sostanza, da questi capitoli il contratto di mezzadria esce più definito, più organico: la cura del legislatore appare veramente quella di farne uno strumento di progresso economico e sociale, prescrivendo più rigorose norme tecniche e fissando le norme sul termine del contratto.

Nel 1409 Reggio e il suo distretto passarono dalla dominazione viscontea a quella estense, che, salvo un'interruzione dal 1512 al 1523, durerà fino al 1796. Benché solo cinque anni fossero trascorsi dall'entrata in vigore degli Statuti di cui abbiamo testé discorso, altri furono redatti ed emanati nel 1411, i quali recano alcune norme in aggiunta o a modifica di quelle già note. La città era giunta alla dedizione all'Estense dopo anni di gravi eventi politici e militari e di fiere discordie interne (la dissoluzione dello stato visconteo alla morte di Gian Galeazzo Visconti e l'anarchia che ad essa seguì): discordie e lotte che avevano di certo allentati i vincoli sociali, alterati la buona fede e il rispetto ai patti, e indebitato i coloni. Perciò il legislatore al fine di ristabilire la disciplina, « *ut maliciis laboratorum mezzadrorum colonorum inquilinorum molinariorum et eorum qui reddunt afflictum perpetuum vel ad tempus obvietur* », confermò la disposizione degli Statuti del 1404, che a provare il debito

del dipendente bastasse il giuramento del *dominus*, in seguito al quale il debitore o altra persona della sua famiglia, maggiore di 16 anni, doveva esser preso e detenuto finché sciogliesse il debito o inducesse un fideiussore. Questa norma sarà confermata da tutti i successivi Statuti. Inoltre, per diminuire l'esonero dei mezzadri e dei terzarini, fu imposta la denuncia dei mezzadri che si intendevano risparmiare, si elevò il minimo del biolcativo dei fondi da esentarsi, portandolo da 16 a 20 e da 10 a 13 rispettivamente per mezzadri e terzarini; l'esonero non riguardava però i lavori di pubblica utilità: ponti, strade, canali eseguiti nelle ville di residenza dei lavoratori, che dovevano prestarsi anche alla manutenzione dei ponti e delle vie che conducevano in città. I cittadini, concordando la dedizione della città all'Estense, cautelarono le loro proprietà e i coltivatori nella misura più ampia possibile e introdussero un capitolo di pretta marca corporativa (esso ritorna infatti negli Statuti delle arti cittadine): i lavoratori, in genere, non potranno abbandonare il fondo, anche a locazione terminata, senza il consenso del padrone, il quale potrà anche negarlo se il conduttore gli sarà debitore. Il padrone che assumerà come colono un lavoratore gravato da debiti di mezzadria dovrà entro un mese o licenziarlo o pagarne i debiti; dopo questo termine dovrà senz'altro soddisfare il debito pendente. Le norme sulla coltivazione restano immutate: si riducono da 250 a 100 le braccia di fossati da scavarsi sul fondo, mentre i salici da piantarsi sono portati da 50 a 100. Le contravvenzioni in caso di omissione di norme di buona coltivazione sono portate da 2 a 3 lire reggiane (25).

Dal 1401 al 1411 il passaggio è dunque sensibile: nel render più crude le condizioni dei coltivatori si coglie l'affermarsi del vecchio ceto dirigente che nella signoria cerca e trova il sostegno alla sua posizione di privilegio (26). Così gli Statuti del 1411 sono la base di quelli del 1501 e del 1582. I quali non presentano alcuna novità sulle norme di agricoltura. Negli statuti del sec. XVI si sancisce, in più, l'obbligo dei coloni di ottenere il consenso del padrone per raccogliere i prodotti e di dare le onoranze di cortile, secondo il convenuto, o in ragione della metà del reddito da esso percepito. Le disdette dovranno darsi ad ottobre, anziché a novembre; nella divisione delle

scorte, tutta la paglia dovrà essere lasciata al padrone, come per l'addietro, ma fieno e strame saranno divisi a metà.

4. Da quanto precede par dunque si possa affermare che il contratto di mezzadria, nelle sue parti essenziali si è formato nel sec. XIII; e che nei secoli successivi sono state aggiunte garanzie sempre più precise al fine di tutelare l'interesse e il diritto del *dominus*. Il secolo XIV poi appare età di importanti trasformazioni politiche e sociali; e di fatto, si assiste già alla fine del Duecento, ma più rapidamente nel periodo successivo, alla fine della autonomia del comune e all'inserimento di questo nelle Signorie contermini: Estensi, Gonzaga e Visconti, a cui segue, all'inizio del Quattrocento, di nuovo e definitivamente la dominazione estense.

Ora, le guerre combattute nella valle padana nel sec. XIV, tra leghe contrapposte, portarono la città di Reggio e il suo distretto all'orlo della rovina, e a quelle si aggiunsero epidemie e carestie. L'opera di ricostituzione fu certamente agevolata, soprattutto nell'ultimo terzo del sec. XIV, dalla Signoria viscontea, che mise a servizio di una società travagliata da profonda crisi, strumenti di governo (giustizia, amministrazione ecc.) di primo ordine. Tuttavia, le vicende politiche del sec. XIV strapparono alla città alcuni dei territori più fertili, ove, come si è visto, la mezzadria si era estesa con particolare favore.

La fine della Signoria gonzaghesca portò la formazione della contea di Novellara e all'ingrandimento dei da Correggio. Si ebbe così la perdita di una parte notevole del distretto reggiano a vantaggio di principi che impediranno per sempre lo sviluppo della città verso nord. A sud, sui primi contrafforti appenninici, si formano alcuni feudi destinati anche essi ad arrestare l'espansione della città in quella direzione. Il Comune, degradato da ente politico autonomo ad ente amministrativo, si chiude in sé e inizia, dal 1411, un processo di assestamento interno e di inserimento nella Signoria estense che, tutt'al più, segna un intensificarsi della vita civile entro un più angusto territorio (27). Così, se gli Statuti del 1501 differiscono in pochi tratti da quelli del 1411 e gli Statuti del 1582 sono, per la mezzadria, la semplice riedizione di quelli del 1501, essi, nel loro complesso non mancarono di influenzare quelli delle Comunità del Ducato. Queste, passate sotto le nuove Signorie, dovettero

avere i loro statuti ancor prima del sec. XVI; ciò è sicuro almeno per Novellara. I giurisdicenti locali applicarono in genere le norme degli statuti reggiani; a ciò accennano parecchi statuti editi tra il sec. XVI e il sec. XVII.

I Conti Gonzaga di Novellara curarono la stampa dei loro statuti nel 1611 (28), dopo che buona parte dei lavori di sistemazione idraulica e di bonifiche del territorio era stata compiuta. Si favorì l'ingrossazione dei fondi, obbligando i proprietari di cedere le terre a coloro che con queste confinassero da tre lati purché fossero di doppia estensione, e si promosse la funzionalità dei poderi, obbligando chi confinasse con vie pubbliche di concedere l'accesso a queste a proprietari di terre prive di sbocchi. In sostanza, negli Statuti di Novellara si ricevono le norme già note degli Statuti reggiani. Sola variante: gli escomi debbono essere notificati entro settembre.

Più indipendenti dalla forma degli statuti reggiani, ma ad essi aderenti nella sostanza, sono quelli di Correggio (1675) (29). L'escomio, secondo questi, va comunicato tra aprile-maggio, con diritto di restare nel fondo sino ad Ognissanti, quando la semina fosse terminata.

Anche negli Statuti di Brescello (1697) (30) conformi a quelli reggiani, il periodo di escomio va da aprile a maggio.

Gli Statuti delle comunità della pianura, dunque, non presentano divergenze tali da quelli della città che ce se ne debba ulteriormente occupare.

Notevole importanza riserbano gli Statuti delle comunità del piano-colle e della collina; Scandiano, Montericco e Querciola.

Particolare interesse offrono gli Statuti di Scandiano, editi nel 1506 (31), sia nella parte che riguarda l'elezione e i compiti dei campari, sia nell'altra che concerne la viabilità del distretto e il regime delle acque. Ampia e minuta è la descrizione delle norme che si debbono seguire nel piantar alberi e siepi; precise le norme sulla vendita e permuta delle terre al proprietario che le circonda per tre lati, purché la proprietà di questi sia il triplo della prima; utile l'obbligo fatto ai proprietari di terre confinanti con le vie pubbliche di curare la manutenzione delle strade in tempo d'inverno.

Le norme sull'agricoltura sono più precise di quelle degli Statuti reggiani; prima di seminarle si dovranno arare le terre

per quattro volte, e cioè: *prescindere, sive arompere, iterare sive retaiare, terciare et quartizare usque ad confinia*, a seminarle con le sementi comuni: *quarto vel ad minus tertio ut dicitur sulco*. Fave e legumi si zapperanno due volte e bisognerà *sulcos bonos et amplos secundum exigentiam in seminatis facere pro derivando ac deducendo aquam extra seminatas*. Istituto particolare è la soccida. Greggì e porci si danno per un triennio, le vacche da latte per un quadriennio, non a capitale, ma a stima di capitale. Il soccidano darà al padrone ogni 15 giorni due raccolte di latte, 3 libbre di formaggio buono di pecora per ogni animale e una mezza della lana e degli altri prodotti della soccida. I soccidani, a cui tocca di mantenere le bestie, non potranno venderle. Il proprietario però dovrà dare uno staio di meliga per ogni parto. Finita la soccida si dividono le bestie. Seguono altre disposizioni sulla soccida dei bovini non da latte e dei cavalli.

Gli Statuti di Albinea e Montericco (32) ripetono fedelmente le norme degli statuti reggiani.

La comunità di Querciola (33) avrà la stampa dei propri Statuti nel 1600, ma essi risalgono almeno al 1472; come conviene ad un paese ricco di boschi, gli statuti ne regolano lo sfruttamento: essi vietano a chi non sia proprietario di abbattere piante, proibiscono la vendita di legname ai forestieri e consentono di far carbone solo per uso domestico.

Altri Statuti si hanno per Borzano (1518) (34) ma non offrono interesse, come quelli di Castelnuovo Monti (1568) (35).

5. Col Codice Estense (1771) Francesco III cercò di imporre ai suoi stati un ordinamento giuridico uniforme, facendo uscire la giurisprudenza dalla molteplicità e dalla contraddittorietà delle disposizioni fin allora vigenti nelle circoscrizioni che alla sua casa si erano via via aggregate. Il Codice rappresenta la vittoria di un'aspirazione che, movendo dal Muratori, si era andata diffondendo in più larga cerchia nella seconda metà del sec. XVIII. Peraltro il legislatore, preoccupato di definire gli istituti prevalentemente sotto il profilo generale, lasciò alla consuetudine e agli statuti locali la risoluzione di parecchi aspetti della vita economica e sociale, quelli che la coscienza particolaristica e tradizionale ancor viva considerava di interesse locale e perciò suscettibili di non uniformi soluzioni.

Pertanto, della colonia parziaria si definiscono la responsabilità civile del concessionario e la disciplina della disdetta del contratto, senza nulla precisare del contenuto del contratto stesso; alle pratiche agronomiche, divisione dei prodotti, obblighi dei mezzadri, ecc., provvedevano gli Statuti locali, sicché la mezzadria veniva inquadrata nel Codice solo per alcune questioni generali.

Il titolo XXX del Libro II: *Dei coloni parziari, loro cause e delle divisioni tra i Rustici*, riconosce validità alle obbligazioni contratte dai coloni parziari o mezzadri che abbiano compiuto il diciottesimo anno di età, e dichiara solidali tutti i componenti della famiglia mezzadrile, o minore, o donna, o figlio di famiglia, solidali a favore del padrone per tutti i debiti di mezzadria (I). Per i crediti di mezzadria, il padrone avrà diritto di prelazione a qualunque altro creditore ancorché privilegiato, su tutti i beni dei coloni e mezzadri, perché trattisti di sostanze esistenti sul fondo (II). Sui beni situati fuori del fondo i padroni hanno diritto d'ipoteca a cominciare dal primo giorno del contratto, ma non prelazione sui creditori anteriori (III). La disdetta dovrà essere data entro maggio là dove l'anno della mezzadria cominci in novembre e, dove si usi diversamente, entro il settimo mese dall'inizio dell'anno (IV). Le cause relative a mezzadria e colonia si esamineranno con la procedura delle cause sommarie e delle minori, quando restino al di sotto di un determinato valore (V). Nelle contestazioni finanziarie tra padrone e mezzadro, al libretto del padrone, rispettate certe garanzie, sarà riconosciuto valore di documento di prova (VI). Nelle divisioni patrimoniali tra i membri della famiglia mezzadrile e colonia si applicherà il diritto ordinario (VII). Seguono norme sul regime dotale (VIII-IX-X) sulla estensione dei debiti (da pagarsi in comune se fatti in tempo di comunione dei membri (XI) e sulla divisione dei frutti raccolti dopo la divisione, ma prodotti col lavoro comune (una testa gli uomini maggiori di anni 18, mezza testa ai maschi tra 12 e 18 anni, due terzi alla donna maggiore di anni 18, un terzo alle donne tra 12 e 18 anni, nulla ai minori di anni 12 (XII).

6. Quindici anni dopo la pubblicazione del Codice Estense la Comunità di Reggio chiese al Governo la ratifica di 40 capitoli mezzadrili « da osservarsi dai coloni parziari nella colonia par-

ziaria di qualunque effetto di pianura del Distretto e Ducato di Reggio » (36).

I capitoli sono un breve codice delle norme agronomiche da ripristinarsi o da introdursi nel particolare momento attraversato dall'economia del Ducato (37).

Essi pertanto debbono riguardarsi non solo come sviluppo delle disposizioni statutarie ma anche come contributo del ceto dirigente e proprietario alla soluzione della crisi che travagliava l'economia del Ducato reggiano intorno al 1780.

La crisi si prospettava in questi termini: da un lato si rilevava un forte incremento della popolazione rurale che, non potendo trovare occupazione nelle campagne, chiedeva alla città mezzi di sussistenza; dall'altro, dal 1782, era in atto la politica di soppressione degli enti ecclesiastici e delle concessioni livellarie di una forte quantità di beni rustici. La riforma agraria invocata da più parti e fatta propria, in teoria, dal Governo, doveva consentire la formazione di un certo numero di nuovi poderi ricavati dalla divisione delle grandi proprietà fondiarie, per insediare i nuclei familiari privi di terra. Ciò avrebbe richiesto un deciso intervento governativo, a carattere giuridico, creditizio e fiscale. Ma il Governo non ebbe la volontà né la capacità di realizzare alcuna di queste premesse. Pertanto, mentre le possibilità di occupare mano d'opera diminuivano in città per la crisi in cui allora entravano le manifatture, nessun riparo si trovò per arrestare i danni prodotti dai nuovi metodi introdotti dai livellari nella gestione dei fondi. I livellari, infatti, stavano tentando la prima forma di speculazione capitalistica sui beni allivellati. Per far fronte agli obblighi contratti, inoltre, sostituivano ai mezzadri mano d'opera salariata, determinando un vivo malcontento nel ceto mezzadrile, che vedeva aggravarsi le proprie condizioni, sia per il peso crescente delle onoranze, sia per la vivace concorrenza che si produceva sul mercato del lavoro. Il contrasto tra i vecchi proprietari (monasteri ed enti ecclesiastici) e i nuovi protesi al conseguimento del maggior profitto, mediante la produzione per il mercato, era stridente.

Se ai primi si poteva rimproverare certa trascuratezza nella conduzione dei fondi, essi non potevano però esser accusati di essere insensibili ai bisogni dei coloni, specie se indebitati; ai

secondi, invece, poteva essere rimproverata, non di rado, una cultura di rapina, e una certa durezza verso i dipendenti lavoratori (38).

In complesso, i documenti ufficiali tendono a difendere la mezzadria e a ristabilire o a generalizzare le norme di buona coltivazione; i documenti più interessanti, a questo proposito, sono: i capitoli mezzadrili cui si è accennato, la *Relazione sulla riforma delle opere pie reggiane, del 1788* (39) e alcuni rilievi di F. Re (40).

I primi, rappresentando il modello della buona cultura, costituiscono un termine ideale di riferimento; mentre la Relazione può considerarsi lo specchio più veritiero della prassi agronomica reggiana della seconda metà del Settecento.

Il *Saggio sopra la Storia dell'Agricoltura reggiana* ci ha dunque portati a trattare della mezzadria. Secondo F. Re questo istituto doveva considerarsi il contratto principe, non solo per gli effetti economici che da esso discendono ma soprattutto per i suoi riflessi sociali (41).

Allorché dopo il 1796 l'antico ordinamento politico fu travolto e l'anarchia parve minacciare la stabilità dei rapporti tra le classi sociali, nella mente dei conservatori della politica e dell'economia si rafforzò il convincimento che la pace nelle campagne potesse essere garantita soprattutto dal patto mezzadrile, che consacrava la collaborazione e la buona armonia tra proprietari e coltivatori. E di fronte ai problemi della terra e dei coltivatori nessun apprezzabile divario può scorgersi tra conservatori e novatori, realizzandosi anzi, di fronte a quelli, intesa completa.

Dalla fine del sec. XVIII, è accertato che il mercato delle derrate fu sensibilmente influenzato dalle accresciute possibilità di esportazione. La formazione della Repubblica Italiana e del Regno d'Italia (1800-1815) aumentò ancora la possibilità di esportazione e incoraggiò la diffusione di colture specializzate, risaie in modo particolare. Ma le requisizioni e le leve militari, il fiscalismo e l'arenamento dei traffici seguito al blocco continentale resero prudente il ceto dei proprietari; dei quali la maggior parte si preoccupò di consolidare i rapporti di collaborazione e di subordinazione dei mezzadri, come premessa alla ripresa della vita delle campagne quando tornassero più pro-

pizie condizioni. E, di fatto, le *Norme dei capitoli per i coloni del Dipartimento del Crostolo*, pubblicati nel 1810, fanno già presentire il clima della Restaurazione (42). In essi si raccomanda la mezzadria come quella che associando capitale e lavoro, stabilisce tra padrone e colono quei rapporti di collaborazione e di umanità che altri sistemi avevano sacrificato e sacrificavano alla speculazione economica. Ma in essi si coglie pure certo paternalismo, ad esempio, là dove si raccomanda al padrone di vegliare sulla condotta morale dei mezzadri, prescrivendo ad essi, giusta l'insegnamento di Catone e di Columella, che adempiano fedelmente ai doveri della religione e che non siano litigiosi né dediti al vino o alle osterie, non frequentino soverchiamente le fiere e i mercati colla scusa di informarsi dei prezzi del bestiame, e non perdano il tempo in altre cose estranee alle loro incombenze. La redazione di questi capitoli è attribuita a F. Re, ma, pare, senza ragione.

Nondimeno, non poteva definirsi arcaico un istituto che l'Inchiesta Agraria Jacini (1881) considererà ancora essenziale per il buongoverno dell'economia rurale.

Odoardo Rombaldi

*della Deputazione di storia patria
Reggio Emilia*

NOTE

(1) Milano, 1809, Dalla Tipografia degli Annali dell'Agricoltura del Regno d'Italia.

(2) Saggio, cit., pag. 32. Ed anche: «*Ho desiderato molte volte di avere ozio bastante e la serie dei vari statuti antichi d'Italia, che avrei voluto formare la storia della legislazione agraria nostra, e così avrei fatto vedere che gli Italiani mai sempre favorirono l'Agricoltura ed emanarono leggi che mostrano la loro intelligenza*». Il disegno di una storia della legislazione agraria si formava nella mente del Re nel tempo stesso in cui realizzava gli Annali dell'Agricoltura, primo saggio d'inchiesta sull'agricoltura nazionale.

(3) Degli statuti reggiani, i manoscritti originali si conservano presso l'Archivio di Stato di Reggio Emilia. Nel 1933 furono edite le «*Consuetudini e Statuti Reggiani del sec. XIII. Edizione critica a cura di Aldo Cerlini, Reggio Emilia, 1933.*» con ampia e fondamentale introduzione del Cerlini. Gli Statuti successivi sono inediti, ad eccezione del 1501 e del 1582. Dei manoscritti dà diligente descrizione il Cerlini (pag. LXXXIII-XLVIII). Il presente saggio, pertanto, è stato condotto prevalentemente sugli originali.

(4) *Consuetudini*, cit., pagg. 1-56.

(5) *Consuetudini*, cit., pagg. 134-138.

La biolca reggiana è pari a mq. 2922.

(6) In nomine Domini. MCCLXXIII, ind. prima, die XX mensis januarii. Frater Iacobinus Crescentii de ordine fratrum penitentie massarius Consortii pauperum vecundorum consensu et voluntate aliorum fratrum penitentie ibidem presentialiter existentium nomine et vice dicti consorcii et pro ipso consorcio dedit concessit atque locavit ad laborandum pandulfo de Bagnolo hinc ad tres annos proximos venturos et completos tres pecias terre laborativas et prativas positas ad Bagnolum quas tenebat et tenere solebat a dicto consorcio Guidonus de Albinea. Quas quidem terras promisit dictus laborator dicto locatori nomine dicti consorcii bene laborare bona fide sine fraude, arrando terram de frumento per pactum ter sine semine et terram de spelte bis sine semine omni anno, dando predictus locator predicto laboratori medietatem seminis de frumento et terciam partem seminis de spelta. Et promisit dictus laborator dicto locatori medietatem fossatorum cavare et salices omnes scalvare et pratum secare, dando dictus laborator omni anno dicto locatori vel eius successori medietatem frumenti et medietatem feni et medietatem perticarum et terciam partem spelte quas res ei Deus dederit ex dictis terris, conducendo partem dicti consorcii quolibet anno in civitatem Regii ad domum dicti consorcii omnibus suis expensis. quae omnia et singula promisit dictus laborator eidem locatori stipulanti nomine dicti consorcii attendere et observare hinc ad terminum supradictum sub pena centum sol rexon. et sub obligatione omnium suorum bonorum, que pena possit exigi cum effectu pro quolibet capitulo non observato et qua soluta rato manente pacto et sine dampno et expensis dicti consorcii. Renunciando dictus laborator omni exceptioni doli mali et infecti et conductori sine causa et omni legum auxilio et privilegio fori.

Coram Gerardo de Parma et Iohanne de Monticulo testibus rogatis.

Actum Regii in domo dicti consorcii cum stypulatione.

Ergo Petrus de Rivalta sac. Palatii Notarius hiis omnibus interfui audiui et rogatus scripsi.

(7) Rub. XLII.

Item statutum et ordinatum est hunc tenorem servandum quod omnes mezadri omnium civium subiectorum pleno iure Comuni Regii teneantur et debeant venire et habitare in domo domini continue cum tota familia sua. et omnes bestias et volatilia quas tenuerint ibi cum domino tenere ad medium et non aliter. et ibi totum letamen facere quod poterunt. et ipsum letamen ducere in terris pratis et vineis domini ad voluntatem domini; et teneantur terras domini bene laborare et arrare ter in anno ad minus sine semine et ipsas seminare et zapolare et seminatas mundare ubi opus fuerit ac etiam fabas. et etiam claudere sepiibus et fossatis ubi necesse fuerit. Ac etiam tempo marcii et aprilis dicta seminata mundare. melicas et omnia alia marzatica bis in anno zapare. Et vineas domini putare levare tendere et bis in anno zapare. Ac etiam omnes arbores frugiferas ad pedem zapare et prata stirpare et segare usque ad confinia et fenum bis saxonare et ducere in domum domini et cum bestiis comunaliibus distribuere et non extra domum vel laborerium domini. Et unam porcarn de porcellis et duos temporales cum domino tenere omni anno. Et temporales dividere omni anno ad festum S. ti Andree porcellos ad tres menses. Et cum dividerint dictas bestias a dominis suam partem non possint tenere in domo domini nec alibi sed ipsas bestias occidere vendere vel aliter expendere. Et salices domini bene scalvare et perticas et lignamina pro vineis et saepibus habere et superfluum cum dominis dividere. Et curtem et clausuras clausas tenere saepibus et fossatis porta et cardo. Et vacuamenta vinee plantare et alevare. Et cum bobus comunaliibus ducere Regium usque in quantitatem duodecim carorum. Et nullum carezum facere cum bobus comunaliibus seu laborerium sine expressa parabola domini. Medietatem omnium utensilium ad mezadriam sive aratri iughi carri feramenti bestiarum et seminum uterque ponat sive dominus et mezadrus. Et mezadrus teneatur dare domino medietatem omnium vini

puri et mesclati et omnium aliarum rerum que super teritorio domini sumunt et ad mezadrum perveniunt dicta occasione et ducere Regium ad domum suam. Et cavare inter dominum et mezadrum quinque centenaria de fossatis si dominus cavaret suam partem. Et teneatur mezadrus dare partem domino de omnibus et dare domino electam. Et omni anno plantare quinquaginta plantas de salice si dominus dederit vel habuerit super terreno domini et eas afaschare zapare et alevare et nullas arbores ad pedem incidere sine parabola domini et linum et canipam seminare et chunzare. Et si mezadrus predicta non fecerit vel aliquod predictorum facere omiserit puniatur in viginti sol. rexa. pro quolibet et qualibet vice cuius pene medietas sit comunis et alia medietas accusatoris. Et etiam possit dominus facere fieri omnia et singula supradicte si mezadrus non faceret congruo tempore ad precium laboratoris. Quod precium mezadrus restituere domino teneatur credendo sacramento domini. Et laboratores aliarum vinearum et terrarum licet non sint mezadri sparandi teneantur eodem modo facere et observare sub dicta pena. Et cogantur mezadri iurare et per sacramentum dicere quidquid teneantur domino. Et bona ipsius mezadri sive fructus mezadrie sint obligata domino pro eis que dominus prestiterit et fecerit cum mezadro tempore mezadrie et prece-dant omnia alia debita auctoritate presentis statuti et potior sit dominus omnibus aliis creditoribus cuiusque conditionis sint creditores. Et quilibet civis civitatis Regii qui sit suppositus pleno iuri iurisdictioni Comunis Regii possit sparare duos mezadros si terram et domum habuerit in ea quantitate que continetur in Statuto Comunis pro quolibet mezadro et hoc statutum pro consuetudine habeatur. Et credatur domino de denariis vel alii rebus datis mezadris sine aliquo instramento vel teste usque in quantitatem centum sol. imp. et stetur sacramento domini. Et summarie procedatur absque libelli datione et sine strepitu iudicii. Et credatur etiam sacramento domini de dampno habito pro eo quod vinee non sunt zapate et quod fossata non sunt cavata secundum quod zapari et cavari debuit congruis temporibus.

Per la terminologia si vedano, oltre al *Ducange*, il *Glossario Emiliano* di P. SELLA, e: C. CIPOLLA, *Nuove considerazioni sopra un contratto di mezzadria del secolo XV*, Verona, 1892, pag. 66 e segg. Accenni alla disciplina del contratto di mezzadria presso gli statuti di altri comuni, trovandosi in A. PERTILE, *Storia del Diritto Italiano*, IV, 638 e segg., e in *Testi e Documenti per la Storia del Diritto Agrario in Italia, secoli VIII-XVIII*, 1954.

(8) LUZZATTO M., *Contributo alla storia della mezzadria nel Medio Evo*, in «Nuova Rivista Storica», 1948, pag. 70.

(9) LUZZATTO M., *ibidem*, pag. 80.

(10) *Consuetudini e statuti*, cit., pagg. 17-20.

(11) Cfr. TONDELLI L., *Linee di politica sociale nel Comune di Reggio del sec. XII*, in «Studi di Storia, di Letteratura e d'Arte in onore di N. Campanini», Reggio E., 1921, pagg. 115-161. P. VACCARI, *L'affrancazione dei servi della gleba nell'Emilia e nella Toscana*, Bologna, 1926, pagg. 91-93.

(12) GUALAZZINI U., *Aspetti giuridici della politica frumentaria dei Comuni nel Medio Evo*, «Rivista di Storia del Diritto Italiano», XXIX, 1956.

(13) DUBY G., *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, 1962, I, pagg. 139-141.

(14) IMBERCIADORI I., *Mezzadria classica toscana, con documentazione inedita dal IX al XIV secolo*, Firenze, 1951, pag. 49.

(15) IMBERCIADORI I., *op. cit.*, pagg. 54-55.

(16) Per il procedimento sommario, cfr. SELLA P., *Il Procedimento civile nella legislazione statutaria italiana*, Milano, 1927, pag. 216 e segg.

(17) Sulle condizioni dei coloni, cfr. R. RIO, *Vestigia Crustunei*, I. Reggio, 1931, pag. 125 e segg.

(18) IMBERCIADORI, *op. cit.*, pag. 55.

(19) I criteri per la formazione del *LiberFocorum quarteriorum ac viciniarum et territorii civitatis regii lepidi sub anno MCCCXV* sono contenuti negli

Statuti del 1311 (libro XIII, rub. XVI): «Item statutum est pro reaptatione et constructione civitatis et villarum districtus Regii quod potestas presens teneatur in octo dies post publicationem presentatis Statuti elligere duos notarios pro quolibet quarterio bonos et legales cum uno nuntio pro quarterio qui vadant per villas et castra districtus Regii et iurare debeant reducere in scriptis omnes focos fumantes quos invenerint in dictis villis et castris districtus Regii. Et teneantur hostiari in una quaque villa ire et scribere omnes buchas cuiuslibet familiae post caput familiae a tribus annis supra ad hoc ut sciatur et scribi possit qui et quot homines foci et boche reperiuntur et reperiri possunt in ipsis villis ad subeundum honora Communis Regii. Et teneantur notarii scribere terrieros per se, privilegiatos per se et mezdros per se in qualibet villa».

Statuti e Liber focorum appartengono al periodo seguito alla cacciata degli Estensi ed alla costituzione della Società di S. Prospero del popolo di Reggio e delle arti nel 1306; la tregua dei partiti nel 1311 favorì la redazione di due documenti tanto importanti. Il valore del Liber fu già rilevato dal Beloch: «Si tratta di uno dei documenti più importanti di statistica medioevale che si abbiano in Italia (...)». Chi poi volesse approfondire la ricerca, potrebbe, dal nostro codice, rilevare preziosi insegnamenti intorno alla struttura della popolazione di Reggio in quel tempo». (BELOCH G., *Ricerche sulla storia della popolazione di Modena e del Modenese*, in «Rivista Italiana di Sociologia», XII, 1, 1908, pag. 23 dell'Estratto). Del manoscritto, che si conserva nell'Archivio di Stato di Reggio E., esiste l'edizione del Tacoli — *Memorie storiche della città di Reggio*, II, Parma, 1748 — ma inadeguata per omissione di dati e per gravi difetti dovuti a errori di lettura o di stampa. Lo spoglio dei nomi e il computo dei fuochi va certamente fatto sull'originale, ma non si tratta solo di sommare i fuochi, come sembra credere il Beloch; per stabilire la diffusione della Mezzadria nel Reggiano occorre leggere il manoscritto e risolvere alcune difficoltà. Infatti, in ogni comune del distretto il Liber indica i fuochi contrassegnati dal nome del residente, seguito dalla condizione: se terriero, cittadino, privilegiato, mezzadro, terziario, servo. Ma moltissimi comuni sono descritti in sezioni separate, onde conviene riunire i fuochi appartenenti alla stessa unità territoriale, e non computare i fuochi dei consoli e dei vicini (da due a cinque) che precedono l'elenco, perché ripetuti nell'elenco dei terrieri. I mezzadri e i terziari sono talora compresi tra i terrieri e talaltra sono distinti da questi; il diverso criterio non sembra casuale; almeno per un comune, Cova, si distingue tra mezzadri habentes proprium e mezzadri non habentes proprium: nel primo caso potrebbe trattarsi di mezzadri che, oltre al fondo padronale, coltivano terra propria. Non si ha la certezza che il criterio usato in un caso possa valere in tutti gli altri; va per altro notato che, siccome le operazioni di rilevamento furono eseguite da otto notai, una certa uniformità dovette adottarsi nella descrizione dei fuochi. Per la città sono registrati 3100 fuochi circa, entro la cerchia murata, e 330 sparsi nei borghi, ma non vi sono compresi gli ecclesiastici. Nel distretto, abbiamo contato sull'originale, fuochi 5172. Nei comuni in cui è presente la mezzadria si danno 2406 fuochi, e di questi 840 sono di famiglie di mezzadri o di terziari: si ha perciò un rapporto del 34%.

(20) «La proprietà montanara presenta nel '300 e '400, come nei secoli che seguirono, questa costante condizione: il massimo frazionamento. Tutti gli abitanti sono proprietari. Le case di affitto o non esistono o sono infinitamente rare». SORBELLI A., *Il Comune rurale nell'Appennino Emiliano nei secoli XIV e XV*, pag. 287.

(21) MAGNANINI V., *Il Correggese prima del suo vecchio castello*, Correggio, 1883.

(22) Altro documento fondamentale per la descrizione delle famiglie del distretto reggiano (e dei componenti, che mancano nel Liber Focorum) è il *Liber focorum et masculorum civitatis et districtus Regii cum bestiis districtualium*, del 1458-59 (A. S. Reggio). Esso comprende il solo distretto di Reggio e descrive anche le famiglie mezzadrili, il cui numero, rispetto a quello del 1315, appare

qua maggiore, là minore; sono indicate anche le bestie da giogo, in genere un paio di bovi o di vacche per ogni famiglia.

Di ogni villa si dà anche il numero dei braccianti e dei miserabili.

(23) Statuti 1404, Libro I, Rub. LXII.

(24) Statuti 1404, Libro I, Rubb. XXIX, LXII, LXIII, LXIII, LXV, LXVI, LXVII, LXVIII, LXVIII, LXX, LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIII.

(25) Statuti 1411. Libro I.

(26) Da ciò che precede è confermato che gli Statuti, come leggi imposte dalle città, dove politicamente era la classe dei proprietari fondiari quella che dominava, regolando la mezzadria, soprattutto si preoccupano di salvaguardare gli interessi dei proprietari.

V. Rossi B., alla voce Mezzadria, in *Nuovo Digesto Italiano*. Si vedano anche i *Pacta et Conventiones*, stipulati nel 1409 tra la Comunità e il Marchese d'Este, in *Constitutiones, Privilegia et Reformationes* (...), Regii, 1611.

(27) Notizie di terreni messi a coltura nella prima metà del sec. XV si hanno da un lodo estense del 1444 (A.S.R. Archivio Canossa n. 47). In esso si ricordano i luoghi del Ghiardo, un tempo boschivi incolti e inabitati « nunc a pauco tempore inceptorum laborari et reduci ad laborerium et inhabitari ».

(28) *Liber Statutorum Novellariae*, 1611, Lib. II, LXVI-LXXIX.

(29) *Statuta Civitatis Corrigiae*, 1675, Lib. II, CXXVI-CXXXIV.

(30) *Statutorum Brixilli et eius districtus villarum et castrorum libri tres*, 1697, Lib. II, LXXIV-LXXXIII.

(31) *Statuta*, Lib. IV, I-VII; XXII-XXIX.

(32) MS. inedito presso la Biblioteca Municipale di Reggio E., cc. 17-22.

(33) *Statuta Mag. cae Comunitatis et hominum Querciolae*, 1600, LXXXIII-LXXXV.

(34) MS. inedito presso la Biblioteca Municipale di Reggio E.

(35) *Statuta* 1518, ms. presso la Biblioteca Municipale di Reggio E. *Statuta Protestariae Castrinovi Regiensis-Regii Lepidi*, MDLXVIII.

(36) I capitoli, pubblicati nel mio saggio *Gli Estensi al governo di Reggio dal 1523 al 1859*, Ed. AGE, Reggio E., 1959, sono preceduti dal seguente dispositivo: « Persuasi il Priore e gli Anziani (...) del massimo vantaggio che ridonda alla Società dall'arte di ben coltivare le campagne e che questa debbasi reputare degna di un ottimo cittadino; persuasi pure che un metodo di buona regola concernente l'agricoltura contribuir possa mirabilmente all'intento, giusta i divisamenti presi dagli Antenati loro, che con saluberrime leggi prescissero vari capitoli da osservarsi universalmente da rustici, come al Libro II, cap. 105 e segg. degli Statuti (...); sul fondamento pertanto che queste leggi oggi giorno o a molti sono ignote o non curate o poste in totale obliwie; sono venuti nel parere di proporre che sia richiamato all'antica osservanza quanto sopra e, sull'esempio delle diverse capitolarioni stabilite anche in Modena per le locazioni dei beni dell'Opera Generale dei Poveri (...), credono di comune vantaggio il ripristinare le antiche statutarie capitolarioni relative alla colonia parziaria dei fondi rustici che, sempre più ridotta a sistema migliore l'agricoltura a comune vantaggio, si possa giungere all'intento di moltiplicare a possidenti il provento di particolari loro fondi e di ritrarre dal territorio il sostentamento bisognevole all'aumentata popolazione massime tra rustici, giacché la quotidiana esperienza dà a divedere che l'ottima cultura di una famiglia anche numerosa dà il modo di sostentamento di un medesimo sito, dove in un altro di uguale estensione la dappocaggine dei rustici fa mancare il bisognevole a non meno numerosa famiglia, e di ovviare al disordine delle frequenti spartizioni dei coloni cagionate dall'essersi molto aumentate di numero le famiglie rustiche che, non ritrainedo dagli effetti mezzadrati il bisognevole, a cagione principalmente della trascurata coltivazione dei fondi, costrette sono a tante divisioni, alle quali la miseria fa succedere la troppo

dannosa necessità di spatriare o di ridursi miserabili e questuanti che vengono poi di rifugiarsi ogni anno nella città (...)».

(Provvigioni del Comune, 1784, 6 dicembre, in Archivio di Stato di Reggio E.).

(37) O. ROMBALDI, *Contributo alla conoscenza della Storia economica dei Ducati estensi, dal 1771 all'età napoleonica*, Parma, 1964.

(38) Per questo, rimando al mio saggio: *L'insurrezione dei rustici e i giacobini reggiani* (29-30 giugno 1797), in *Convegno di Studi sul Risorgimento*, a Bologna e nell'Emilia, Estratto dal Bollettino del Museo del Risorgimento, Bologna, 1960. p. II.

(39) La *Relazione*, inedita, è presso l'Archivio di Stato di Reggio E.

(40) Per RE F., cfr. Saggio, cit.

(41) Per il giudizio dato dal RE sul sistema mezzadrile e su quello bracciantile, cfr. *Elementi di Agricoltura*, II, XIV. Per una più ampia visione del problema, SERENI E., *Pensiero agronomico e forse produttive agricole in Emilia nell'età del Risorgimento*; Filippo Re, in *Convegno di Studi sul Risorgimento a Bologna e nell'Emilia*, cit.

(42) *Le Memorie di Pratica Agricoltura e Capitoli pe' coloni dalla Società Agraria nel Dipartimento del Crostolo diretti ai Possessori*, Reggio, MDCCCX, si debbono all'iniziativa di L. Bolognini, fatta propria dalla Società Agraria che, nel 1807, «richiamò i capitoli più usati nei diversi Cantoni del Dipartimento e li richiese forniti di opportune note, nella massima di trarre profitto per eseguire il divisato piano di agraria istruzione».

La proprietà fondiaria di un mercante toscano del trecento (Simo D'Ubertino di Arezzo)

LE FONTI

Due parole crediamo meriti la fonte fondamentale di questo nostro lavoro. Si tratta di un grosso volume cartaceo conservato nell'Archivio della Fraternita di S. Maria della Misericordia di Arezzo (1). Il volume fu in minima parte sfruttato, con intenti diversi dal nostro, alcuni decenni fa, dall'erudito aretino Ubaldo Pasqui, che ne estrasse per pubblicarle nel IV volume dei suoi *Documenti per la storia della città di Arezzo nel Medio Evo*, alcune notizie utili a lumeggiare la vita politica della città negli anni 1376, 1377, 1381 e 1384 (2). La fonte interessa un periodo di oltre trent'anni, incominciando il 9 gennaio 1361 e concludendosi il 16 agosto 1393. Del contenuto del libro dà già un'indicazione sommaria quello che si trova scritto alla prima carta: « Qui de sotto e innanzi in questo libro scriverò eo Simo d'Ubertino e farò memoria d'ogni mio fatto, cioè d'ogni mio traffecho ch'io farò, e scriverò apresso tutte le possessioni e generalmente ogni altra chosa de che io ne dovesse fare memoria e questo libro volgio che se chiami *Memoriale Rosso* ». Le prime centottantatre carte danno notizia di tutte le più importanti vicende personali e familiari, come nascite, morti, matrimoni, disavventure politiche e di tutte le attività economiche, sia mercantili che agricole, come stipulazioni di compagnie, bilanci annuali, acquisti e locazioni di terre e di bestiame. I dati economici sono tratti da veri e propri libri contabili o di commercio, parzialmente conservati, ma in cattivo stato, nel suddetto Archivio, e a tali libri lo scrivente fa spesso riferimento. Bianche sono le carte 184-255 del *Memoriale*; da c. 256 a c. 265 Simo d'Ubertino dà invece una descrizione « catastale », ad epoche diverse, di tutti i suoi possessi fondiari; dopo un'altra serie di carte bianche (cc. 266-308),

abbiamo infine un particolareggiato elenco dei raccolti agricoli dal 1386 a parte dell'anno 1393 (cc. 309-314).

Come può vedersi anche da questa descrizione sommaria, il *Memoriale Rosso* è più di un semplice libro di ricordi o di un libro di conti. Il suo carattere di segretezza, su questo non c'è alcun dubbio, di strumento strettamente personale, la sua completezza che permette una valutazione globale e per un tempo abbastanza lungo di tutte le attività economiche, vivificate tra l'altro dalla presenza di notizie più immediatamente « umane » fanno del libro una fonte di prim'ordine e attendibilissima. Più in particolare poi, per quello che è l'oggetto della nostra ricerca, è una fortunatissima combinazione il fatto di poter disporre contemporaneamente di dati sull'estensione e il valore delle terre, sui momenti del loro acquisto, sui criteri di conduzione, sul raccolto dominicale di una serie sia pur breve di annate, su abbondanti notizie di altra natura che permettono di inquadrare meglio il proprietario fondiario nella visione più complessiva dell'uomo.

Alla fonte principale se ne aggiungono diverse altre, di carattere sia pubblico che privato, che saranno di volta in volta citate, tratte dall'Archivio di Stato di Arezzo, dall'Archivio di Stato di Firenze, dalla Biblioteca Civica di Arezzo. Utili mi sono stati il III (3) e il IV volume dei già ricordati *Documenti* di Ubaldo Pasqui e il volume I de *I Capitoli del Comune di Firenze*, pubblicato un secolo fa a cura di Cesare Guasti (4), oltre allo *Statuto di Arezzo del 1327* stampato a cura di Giulia Marri Camerani (5).

TAVOLA DELLE ABBREVIAZIONI

A.S.A. - Archivio di Stato di Arezzo

A.S.F. - Archivio di Stato di Firenze

B.C.C.A. - Biblioteca Civica della Città di Arezzo

Il *Memoriale Rosso* di Simo di Ubertino, conservato nell'archivio della Fraternita di S. Maria della Misericordia di Arezzo, avrà la semplice indicazione: *Memoriale Rosso*.

I L'UOMO E LA FAMIGLIA

Di Simo d'Ubertino « mercator de Aretio » com'egli si farà chiamare nel suo testamento, non sappiamo nulla fino al 1361, anno in cui prende a scrivere il *Memoriale Rosso*. Possiamo solo affermare, sulla scorta del testamento del nonno paterno, Simo d'Ubertino d'Anghiramo, rogato il 23 luglio 1334 (6) ch'egli non era probabilmente ancor nato a quella data ed aveva quindi meno di trent'anni quando, grazie a quello che ci ha lasciato scritto, possiamo cominciare a seguire le vicende della sua vita. Anche sulla famiglia abbiamo poche notizie slegate. Sappiamo che il nonno paterno e il fratello di lui, Pace, abitavano in città nel 1333, dato che il 4 dicembre di tale anno Pier Saccone Tarlati locava loro, a nome del comune aretino, le case che erano state confiscate ai guelfi messer Rinaldo e Alberto dei Bostoli (7). Il 1 febbraio e l'8 giugno del 1339 incontriamo poi Pace fra i « prudentibus viris vigintiquator civibus aretinis » in rappresentanza del quartiere di Porta Crucifera (8). Undici anni prima, nel 1328, sappiamo invece che egli aveva comprato per 61 lire terra nel piano della città (9). Nessuna notizia abbiamo sul padre di Simo, se si esclude quella della morte, avvenuta l'8 gennaio 1361 (10); il Bertinus Symonis de Pannislinis, elencato fra i ghibellini di Arezzo nel 1345 (11), non mi sembra identificabile con sicurezza con lui, per il fatto che nessun'altra volta la famiglia si fregia di questo cognome. Il già ricordato testamento del nonno ci fa poi riconoscere i nomi delle zie paterne del nostro mercante, Giovanna, Francesca, Margherita, tutte nubili nel 1334. Per quel che riguarda la famiglia materna, conosciamo il nome della madre, Ghita d'Angelo di Braccio, di una sorella e di due fratelli di lei, Ymeglia, Andrea (12), Giovanni, dei due figli di quest'ultimo e cugini di Simo, ser Matteo e Francesca (13).

Nessuna notizia abbiamo invece sulle attività professionali del padre, del nonno paterno, degli zii; il « ser » che precede il nome del cugino Matteo fa pensare ad un notaio o a un prete. Il Pasqui dichiara, senza provarlo, ma forse basandosi sul cognome del già ricordato Bertinus Symonis de Pannislinis, che egli identifica senz'altro con il padre di Simo, che quest'ultimo « fu mercante di lane come suo padre » (14); nel *Memoriale*

Rosso non si ha mai però un accenno ad una attività che Simo d'Ubertino avrebbe già trovata avviata. Grazie ad alcuni dati possiamo tuttavia farci un'idea, sia pure approssimativa, della sua estrazione sociale. Il patrimonio del nonno paterno doveva essere abbastanza consistente se egli lasciava nel suo testamento 200 fiorini in dote a ciascuna delle tre figlie, 400 lire, forse in restituzione della dote della moglie, al suocero, Niccoluccio del fu Jacopo; quello infine che rimaneva al figlio Ubertino, dichiarato erede universale, veniva valutato 4000 lire. A Simo due degli zii materni, i già ricordati Andrea e Ymeglia, lasciarono in eredità nel 1382 beni valutati rispettivamente fiorini 530 e fiorini 134; il mercante dovette tuttavia spendere una somma cospicua (fiorini 431) per entrare in possesso del primo lascito (15).

Ci sono, in conclusione, elementi per affermare che Simo d'Ubertino usciva da un ambiente sociale modestamente agiato. Anche il matrimonio che egli contrasse nel gennaio del 1367, sei anni dopo la morte del padre e quando le sue attività mercantili erano appena agli inizi, conferma questa impressione: la dote che la moglie, Maddalena di Simone di Baruccio, gli portò, 300 fiorini, e le spese sostenute per prepararsi al matrimonio «in panni ed altre spese che me bisongnaro» dal settembre 1366 al maggio 1367, ammontanti a fiorini 143, mi sembrano valide controprove (16).

Grazie al *Memoriale* che ci dà tutta una serie di sia pur scheletriche notizie sui figli (nomi, date di nascita e di morte, battesimi, matrimoni) e su alcune vicende della vita dello scrivente, la figura di Simo d'Ubertino si anima un po' più e acquista un certo rilievo umano. Di figli il mercante ne ebbe dalla moglie Maddalena, tra il 1369 e il 1393, veramente una bella schiera: quattordici tra maschi e femmine (17). Di una figlia illegittima, nata quasi sicuramente prima del matrimonio, abbiamo notizia nel 1381, quando il padre le assegna, nel momento d'andare a marito, 500 lire di dote, equivalenti a quasi 140 fiorini (18). Dei quattordici figli legittimi solo due figlie, Lorenza, nata il 10 agosto 1373 e andata a marito nel 1389 con una dote di 400 fiorini (19), e Antonia Ghita, nata il 14 gennaio 1393, sopravvissero al padre. Tutti gli altri morirono in tenera o in tenerissima età. Un quindicesimo figlio, che prese il nome del babbo, nacque dopo la morte di lui, avvenuta con ogni pro-

babilità tra il 19 settembre e la fine del 1393 (20). Un documento del 1429 gli dà la qualifica di « banchiere », segno evidente ch'egli lasciò la professione paterna per una più tranquilla attività (21); dal Catasto aretino del 1422 sappiamo anche che il suo capitale era valutato fiorini 1143, dei quali però solo 200 figuravano come investiti « in traffecho » (22).

Il *Memoriale Rosso* ci offre altre notizie interessanti. Sappiamo così che il nostro mercante passava per ghibellino e partigiano dei Tarlati da Pietramala, anche se non abbiamo elementi (e se ci fossero stati tutto ci fa credere che Simo ce ne avrebbe lasciato un ricordo) per affermare che egli partecipasse attivamente alla vita pubblica. E' molto più probabile che la sua esistenza fosse tutta conchiusa tra gli affari e la vita domestica e il suo ghibellinismo fosse una magari non troppo gradita eredità di famiglia.

Forse il nonno e il fratello del nonno, che, come abbiamo visto, avevano ricevuto vari decenni prima in affitto da Pier Saccone Tarlati le case confiscate ai guelfissimi Rinaldo ed Alberto dei Bostoli, erano stati partigiani della potente famiglia dei Pietramala. Fosse come fosse, l'etichetta di ghibellino costò, nel periodo più turbolento più feroce e più triste della vita comunale di Arezzo, particolarmente cara, e non solo una volta, a Simo di Ubertino. Accusato nel 1376 dal comune, in cui avevano netta prevalenza i guelfi, di aver partecipato alla congiura stretta tra gli esiliati Tarlati e i loro fautori rimasti in città, che avrebbero dovuto dall'interno facilitare ai primi la scalata delle mura, Simo fu il 3 ottobre dello stesso anno arrestato, torturato e incarcerato per una ventina di giorni (23). Il 16 febbraio dell'anno successivo egli dovette subire una nuova prepotenza, questa volta di carattere fiscale: per una prestanza imposta dal comune tutti i ghibellini dovettero sborsare il doppio dei guelfi (24); e non è improbabile che prepotenze in argomenti spesso così opinabili come quelli fiscali siano state ripetute in questi anni a suo danno. Il peggio per lui, come del resto per la sua città, doveva tuttavia ancora venire.

In Arezzo spadroneggiano a partire dal 1378 i guelfi più arrabbiati o arciguelfi come li chiamano le cronache, Bostoli, Albergoti, Camaiani e loro seguaci, che cacciano dalla città

non solo Azzo degli Ubertini, uno dei capi ghibellini (i Tarlati non sono stati mai riammessi in Arezzo), ma anche i guelfi più moderati. Gli esiliati dell'una e dell'altra fazione fanno lega fra di loro e sotto la guida di Ubertini e Tarlati muovono contro Arezzo. Gli arciguelfi, in difficoltà, profittano della venuta di Carlo di Durazzo in Italia e gli offrono la città in signoria, a patto ch'egli mantenga l'ordine vigente e lasci fuori gli esuli. Carlo accetta e il 14 settembre 1380 entra solennemente in Arezzo. Il vicario che Carlo, allontanatosi il 28 ottobre verso il Meridione, lasciò in città, cioè il vescovo Guglielmo di Giurino (Győr Raab, in Ungheria), sembra si sia adoperato per riportare la pace fra i cittadini, destando le ire dei guelfi più accesi. Furono così riammessi in Arezzo in seguito ad una pace generale stipulata nel febbraio del 1381 tutti gli esiliati, eccettuati solo Ubertini e Tarlati, ma poco dopo fu tolta anche questa eccezione. Gli arciguelfi accusarono di malafede il vicario presso Carlo di Durazzo, per non aver rispettato i patti e ottennero la sua sostituzione con Jacopo Caracciolo, che sembra giungesse ad Arezzo alla metà di ottobre del 1381. Alla partenza del vescovo di Giurino, tanto più che il Caracciolo favorisce apertamente i guelfi più accesi, la lotta divampa di nuovo nella città fin dal 13 novembre. Bostoli, Albergotti, Camaiani e loro fautori, unitamente al Caracciolo e alle sue truppe, pressati dai ghibellini e dai guelfi moderati che per il momento riescono a controllare la città, sono costretti ad asserragliarsi nel cassero precedentemente occupato da alcuni dei loro. Ma la mattina del terzo giorno, 15 novembre, e a questo punto le testimonianze su Simo d'Ubertino s'intrecciano nuovamente con le vicende della città, i guelfi fanno una violenta sortita dal cassero e la lotta divampa furibonda soprattutto nella parte alta del centro urbano. Gli assalitori saccheggiano e incendiano le case degli avversari, che parte uccidono, parte prendono prigionieri; anche l'abitazione di Simo viene saccheggiata ed incendiata con altri immobili di sua proprietà. Il 18 novembre poi, quando giunge in Arezzo la terribile compagnia di San Giorgio capitanata da Alberigo da Barbiano, che gli arciguelfi, nuovamente sopraffatti da Tarlati e Ubertini, hanno chiamato in aiuto da Perugia con la promessa di un largo saccheggio sui beni degli avversari, il nostro mercante con altri dodici ghibellini («...eravamo XIII ghibel-

hni...»), viene preso, imprigionato e costretto per tornar libero a pagare un alto riscatto (25). E' questo il momento più sventurato nella storia della città e si concluderà nel 1384 con il passaggio di Arezzo sotto il dominio fiorentino, ma solo dopo altri saccheggi nei primi mesi del 1382 ad opera della compagnia dell'Uncino comandata da Villanuccio di Bonforte da Villanova che, come il Barbiano, militava per Carlo di Durazzo, e, nell'estate del 1384, ad opera delle truppe di Enguerrand di Coucy, che era stato inviato dal re Carlo VI di Francia nel regno di Napoli in aiuto dello zio Luigi d'Angiò (26).

Gravissime furono senza dubbio per l'economia aretina le conseguenze di queste vicende. Le campagne che, al pari della città, erano state ripetutamente corse, saccheggiate, danneggiate recavano anche diversi anni dopo, come vedremo in seguito, i segni del guasto; nella città, oltre la distruzione di fondaci (27) e case e la razzia di mercanzie, è molto probabile si registrasse, in una certa misura e almeno temporaneamente, una fuga di uomini e di capitali verso altri lidi. Simo di Ubertino ci ha lasciato scritto ch'egli perse nelle vicende del novembre 1381 « in mercantie e masarize e in case che fe fuoro guaste » un capitale da lui valutato intorno a 4200 fiorini (28). A queste perdite andrebbero aggiunti crediti molto cospicui, come vedremo al capitolo successivo, mai realizzati fino alla morte, e tutti i danni, difficilmente valutabili, derivanti da una interruzione nell'attività mercantile. In una situazione e in un ambiente così poco propizio all'esercizio di qualsiasi attività economica (Simo, nonostante il salvacondotto rilasciatogli da Alberigo da Barbiano, fu di nuovo catturato il 4 febbraio 1382, forse perché si era rifugiato presso i Tarlati (29), mentre dalla campagna rientrava in città allo scopo di recuperare alcuni suoi libri di commercio; fu poi incarcerato e torturato per diversi giorni dai soldati del Caracciolo (30)), di fronte ad una situazione così malsicura il nostro mercante decise di trasferirsi con la famiglia a Pisa, dove già da qualche anno operavano due suoi soci di commercio. Nell'aprile vi prende a pigione una casa con un po' di mobilio presso la porta di San Niccolò (31). Ma a Pisa egli rimase pochi anni. Appena Firenze, conquistando Arezzo (32), assicura la pace, il mercante ritorna in patria e riprende ad esercitarvi la sua attività.

Il *Memoriale Rosso* non offre altre notizie, se si esclude quella della « andata » a Poppi per fuggire la peste del 1390 (33), che, tra l'aprile e il giugno, fece salire a 680 il numero dei morti nella città (34) e strappò a Simo, tra il 30 maggio e il 30 giugno, i quattro figli Bartolomeo Chimento, Stefano Ubertino, Antonio, Cristofano, rispettivamente di uno, di quattro, di tre e di cinque anni.

Indispensabile, per una completa conoscenza del mercante, è a questo punto sapere che cosa egli rappresentasse nella società aretina del suo tempo. Utile a questo proposito si rivela l'esame del libro della *Lira* del 1390 (35). Simo ha riportato gravi danni durante le tristi vicende sofferte dalla città, ma è molto probabile che se non tutti come lui, un po' tutta la cittadinanza ne avesse sofferto nei difficilissimi anni tra l' '81 e l' '84. Le conclusioni che la *Lira* del 1390 permette, crediamo siano perciò, almeno in una certa misura, valide anche per gli anni immediatamente precedenti. I dati che essa ci offre si riferiscono alla città e ad una zona denominata Cortine, estendentesi fino a cinque miglia dalle mura; all'interno delle Cortine gli Statuti cittadini distinguevano una striscia immediatamente fuori le mura, di un miglio e mezzo di profondità, chiamata Camparia, nella quale, a difesa dei possessi dei cittadini, che raggiungevano ovviamente qui la massima densità, vigeva tutta una serie di disposizioni giuridiche particolari (36).

Dalla allibrazione del 1390, probabilmente molto severa, tanto che fra i cittadini sarebbero rimaste fuori solo un centinaio di famiglie miserevoli o poco più e, naturalmente, tutti i religiosi (37), risultano questi dati: nella città si hanno 1778 allibrazioni, per 1737 delle quali gli allibrati vengono indicati come *cives*, per 41, elencate separatamente, hanno invece la qualifica di *nobiles*; nelle Cortine le allibrazioni non sono personali, ma per ogni comune o villa (80 in tutto) viene indicata la somma collettiva dell'imposta che evidentemente le varie comunità rurali hanno il compito di ripartire poi fra i singoli. Le allibrazioni dei *cives* danno un totale di lire 1919 soldi 9, quelle dei *nobiles* di lire 515, quelle dei « communia et ville » delle Cortine di lire 914 soldi 17 (38). Come si vede i *nobiles*, fra i quali si contano quattordici Tarlati, quattro Montaguto, quattro o cinque Ubertini, e via via tutti gli altri, costituiscono il gruppo proporzionalmente

più forte: l'allibrazione media è di oltre 12 lire, e 13 allibrazioni raggiungono o superano le 15 lire. Il gruppo è tuttavia molto differenziato e in esso fanno la parte del leone i Tarlati (214 delle 515 lire); per quel che riguarda le singole persone, dalle 60 lire (11,5% del totale) di Bartholomeus domini Masgii de Petramala o degli heredes Guidonis de Moscione, dalle 50 di Marchus de Petramala, attraverso tutta una serie di posizioni intermedie, si scende alle 2 lire degli heredes Ciccharini de Petramala o addirittura alla lira di Lambertus de Ponina e degli heredes Maccii de Bivignano (39). Le 1737 allibrazioni dei *cives* (allibr. media l. 1 s. 2) si distribuiscono in questo modo: 15 superano le 5, ma nessuna arriva alle 10 lire (40), 60 sono tra 3 e 5, 457 tra 1 e 3, 747 tra soldi 10 e 1 lira, le rimanenti 455 arrivano fino a soldi 10.

In questa scala della ricchezza aretina Simo di Ubertino occupa una posizione di primo, se non di primissimo piano. Alirato per lire 5 soldi 10 (41), la sua posta è una delle prime quindici fra quelle dei *cives* ed è solo inferiore a venti poste di *nobiles* e a nove poste di cittadini. A confrontare semmai le l. 5 s. 10 del 1390 con le l. 7 s. 14 per cui il mercante era stato alirato nel 1387 e tenendo conto che il gettito complessivo delle due lire fu pressoché identico (42), si ha l'impressione che la sua ricchezza si sia in questi tre anni assottigliata.

Posizione ragguardevole nella sua città è dunque quella di Simo d'Ubertino, ma quale posto occupa il mercante nella fitta schiera dei mercanti del suo tempo? Arezzo non è Firenze, Genova o Venezia e neppur Pisa o Siena, così Simo non è un Peruzzi o un gigante come il Datini. Il capitale che egli tiene in commercio, il fatto che tutto il suo giro di affari ruoti, come vedremo meglio in seguito, tra Arezzo e Pisa, che i suoi affari non escano mai dall'ambito regionale, ce lo mostrano con sicurezza molto lontano dal gruppo dei grandissimi o anche dei grandi mercanti e piuttosto uno della massa, solo apparentemente meno interessante, forse perché meno studiata, dei mercanti di comune grandezza, che costituivano poi l'assoluta maggioranza fra i loro simili. Così studiando anche le sue caratteristiche e il suo comportamento di proprietario fondiario potremo star certi di trovarci sì di fronte ad un rappresentante del ceto più dinamico, più intraprendente, più razionale nella società del tempo, ma non

ad una figura eccezionale. Dire questo vuol d'altra parte significare anche che Simo di Ubertino presenta certi tratti comuni, questa volta, ai mercanti più grandi e meno grandi, a tutti i trafficanti della sua epoca. Mancanza di una netta specializzazione ed esercizio contemporaneo di tutte le attività economiche che presentino una speranza di guadagno, grande accuratezza nella tenuta dei libri di commercio e quindi, probabilmente, grado di cultura superiore alla media (43), sono i più evidenti fra questi tratti comuni.

II

L'ATTIVITA' MERCANTILE - IMPRENDITORIALE GLI IMMOBILI

a) L'attività mercantile - imprenditoriale

Ed ora, per completare la nostra conoscenza del mercante, prima di passare a descrivere la sua proprietà fondiaria, qualche cenno sommario alle attività mercantili-imprenditoriali e ai proventi che ne derivarono, e, successivamente, un'occhiata agli immobili ch'egli possedeva in città. L'attività imprenditoriale di Simo d'Ubertino comincia il 1 marzo 1362, per la verità in modo piuttosto dimesso, quando si lega in società « a fare una bottega de lana » con Marchetto di Guiduccio di Braccio, Fuccio di Ricciuolo e suo figlio Marco. Marchetto, unico socio capitalista, investe nella compagnia 800 fiorini e dovrà avere la metà degli utili, gli altri tre sono soci di lavoro e a Simo toccherà « l'utole e 'l pro che faranno fiorini centovintacinque d'oro » (16,6%) (44). La compagnia viene rinnovata il 1 aprile 1364 tra i soli Marchetto, Fuccio e Simo e il corpo di società, sempre versato da Marchetto, viene ridotto a 600 fiorini, mentre gli utili dovranno essere così ripartiti: 50% a Marchetto, 25% a ciascuno dei due soci non capitalisti (45). La compagnia viene definitivamente sciolta il 1 ottobre 1365 e la bottega di lanaiolo rimane al nome di Simo (46). Probabile motivo dello scioglimento saranno stati i modesti guadagni conseguiti dai soci. Gli utili toccati per la sua parte a Simo nei venticinque mesi che vanno dal 1 marzo 1362 al 31 marzo 1364 furono infatti f.20 s.23 d.4 (47) e nei diciotto che vanno dal 1 aprile 1364 al 1 ottobre 1365 f.29

s. 22 (48). Nel primo periodo, perciò, il capitale investito nella società fruttò il modestissimo guadagno annuo del 7,5%; nel secondo, pur salendo al 12,5% all'anno, il guadagno rimase sempre modesto.

Ben diversamente vanno le cose per Simo d'Ubertino (che il 18 aprile si è intanto iscritto all'Arte della lana (49)) da quando, sciolta come abbiamo visto la compagnia il 1 ottobre 1365, egli comincia a gestire la bottega a suo « proprio nome ». La sua attività di lanaiolo comincia con la modestissima somma di 120 fiorini (50), anche se, come vedremo, questi faranno presto a moltiplicarsi, tanto più che il primo anno il mercante, evidentemente dotato di qualche rendita terriera pervenutagli dalle modestamente agiate famiglie paterna e materna, non farà gravare come in seguito le spese di casa, i pesi fiscali, gli investimenti terrieri sul bilancio della bottega. Anche le spese per il matrimonio (egli condusse in casa la Maddalena il 31 gennaio 1367) non incidono sull'attività mercantile.

Quando il 1 gennaio 1367 rivede « rasgione », Simo calcola d'aver guadagnato, in appena quindici mesi, la bella somma di 160 fiorini (51). Il capitaluccio investito ha dunque fruttato lo straordinario guadagno annuo di quasi il 106%. Evidentemente ben disposto da questo primo risultato ad ampliare la sua attività non solo il lanaiolo reinveste tutto il guadagno nell'impresa, ma appena il 30 gennaio 1367 riceve la seconda rata della dote della moglie, ammontante a 100 fiorini, la passa in bottega (52), portando il capitale a 380 fiorini. Anche nel 1367 il profitto si rivelerà molto alto (54%), tuttavia non nella misura eccezionale dell'anno precedente. Crediamo utile a questo punto riassumere per brevità l'andamento della bottega in una tabellina fino a quando questo sarà possibile. In seguito, allargatesi le attività economiche, diventerà impossibile farlo, dato che i bilanci tirati alla fine di ogni anno riguarderanno il complesso dell'attività economica. Se anche compaiono ancora, a volte, nel bilancio le singole imprese, il continuo passaggio di capitali dall'una all'altra, impedisce un esame analitico. Parimenti, per la sua natura di strumento riassuntivo strettamente personale, la fonte non permette di vedere in quale misura i guadagni risultassero da attività di pura e semplice compravendita e in qual misura invece da processo di trasformazione del prodotto. Per quest'ultimo aspetto il *Memoriale* ricorda a volte balle di lana o rimanda

al libro de le tesseatrici. Altro non è possibile vedere. Solo un esame accurato di alcuni libri contabili conservati nell'Archivio della Fraternita di S. Maria della Misericordia accanto al *Memoriale Rosso* permetterebbe di vedere più a fondo. Per il nostro intento, che è quello più modesto di tracciare un profilo sommario del mercante-lanaiole e di fissare i proventi globali annui delle sue attività, è comunque sufficiente avvertire che Simo d'Ubertino è un mercante-imprenditore in nulla diverso da molti suoi simili, nelle cui mani traffico, trasformazione del prodotto (secondo l'organizzazione mercantile-artigianale conosciuta che disperde quasi tutte le fasi del processo nella mani di lavoratori a domicilio pur conservando al mercante il coordinamento di tali fasi) e vendita al consumatore (52 bis) si uniscono indissolubilmente.

Nell'esaminare la sottostante tabella si deve tener presente che, come abbiamo già avvertito, gravano dal 1367 sulla bottega spese varie, perciò l'incremento del capitale investito ogni anno non corrisponde mai alla somma guadagnata l'anno precedente. I dati sono arrotondati a meno di un fiorino, le percentuali a meno di 0,5. I guadagni, come quelli che daremo in seguito, sono al lordo da imposte.

TAB. I

BILANCI DELLA BOTTEGA DI LANAILOLO (I-IX-1365/31-XII-1374) (53)

anni	capitale (C) fiorini	guadagno (R) fiorini	$\frac{R}{C} \cdot 100$
1365-1366 (a)	120	160	106
1367	380 (b)	207	54
1368	447	310	69
1369	701 (c)	329	44
1370	870	294	33
1371	1046	305	29
1372	1240 (d)	341	30 (e)
1373	1102	291	26
1374	983	295	30

(a) Quindici mesi in tutto; (b) Nel calcolare la percentuale si tien conto del fatto che 100 dei 380 fiorini sono stati messi in bottega alla fine di gennaio; (c) 50 dei 701 fiorini sono stati investiti dal 31 marzo; (d) Non si tien conto nel calcolare la percentuale che 14 fiorini sono stati investiti tra il 6 gennaio e l'aprile; (e) E' stata arrotondata in 30 la percentuale 27,5, perchè dal 1° ottobre Simo ha tolto dalla bottega una somma di 500 fiorini.

Le attività di Simo d'Ubertino si sono intanto ampliate. Nel l'ottobre del 1372 egli si è stretto in società con Finuccio di Goro, Piero di Dottino, Donato d'Uguccio, Ruggieri di Bandinuccio, Pietro di Saccone, Bartolomeo di Vanni dei Maffei Guidi, Lazzarotto di Pieruzzo dei Lodomeri, il Buono di Pietro, Tomasso di Guido di Mirancio, « a fare uno fondecho de retaglio »; Simo e i primi sei compagni partecipano alla compagnia con una quota di 500 fiorini ciascuno, Lazzarotto di Pieruzzo, oltre ad investire 200 fiorini, terrà la contabilità del fondaco, il Buono di Pietro e Tomasso di Guido di Mirancio sono esclusivamente soci di lavoro. Gli utili saranno ripartiti nel modo seguente: i due soci non capitalisti « avranno l'utole e 'l frutto » di 700 fiorini (di 400 Tomasso, di 300 il Buono), gli altri otto divideranno il rimanente guadagno in parti uguali (54). Un certo interesse presenta l'accordo intercorso tra la compagnia e tutti i lanaioli aretini: i compagni fecero « patti e chonchordia con tutti i lanaioli de torre i loro panni e darli il terzo chontanti, il terzo panni, l'avanzo al termene di tre mesi; e essi lanaioli non dovieno vendere né comperare altro che al detto fondecho » (55). Probabilmente per spezzare queste mire monopolistiche intervengono le autorità comunali e impongono nel dicembre del 1373 la divisione della compagnia in due compagnie minori. Una di queste, comprendente Donato d'Uguccio, Bartolomeo e Ruggieri con il Buono socio di lavoro, gestirà il « fondecho de messer Francescho »; l'altra, di cui fanno parte Simo, Finuccio di Goro e Piero con Tomasso, il fondaco « del Cantone »; Lazzarotto viene invece « liberato » dalla compagnia, Pietro di Saccone se ne era già distaccato nel settembre del 1373 (56). Uscito dalla compagnia del fondaco del Cantone Tomasso nel marzo del 1374 (57), questa viene definitivamente sciolta due anni dopo, il 5 luglio del '76 (58) e Simo di Ubertino, così come aveva fatto più di un decennio prima a proposito della bottega di lanaiolo, sembra per un attimo intenzionato a continuare la gestione del fondaco da solo con un capitale di 631 fiorini, ma il 19 agosto, mutando parere, liquida tutto ad Antonio e a Masgio di Nieri dei Carsidoni del Borgo San Sepolcro (59), evidentemente parenti del Giubileo Carsidoni studiato trent'anni fa dal Fanfani (60).

Ma l'attività mercantile di Simo d'Ubertino non si esaurisce del tutto, in questi anni, tra la sua bottega di lanaiolo e il fon-

daco di ritaglio. Così, eclettico come tutti i suoi colleghi, lo incontriamo spesso, al pari del ricordato Giubileo Carsidoni (61), a mercanteggiare guado, per la cui produzione le vallate aretine costituivano uno dei territori più importanti in Italia (62). A questo proposito stringe società il 21 settembre 1373 e il 16 dicembre dell'anno successivo, partecipando quest'ultima volta con la cospicua somma di 400 fiorini (63). Operazioni simili vengono registrate nel *Memoriale Rosso* anche negli anni successivi. Ma Simo non disdegna attività più minute. Così, segno dell'affermarsi progressivo del capitalismo e dell'incipiente sdoppiamento di capitale e lavoro in una società ancora imbevuta di feudalesimo, ma sempre più dominata dalla borghesia mercantile, lo incontriamo spesso, ora come in seguito, ad affittare telai a poveri tessitori o tessitrici (64) e una volta, nel 1391, tutte le maserizie e gli attrezzi necessari ad esercitare il mestiere, caldaie, pale, rastrelli, forconi, bigonce, ai tintori Cristofano e Papo di Niccoluccio (65). La novità più importante, però, di questo tempo è l'estendersi delle attività di Simo alla città di Pisa, che costituiva nella seconda metà del Trecento un notevole mercato di panni (66). Abbiamo notizia di un suo viaggio a Pisa, nel dicembre del 1375, « per chomperare de la lana » (67), e di un altro il 12 marzo 1377, per vendervi panni e forse per acquistarvi lana (68). Finalmente il 1 aprile 1377, forse durante la permanenza a Pisa nel corso del secondo viaggio, egli stringe compagnia con gli aretini Angiolo di Biagio « lanaiolo » e Giusto di Bartolomeo di Vanni dei Maffei Guidi « a uno traffecho d'arte de lana e altro traffecho in grosso, la quale arte de lana e traffecho se dia fare nella città de Pisa ». Il corpo di società viene fissato in 2000 fiorini, 1000 dei quali versati da Simo, 500 da ciascuno degli altri due compagni, che hanno però il compito di stare in Pisa e « badare alla bottega colle loro persone ». Gli utili saranno ripartiti in tre parti uguali, detratte le spese cui andranno incontro Giusto e Angelo per il vitto (69). In un anno, dal 1 aprile 1377 al 1 aprile 1378, quando la compagnia viene riformata, i compagni realizzano un guadagno di 650 fiorini, dei quali ne toccano naturalmente a Simo quasi 217 (70), cifra molto alta (21% del capitale investito) se si pensa che il mercante non dava alla compagnia nessuna sua attività. Rinnovata con patti diversi e con capitale più consistente (Simo 1800 fiorini, Giusto 2000, An-

giolo 600) (71), il 21 ottobre 1379 ne uscì Giusto, sostituito subito da Feo di Lando (72).

Una nuova compagnia Simo stringe il 1 gennaio 1378 con un lanaiolo aretino, Meo di Giovanni chiamato Quatro, « a una bottega d'arte de lana », partecipandovi con 400 fiorini, mentre Meo dà 200 fiorini più il lavoro; gli utili saranno divisi a metà (73). Ma crediamo utile riassumere nella tabella sottostante l'andamento complessivo di tutte le attività mercantili dal 1373, anno in cui alla bottega di lanaiolo si aggiunge la compagnia per il fondaco di ritaglio, al 1381, quando le vicende politiche di Arezzo danno un colpo terribile all'intraprendenza del nostro mercante.

TAB. II
BILANCI COMPLESSIVI DELLE ATTIVITA' MERCANTILI
DI SIMO D'UBERTINO (1373-1381) (74)

anni	capitale (C) fiorini	guadagno (R) fiorini	$\frac{R}{C} \cdot 100$
1373	1602	341	21
1374	1783	478	27
1375	2105	684	32
1376	2208	387	17
1377	2161	492	23
1378	2541	?	?
1379	3192	?	?
1380	3208	604	19
1381 (a)	3414	—	—

(a) In questo anno, per le vicende che già conosciamo, Simo non tira alcun bilancio.

Come già sappiamo il 1381 si chiuse in modo tragico per il lanaiolo ed egli perse nei saccheggi e negli incendi causati dalle discordie civili un capitale valutato oltre 4000 fiorini. La sua stessa permanenza in città si rivelò malsicura, tanto che, come abbiamo visto, egli si trasferì con la famiglia a Pisa nei primi mesi dell' '82. La sua attività mercantile uscì sconvolta da queste vicende, che rivelarono, tra l'altro, come la sua brillante posizione economica non fosse tutto oro colato e vi si manifestasse invece una eccessiva indulgenza al credito. Sappiamo infatti dal bilancio del 1382 ch'egli considerava irrealizzabili per il momento, data la situazione politica, i crediti contratti in Arezzo,

il cui ammontare, f. 2198 (riducibili di fatto a 1849, detraendone 349 fiorini di debiti) (75), se confrontato con il giro complessivo di affari (f. 3414 investiti nell'attività mercantile nel 1381), scopre l'aspetto meno sicuro delle attività di Simo d'Ubertino, probabilmente più comune di quanto non si creda nell'economia del tempo. Ancora alla fine del 1389 i « debitori non paganti » gli dovevano 1366 fiorini (in parte compensati dai 172 fiorini che Simo doveva ad alcuni di essi) (76).

Trasferitosi a Pisa, il nostro mercante, dopo aver sciolto il 3 febbraio dell' '83 la compagnia con Angiolo di Biagio e Feo di Lando, vi apre il 12 dello stesso mese una bottega di lanaiolo « nella contrada de la capella de San Martino, per la ruga ritta che viene da la porta de San Marcho, nella chasa di Jacopo Grasso » (77), con un capitale di 932 fiorini (78). Il 3 aprile si è intanto iscritto all'Arte della lana della città (79). La bottega, come si può vedere dalla seguente tabella, registrò utili molto alti fino a quando, nel 1385, il lanaiolo, in seguito alla conquista fiorentina, ritornò ad Arezzo.

TAB. III
BILANCI DELLA BOTTEGA DI LANAIOLO A PISA (80)
(12-II-1383/31-XII-1384)

anni	capitale (C) fiorini	guadagno (R) fiorini	$\frac{R}{C} \cdot 100$
1383 (a)	932	364	42
1384	927	586	63

(a) 10 mesi e mezzo: dal 12-II al 31-XII.

Ritornato nella sua città, sembra che il mercante abbia lasciato a Pisa qualcuno a gestire la bottega di lanaiolo, a poco a poco liquidata, dato che il capitale investitovi (il *Memoriale Rosso* non è molto chiaro su questo punto) passò da fiorini 575 alla fine del 1385 a fiorini 272 alla fine del 1386 (81). Il mercante spostava di nuovo verso Arezzo i suoi capitali che erano stati sensibilmente ridotti dalle vicende del 1381-82. Così il 15 febbraio 1385 vi stringe compagnia come socio capitalista con una « messa » di 448 fiorini, con Meo di Giovanni e Angiolo di Giorgio, per fare « una bottega d'arte de lana » (82), che, divisa la compagnia il

23 dicembre dell'anno successivo, rimarrà al solo Simo, con un capitale di 805 fiorini (83). Non sembra per ora che le tristi vicende degli anni passati abbiano smorzato i suoi entusiasmi mercantili. Così dal 6 novembre 1385 egli ha « al fondeco che fa el Buono » una « messa » di 221 fiorini (84), mentre il 15 gennaio 1387 ricostituisce una compagnia « in Pisa » con gli aretini Nanni e Luca di Giunta, partecipandovi con 400 fiorini (85). Possiamo dare i bilanci di tutta l'attività mercantile dal 1387 al 1390.

TAB. IV
BILANCI COMPLESSIVI DELLE ATTIVITA' MERCANTILI
DI SIMO D'UBERTINO (1387-1390) (86)

anni	capitale (C) fiorini	guadagno (R) fiorini	$\frac{R}{C} \cdot 100$
1387	1078	516 (a)	48
1388	1424	434	30
1389	1617	507	31
1390	1307	—	—

(a) « ...conto in esso uno poco de grano venduto... ».

Un principio di stanchezza nell'attività del mercante sembra invece di notarlo dal 1390. A prescindere dalla somma investita in commercio, inferiore a quella dell'anno precedente perché nelle spese del 1389 è compresa quella straordinaria di f. 443 della dote per la figlia Lorenza « e per spese fatte per lei e per suo vestire e fornimento », è semmai significativo il fatto che il 15 aprile venga sciolta senza essere rinnovata la compagnia di Pisa (87) e che l'attività del mercante si riduca ormai alla gestione della bottega di lanaiolo. Anzi due operazioni assolutamente nuove ci confermano nella nostra impressione. Nel 1392 egli affida 100 fiorini a Nanni di ser Bartolomeo di ser Taviano e altri 100 « al Buono e a Guasparre » perché li impieghino nei loro traffici e gliene diano la metà degli utili (88). A questo progressivo allontanarsi dalla mercatura sembra corrispondere improvvisamente un cambiamento di interessi, non giustificato solo dal fatto che, cresciuti i possessi, sono cresciute le rendite fondiarie. Il *Memoriale Rosso* è ora occupato quasi esclusivamente da notizie di carattere agrario (contratti, soccide, vendite di grano). Per la prima volta incontriamo anzi il mercante a commerciare pro-

dotti agricoli o bestiame. Così il 15 settembre 1391 egli acquista a questo scopo a Poppi da Cochino « fattore del conte Ruberto » 120 staia di grano (89); nel gennaio del 1392 (90) e in quello del 1393 compra e fa « insalare », sempre a Poppi, due partite rispettivamente di 12 e di 3 porci. Dell'operazione del 1393, condotta in società con Nanni di ser Bartolomeo, abbiamo i dati per poter stabilire il guadagno realizzato, che fu per la verità altissimo (70% della spesa) (91). Queste sono le ultime notizie sui traffici del mercante.

b) Gli immobili

Il *Memoriale* ci informa anche sugli immobili posseduti dal lanaiolo in città e fuori. Teniamo ovviamente distinti dai suddetti tutti gli edifici localizzati nelle campagne e facenti parte integrante delle terre; di questi ultimi parleremo perciò in seguito insieme alla proprietà fondiaria. Dalla descrizione « catastale » di tutti i propri beni fatta da Simo nel 1389, quattro anni prima della sua morte, veniamo a sapere che egli valutava in tale anno f. 240 (92) tutti i suoi immobili. Questi consistevano in quattro o cinque case, in sette od otto « casellini » o in loro frazioni, situati in alcune vie della città e nella metà « d'uno palmento posto allo molino da le Scalelle a Giuovi, che oggi gli è la gualchiera ». La loro bassa stima trova spiegazione nel fatto ch'essi recavano ancora le tracce dei danni subiti sette od otto anni prima nelle già note vicende. Un esempio: « la meità d'uno casellino che fu casa e fo guasta per la compagnia posto alla porta de Fuoro, da Stufo, de sotto el borgo de San Grigoro per non deviso con l'erede del Bene », viene valutata la misera somma di 2 fiorini. Altro esempio: un « casellino che fo casa fatta, posta in Sesongnia a lato l'erede de Donato e Cione de Bartolo e l'erede de messer Francescho de messer Bicho » valutato, nel 1389, f. 10 era stato acquistato, il 10 ottobre 1380, per 130 fiorini (93).

Piuttosto che insistere su altri esempi di questo tipo, crediamo bastino i due già fatti per provare come prima delle distruzioni e degli incendi del 1381-82 la proprietà immobiliare del mercante avesse avuto un valore molto più alto. Tra il marzo del 1372 e il giugno del 1388 sappiamo, d'altra parte, a conferma di questo, ch'egli investì in ripetuti acquisti di case la notevole

somma di almeno 826 1/2 fiorini (94). Un'altra casa fu da lui comperata il 16 dicembre 1392 dai frati di San Francesco per 25 fiorini (95). Di fronte a questa lunga serie di acquisti sta una sola vendita: il 26 settembre 1389 il mercante aliena per 150 fiorini (l'operazione è forse in relazione con la necessità di costituire la dote per la figlia Lorenza) una casa « del Borgo » acquistata tre anni prima per fiorini 145 (96).

Ma quali sono i motivi che spinsero Simo d'Ubertino a questi continui acquisti? Possediamo pochi elementi per determinarlo, ma questi ci sembra bastino per provare che non fu il desiderio di investimenti particolarmente produttivi. La casa « del borgo de Destrutti » comperata il 14 marzo del 1373 per fiorini 55 fu affittata il 1 maggio 1374 per il canone annuo di 3 fiorini (97). Un'altra, acquistata il 31 gennaio 1376 per fiorini 20 e situata nel medesimo borgo, fu affittata il 1 febbraio dello stesso anno per f. 2 s. 20, e dal 1 novembre 1377 per f. 2 1/2 (98). Nel primo caso il capitale fruttava dunque una rendita annua del 5,4%, nel secondo prima l'11, poi il 12,5%. In ambedue i casi perciò la rendita degli affitti rimaneva sensibilmente al di sotto dei proventi mercantili (ved. Tab. II). Le cause dei ripetuti investimenti immobiliari saranno dunque da ricercare nel desiderio da parte di Simo d'Ubertino di acquistare prestigio ampliando la proprietà e magari di assicurarsi con questa le spalle contro i rischi del commercio.

III

IL PATRIMONIO FONDIARIO: CONSISTENZA E UBICAZIONE

Possiamo finalmente a questo punto, conosciuto l'uomo e il mercante, prendere contatto con il possidente terriero. Abbondanti sono nel *Memoriale Rosso* le notizie sulla proprietà, ma si può dire ch'esse diventino più accurate negli anni in cui ci è sembrato di avvertire una certa stanchezza e un certo rallentamento nell'attività mercantile. Così solo nel 1389 abbiamo una completa e accurata descrizione « catastale » di tutti i possessi (99), mentre per gli anni precedenti questi vengono descritti al momento dell'acquisto o subito dopo (100). Prenderemo perciò a base delle nostre considerazioni i dati più completi, servendoci di quelli precedenti tutte le volte che lo riterremo utile.

La proprietà fondiaria aveva nel 1389 l'estensione complessiva di oltre 566 1/2 *staiori* aretini (101), equivalenti a 96,48 ettari (102), come sarebbe a dire a sette od otto grossi poderi aretini attuali. Il suo valore era da Simo d'Ubertino calcolato in oltre 1772 fiorini (103), ma c'è da aggiungere che, per i danni subiti sicuramente dai fabbricati e probabilmente dalle colture arboree durante il passaggio delle compagnie di ventura e forse per un abbassamento dei prezzi dei prodotti agricoli tra il 1375-76 e il 1389 (non abbiamo, per quest'ultimo aspetto, elementi per affermarlo con sicurezza), questo valore era stato in passato più alto. Così, ad esempio, dieci pezzi di terra valutati nel 1375 148 fiorini, ne valevano solo 100 quattordici anni dopo; altri tre valutati 84 ne valevano nel 1389 addirittura 48 (104). Ci sembra comunque che presenti un notevole interesse il confronto tra i 1772 fiorini per cui veniva stimato il patrimonio fondiario, con il capitale investito nello stesso anno in attività mercantili, f. 1617, e il valore degli immobili, f. 240; anche tenendo presente che in passato Simo era arrivato a tenere in commercio, precisamente nel 1381, 3414 fiorini e che il maggior valore della proprietà negli anni precedenti era stato sicuramente annullato dalla sua minore consistenza, non possiamo fare a meno di notare la parte importantissima che il possesso terriero aveva nella composizione della ricchezza di quest'uomo, uno dei primi per censo in tutta la sua città, mercante vivace anche se modesto, come abbiamo visto. Siamo qui lontani dalle caratteristiche, ad esempio, della famiglia fiorentina degli Alberti Del Giudice nella prima metà del Trecento che, pur largamente dotata di terre, presenta una ben più marcata fisionomia mercantile (105), o, più ancora, da quella pavese degli Eustachi alla metà del secolo successivo (106). Ma è probabile che Eustachi, Alberti e loro simili rappresentassero le grandi eccezioni nella società del loro tempo e i Simo d'Ubertino la regola più costante. Troppo gli studi di storia economica medievale in Italia hanno insistito sugli aspetti « urbani » e mercantili della nostra civiltà, troppo poco la campagna (107), e quasi esclusivamente per il dibattutissimo problema dei suoi rapporti con la città (108), ha destato il loro interessamento. Si fa ormai sentire urgentemente la necessità che una visione più generale dei problemi e nuove ricerche riequilibrino le nostre conoscenze, senza naturalmente sacrificare l'ormai acquisita certezza che l'Italia si distingua nell'Europa me-

dievale per la mai del tutto interrotta vita urbana e per il precoce e presto ampio sviluppo mercantile. Potremo in tal modo, tra l'altro, giungere per altra via e con la maggior sicurezza che può derivare da una visione più completa, a riaffermare la preminenza del commercio su tutte le altre attività economiche.

Ma è ormai il momento di passare ad un esame più analitico del patrimonio fondiario. Le terre di Simo d'Ubertino erano parzialmente raggruppate nei due poderi « da Piscinale » e « da San Chiercho » (il secondo viene nel *Memoriale* chiamato anche, talvolta, podere « da Trecoçano »); un altro gruppo veniva indicato come « terre e possessioni da Stagiano e del Piano »; altre ancora, molto disperse, si trovavano « a lo piano de la città » e in altri luoghi.

Il podere di Piscinale, localizzato cinque o sei chilometri a nord di Arezzo in direzione del Casentino (109), giaceva per la parte maggiore a destra della « strada che va a Giuovi reale », corrispondente all'attuale statale Umbro-Casentinese, e a sud del torrente Chiassa; qualche appezzamento si trovava, sempre dallo stesso lato della strada, sulla riva sinistra del torrente, altri ancora, più numerosi, sulla sinistra della strada. Cuore del podere erano « nel poggio de Piscinale le case e 'l chiostro murato, una chasa, uno palazzetto colo colombaio, una casa a lato la chiesa »; attorno agli edifici si disponevano sette pezzi di terra per *staiori* 39 1/2; altri sedici erano invece più lontani e riuniti a gruppi qua e là nella pianura. Dei 23 appezzamenti 21 (di due non abbiamo la misura) misuravano *staiori* 145 1/2, equivalenti ad ettari 24,79. Il valore complessivo del podere era da Simo fissato in almeno 370 fiorini (di un pezzo di terra manca la stima): 270 le terre, 100 gli immobili. Siamo, come si vede, in presenza del classico podere toscano, con le case per i coltivatori, il chiostro, il palazzetto padronale munito di colombaio, un po' villa un po' fattoria, dimora saltuaria di arricchiti che vogliono insieme ingentilirsi e mantenere la direzione economica delle loro terre. Ma la cosa che più colpisce, tanto più considerando che nel podere non è compreso terreno boschivo, è l'estensione, quasi 25 ettari, se si pensa che l'estensione media dei 29 poderi di una grande fattoria-tipo della Valdichiana aretina non superava nel 1925-32 i 14 ettari (110).

Ma addirittura molto più esteso, *staiori* 257 = ettari 43,77,

era l'altro podere, quello « da San Chiercho » (111), che comprendeva però 52 *staiori* « de selva ». Torneremo in seguito sul problema e sulle possibili cause dell'ampiezza dell'unità poderale, basti ora avervi accennato. Anche il secondo podere si trovava a nord della città, in direzione del Casentino, vicino al primo, ma un po' più a sud e spostato verso oriente. Le sue terre giacevano quasi tutte sulla destra della strada che, staccandosi da Arezzo poco discosto dalla statale Umbro-Casentinese, ne diverge poi sempre più e passando tra i villaggi di Puglià e di Tregozzano, attraversa la Chiassa, piegando poi decisamente verso destra e risalendone il corso scavalca il passo della Libbia e conduce ad Anghiari in val Tiberina. Il podere era situato in pianura e, parzialmente, dove il terreno comincia leggermente a salire. Gli immobili erano qui molto più numerosi e situati in due luoghi diversi, prova evidente che l'unità poderale era stata costituita con l'unione di possessi minori. Manca invece, probabilmente perché è molto vicina quella di Piscinale, una nuova abitazione padronale. I due poderi con i loro 68,56 ettari costituivano oltre il 71% di tutti i possessi.

Sulla sinistra della strada che da Arezzo conduce in Val Tiberina attraverso il valico dello Scopetone, ad oriente e a due o tre chilometri dalla città, parte in pianura parte in collina, intorno al villaggio di Staggiano, erano situate le terre che Simo indica come « terre da Stagiano e del piano » (112). Si trattava di *staiori* $62 \frac{1}{2}$ = ettari 10,64 (11% del totale), divisi in quattordici appezzamenti stimati f. 169 s. 30 compresi gli immobili. Fra questi ultimi è di nuovo compreso « uno palazzetto... alla villa de Stagiano a sommo la villa chon uno chiostro e mezza scala de petre ». Quasi sicuramente anche qui le distruzioni degli anni precedenti avevano lasciato i loro segni: lo fa pensare la « mezza scala de petre », ma soprattutto la cifra, 25 fiorini, per cui viene stimato il palazzetto unitamente a un pezzo di terra di due *staiori* e « doe case iscoperte » (i segni sono in quest'ultimo caso evidenti).

Gli altri possessi, oltre $101 \frac{1}{2}$ *staiori* in tutto, equivalenti a ettari 17,28 (quasi il 18% del totale), divisi in molti appezzamenti e stimati 427 fiorini, erano sparsi in molti luoghi (113). In parte maggiore sulla destra della città, ma anche sulla sinistra e a sud, in quella zona immediatamente fuori le mura de-

nominata, come abbiamo visto, Camparia, erano situati alcune vigne e appezzamenti. Al limite della Camparia e ad occidente del villaggio di San Polo, circa un chilometro più a sud del podere « da San Chiercho », era concentrata la massa di terra più consistente, 39 *staiori*, mentre 32 *staiori* giacevano a sud-ovest della città, presso il villaggio dell'Olmo, dove la strada senese si biforca da quella per Perugia. Più lontano, presso Badia al Pino nella Valdichiana, allora per la massima parte paludosa, il lanaiolo possedeva in comune per ugual parte con un tal Marco di Pietro Paolo e con « la Fraterneta del Borgo » *staiori* 21 1/2 di terra. Comuni con lo stesso Marco, a cui spettavano però i 3/4 della proprietà, Simo aveva delle terre intorno a Marcena, tre o quattro chilometri a nord del suo podere di Piscinale. Questo possesso era però ben misera cosa se egli stimava la sua parte fiorini 3.

Come si vede, dunque, le terre erano piuttosto vicine alla città. Se si eccettuano gli insignificanti appezzamenti di Marcena e Badia al Pino, che ne distavano tuttavia non più di un sette od otto chilometri, tutti gli altri se ne allontanavano al massimo quattro o cinque ed alcuni appezzamenti minori erano poco fuori le mura. Buona dunque l'ubicazione. Non altrettanto buona la qualità dei terreni, appartenenti quasi tutti al Quaternario. Formatosi da alluvioni fluviali di origine recente, i geologi li considerano per l'agricoltura terreni poveri (114).

IV

« FICTI PERPETUI »

E RICORDI DELL'ECONOMIA CURTENSE

Alla stessa pagina del *Memoriale Rosso* in cui nel 1389 vengono descritti i possessi immobiliari, sono elencati un paio di *ficti perpetui*: noi ne parliamo solo ora per i rapporti che essi hanno con la proprietà fondiaria. Non si tratta che di antiche concessioni libellarie o enfiteutiche che fruttano ogni anno a Simo alcune staia di grano (115). Secondo un processo abbastanza noto agli storici del diritto (116) tali concessioni fatte nei secoli passati soprattutto dagli ecclesiastici, fiancheggiati probabilmente dalle aristocrazie feudali (gli uni e gli altri detentori di *ficti perpetui* numerosissimi nell'Aretino nei sec. XIV-XV (117)),

con scadenze generalmente a lungo, lunghissimo termine, o « in perpetuum » e spesso, quasi come una vera e propria vendita, dietro il pagamento di una somma d'« entrata » o « investitura » da parte del concessionario (118), avevano portato poco a poco alla costituzione di una proprietà contadina solo limitata da oneri reali gravanti sul fondo. Il *dominium eminens* sulla terra, rimasto al primitivo concedente, finiva via via per ridursi ad una pura e semplice percezione annuale di una rendita fissa: si parla così di *ficti perpetui* con la sola preoccupazione in chi deve riceverne i canoni di segnare il nome di coloro che devono pagarli, senza darsi più pensiero invece di descrivere le terre su cui i fitti gravano. Il *dominium utile*, che era stato ceduto al libellario o all'enfiteuta, staccandosi sempre più dal diretto, si trasformava gradatamente in vera proprietà, favorito in questo trapasso dal rinascere del diritto latino (119) e dalla progressiva affermazione di una borghesia mercantile, fatti ambedue determinanti per il ristabilirsi di una concezione quiritaria, individualistica, netta del concetto di proprietà, di contro al medievale incontrarsi di molteplici diritti di possesso su uno stesso pezzo di terra. La proprietà che si è venuta così formando è tuttavia una proprietà imperfetta, limitata dall'obbligo per il proprietario di pagare il censo primitivo agli antichi concedenti o a chi si è ad essi sostituito, dal rinnovo che il livello o l'enfiteusi a lungo termine devono di volta in volta subire, dal diritto a un trattamento di favore per il direttario in caso di vendita e simili. Fatto sta che in tutta Italia ancora alla fine del Settecento o all'inizio dell'Ottocento la proprietà contadina appare spesso gravata di tutti questi obblighi (120), che trovano la loro origine sei o sette secoli prima. E' probabile che nelle zone rimaste più a lungo permeate di feudalesimo, anche se la linea di sviluppo è stata la medesima, il concetto dell'utilista divenuto proprietario abbia incontrato una maggiore resistenza, soprattutto quando il percettore di censi enfiteutici o libellari si sia identificato con il feudatario.

In Toscana invece non solo dall'inizio del XIV secolo, almeno nelle zone più vicine alle città, si rarefanno concessioni libellarie o enfiteutiche, non solo l'incipiente dominio borghese sulla società impone la commerciabilità di ambedue i domini (121), non solo i catasti del Quattrocento, almeno quelli aretini, conside-

rano, in conseguenza del processo storico, cui abbiamo fatto cenno, proprietario l'utilista (122), ma si nota chiarissima la tendenza al riconcentramento dei domini e alla ricostituzione della proprietà assoluta. Spingevano in questa direzione sia l'interesse dell'utilista che quello del direttario, desideroso il primo di liberare il suo possesso da ogni vincolo, teso il secondo a rientrare in possesso della terra e a trasformare le sue rendite fisse in proprietà suscettibile di un aumento di produzione. In Toscana, in Lombardia e un po' in tutta Europa i conventi inaugurano proprio ora a tale scopo le locazioni a scadenza limitata e sembrano anzi distinguersi per questo aspetto, almeno quelli delle zone in cui si afferma la mezzadria, dai proprietari laici per un certo ritardo o addirittura per una certa riluttanza a servirsi di quest'ultimo contratto (122 bis). Nell'Aretino, solo con qualche assaggio non sistematico qua e là, ho incontrato diversi esempi di riconcentramento dei domini, previo riscatto da parte dell'utilista del fitto perpetuo capitalizzato (123). Il *Memoriale Rosso* ci presenta il caso inverso, a proposito, per la verità, di un fitto perpetuo gravante su una gualchiera e non su una terra. Simo è in un primo tempo percettore del fitto, 10 staia di grano; successivamente egli acquista il dominio utile « sciogliendo » la gualchiera dal fitto perpetuo e riducendola in tal modo sua assoluta proprietà: fatto questo egli la riconcede all'ex-utilista con un normale contratto di affitto temporaneo per 15 staia di grano l'anno (124).

Nel *Memoriale Rosso* ritorna spesso anche la parola *corte*: si parla ad esempio di « ... uno pezzo de terra lavoratia posta alla corte de Petrongnano in luogo detto..., a lato la via del Comune che va a Petrongnano, a lato Buoso de Frescho da tre lato-ra... » (125). Ma non si tratta più qui di economia curtense. Il vocabolo *curtis* nell'Aretino, come nel contado fiorentino (126), e probabilmente in tutta l'Italia centrale, ha perso ogni significato economico e si è conservato solo come indicazione di luogo, sinonimo di *castrum* e di *villa*. Crediamo del resto di vedere un altro esempio di questo spostamento di significato nel vocabolo Cortine che ad Arezzo, come a Pistoia (127), dava il nome alla zona circostante la città, nella quale ovviamente le *curtes* dei cittadini erano state, qualche secolo prima, più addensate che nel resto del comitato. Le strutture della proprietà che il *Memoriale*

ci presenta sono, in conclusione, molto diverse da quelle dell'economia curtense. Sappiamo del resto, per altra via, che anche i possessi comuni erano all'inizio del Quattrocento quasi scomparsi nel territorio più prossimo alla città (128) e che già prima del 1327 il Comune di Arezzo aveva frazionato e locato a privati le sue terre di Valdichiana (129). La tendenza generale alla privatizzazione del possesso in una società sempre più permeata di spiriti borghesi, risulta anche in questo caso evidente. Non è impossibile che qualche ritardo nell'evoluzione si riscontrasse nelle zone più lontane dalla città: nel Duecento, per esempio, quando nella pianura aretina non si ha più traccia di prestazioni d'opera, queste non sono completamente scomparse dalle terre che il grande monastero di Camaldoli possedeva nell'alto Casentino (130). Sappiamo del resto che, sia pure solo come unità fiscale, il manso sussisteva ancora nella seconda metà del Trecento nei possessi del vescovo di Pavia tra Bobbio e Voghera (131).

La situazione che il *Memoriale Rosso* ci presenta è dunque profondamente diversa da quella di alcuni secoli prima, ma il passato ha lasciato nei *ficti perpetui*, in alcuni vocaboli, in qualche briciola di possesso comune i suoi ricordi e neppure l'appodamento, caratteristica fondamentale delle strutture agrarie toscane nei secoli successivi, per quanto sia ormai a buon punto, si è del tutto affermato. A questo proposito al 71% delle terre di Simo d'Ubertino raggruppate nei due poderi fanno singolare riscontro i dati che possediamo per il territorio sangimignanese (132), mentre certi indizi fanno pensare che la situazione non fosse molto diversa in qualche zona del contado pisano (133). Rotto l'equilibrio del passato se ne va dunque formando uno nuovo, ma il processo non è del tutto concluso. Quel che interessa tuttavia nello studiare le caratteristiche di un'epoca è soprattutto fissarne la « spirito », la direzione di marcia, mettere in primo piano quello che si prepara piuttosto che ciò che si supera. Che poi superamento e preparazione avvengano attraverso lente avanzate, o anche parziali ritirate, contrasti e incertezze, sofferenze di individui e di classi, diversità tra luogo e luogo, è questa l'essenza stessa della storia. Indispensabile è tuttavia capire che l'oggi, in cui l'ieri ha pur tanta parte, prepara il domani.

Possiamo a questo punto passare ad esaminare in qual modo

Simo d'Ubertino avesse costituito la sua proprietà e insieme mostrare come ampliamento dei possessi terrieri e loro raggruppamento nel podere andassero di pari passo.

V

IL PATRIMONIO FONDIARIO: GENESI E APPODERAMENTO

Non sappiamo con esattezza quali terre fossero pervenute al Ianaioolo dall'eredità paterna, perché non abbiamo la certezza matematica che da quando prende a scrivere il *Memoriale Rosso* a quando, nel 1389, ci descrive minutamente i suoi possessi, egli dia sempre notizia di tutte le terre acquistate. Se questa sicurezza invece ci fosse, una semplice sottrazione di queste ultime dal patrimonio fondiario complessivo ci permetterebbe di stabilire la consistenza dei possessi ereditati. Un'operazione di questo tipo è d'altra parte resa ancor più difficile dal fatto che il *Memoriale* non è molto preciso nell'informarci su quali terre fossero pervenute al mercante nel 1382 dalle già ricordate eredità degli zii Andrea e Ymeglia. Possiamo comunque stabilire che tra gli acquisti, il primo dei quali è del 1371, quando Simo lavora per conto proprio già da sei anni, non compaiono alcuni appezzamenti ricordati per la prima volta nel 1375 e situati « allo piano de la città » in due località diverse. Essi misuravano complessivamente 43 *staiori* e il loro valore in tale anno veniva dal mercante fissato in 455 fiorini (134). E' possibile che l'eredità paterna fosse rappresentata da queste terre, oltre che da una casa elencata accanto ad esse e stimata fiorini 200, per le quale Simo dice espressamente « che me remase da mio padre ».

Il patrimonio fondiario del mercante, quale noi lo vediamo nel 1389, si è dunque formato parte grazie alle terre ereditate dal padre e dagli zii (nel qual ultimo caso, come abbiamo altrove ricordato, Simo dovette pagare oltre il 60% del loro valore per entrarne in possesso) parte con ripetuti acquisti, parte grazie alla dote della moglie Maddalena. Solo una volta, almeno per quel che risulta dal *Memoriale*, il mercante si impadronì di alcuni pezzi di terra grazie ad un credito non realizzato (134 bis). Molto consistente fu la parte di utili mercantili da lui investita negli acquisti di terre: compresa in questa la somma spesa per riscattare le eredità degli zii, il totale ammonta a fiorini 1396 (135), che

si avvicinano probabilmente al 10% circa dei guadagni realizzati nella mercatura dal 1 ottobre 1365 all'inizio del 1393 (136).

Rispetto al periodo gli acquisti si distribuiscono nel modo seguente: f. 743 nel 1371-81, f. 653 1/2 nel 1382-93. Di contro agli acquisti sta la sola vendita di un pezzo di terra e di una vigna nel 1387 per f. 40 (137). Come si vede, tali dati danno l'impressione che gli investimenti terrieri siano stati ben distribuiti nel tempo, che, semmai, siano stati più consistenti quando il lanaiolo, prima del disastro del 1381, era pieno di entusiasmi per le sue attività mercantili; se si considera inoltre che le percentuali degli utili realizzati nel commercio furono sempre alte, molto più elevate, come vedremo, dei redditi fondiari, non possiamo fare a meno di concludere che l'investimento terriero non ha significato una fuga di capitali dall'attività mercantile ad un campo più redditizio, non ha significato neppure, eccetto forse negli ultimissimi anni di vita, nei quali tuttavia gli investimenti furono modesti (nulla nel 1390-91, 27 f. nel 1392-93), stanchezza per l'attività mercantile. Anche qui dunque, come per gli investimenti immobiliari, le cause del fenomeno andranno ricercate nel desiderio di assicurarsi contro i rischi del commercio spostando una parte dei capitali verso attività più tranquille, ma soprattutto, io credo, in quel *quid*, in quella certa aria che circolava per tutta la società e che la letteratura, specialmente la novellistica, ci porta spesso dinanzi, per cui la terra e la possibilità di nutrirsi delle proprie terre erano riguardate come fonte di prestigio sociale, ed era un segno di vita signorile per gli arricchiti dell'ultima o della penultima ora la costruzione di ville-fattorie nella campagna. Non si tratta ancora di una fuga di capitali per un vero « ritorno » alla terra, si tratta di un gusto che possiamo senza dubbio registrare e probabilmente spiegare col fatto che la società del tempo, per quanto il commercio si sia largamente affermato e abbia modificato tutti gli aspetti della vita, è pur tuttavia ancora una società fortemente ruralizzata. E' questo gusto diffuso che spinge Simo d'Ubertino a riacquistare i « ficti perpetui » alienati dal padre (138), un po' come riacquistare cose di famiglia mai completamente dimenticate; il *Memoriale Rosso*, sempre così stringato, lascia sfuggire a questo proposito particolari solo apparentemente insignificanti, ma sotto i quali sentiamo l'animo dello scrivente: « memoria ch'io chonperai dai

rettori de la Fraterneta staia dodici de grano fitto perpetuo, el quale fo de ser Bindo de Donato e el detto ser Bindo avia conperato da Ubertino mio padre ». E' ancora il gusto che spinge Simo d'Ubertino nel gennaio del 1393, pochi mesi prima di morire, « a fare merlare a Piscinale e murare el palazzetto » (139). Più laconico è il *Memoriale* sulle migliorie apportate di volta in volta alle terre. La costruzione di un muro o di un forno, la riparazione di un chiostro (140) e null'altro; può darsi tuttavia che spese di questo tipo, specialmente se regolari e molto minute, non compaiano altre volte nel *Memoriale Rosso* perché comprese sotto altre voci, quella delle spese di casa per esempio.

Seguendo il processo di formazione del patrimonio fondiario abbiamo potuto anche constatare come fosse nettissima la tendenza a riunire i possessi sparsi nell'unità poderale. Il processo di riconcentrazione delle sparse « petie » di terra, il superamento della dispersione nata con il crollo dell'economia curtense e con il frazionamento del manso che ne fu uno degli aspetti fondamentali (141), la tendenza alla formazione di unità fondiarie più consistenti e compatte sembra da certi indizi già in pieno sviluppo nelle campagne aretine durante il XIII secolo (142). La nascita del « podere » non è che la conclusione di tale processo.

Siamo riusciti con molta pazienza a ricostruire quasi per intero i momenti della formazione del più consistente dei due poderi, quello « da San Chiercho », che, come abbiamo visto, misurava nel 1389 *staiori* 257 (= ettari 43,77). Il primo nucleo del futuro vastissimo podere fu venduto al lanaiolo il 19 maggio 1375 dalla cugina Francesca di Giovanni d'Angiolo di Braccio. Si trattava di « *staiora* » XIII de vingna con più case, *staiora* XVIII de terra ulivata in doe chiuse, uno pezzo de terra se chiama trafosso, *staiora* 40 più, 32 *staiora* de selva o più a lato la vingna, *staiora* XVII de terra allo piano de Trecozzano in 4 pezzi », in tutto 125 *staiori* (143). Come si vede le terre sono molto varie, vigna, olivato, terre nude, bosco, e vengono indicate con la qualifica ora di « podere », altra volta di « poderetto ». Forse un podere di tal misura non esauriva tutta la forza-lavoro di una famiglia colonica comprendente tre maschi adulti che sarebbe stata costretta perciò probabilmente a lavorare altre terre. Simo

d'Ubertino affiderà in seguito infatti ad una sola famiglia di questo tipo, che si impegna a non disperdere altrove le proprie forze, terre il doppio più estese. E' probabile che la mancanza di rotazioni e la conseguente presenza ogni anno di larghi appezzamenti a riposo, oltre ad una lavorazione più superficiale e affrettata rispetto al nostro tempo, giustificassero la presenza di poderi tanto più estesi degli attuali. E non possiamo neppure dire allo stato attuale delle nostre conoscenze quanto una situazione di questo tipo fosse in relazione con una eventuale penuria di mano d'opera contadina. Ci si potrebbe semmai domandare quanto fossero numerosi i poderi sufficienti secondo i criteri e la situazione del tempo ad esaurire il lavoro di una famiglia contadina, ma non abbiamo elementi per dare una risposta. Solo in via ipotetica noi pensiamo che non fossero la maggioranza, tanto più che si incontrano patrimoni fondiari anche molto estesi frazionati in modeste unità e contadini contemporaneamente coltivatori di terra altrui e di terra propria, come, naturalmente, ci saranno stati contadini che coltivavano le terre di più proprietari (144).

Anche per questo aspetto lo sviluppo storico delle strutture fondiarie verso l'unità poderale, su cui un nucleo familiare di lavoratori esaurisce la propria opera, non sembra pienamente concluso. Simo di Ubertino, come vedremo anche dall'esame dei contratti fondiari è comunque decisamente avviato su questa strada. Nello stesso 1375, il 3 novembre, egli acquista per unirli al podere « da San Chiercho », dieci pezzi di terra « lavoratia » di oltre 34 *staiori* nel piano di Trecozzano; altri 15 *staiori* acquista il 26 giugno dell'anno successivo, 21 il 21 marzo del 1380, 12 ne incorpora nel podere dall'eredità della zia Ymeglia, 2 ne compra l'11 agosto del 1386, altri, in misura imprecisata, unitamente a due case, il 17 settembre del 1387 dalla vedova dello zio Andrea (145); di pochi altri non sappiamo invece nulla. Come si vede c'è voluto oltre un decennio perché fosse costituito il podere che il mercante riteneva necessario al lavoro di una famiglia colonica di una certa consistenza, ma è anche evidente la ferma decisione di realizzare questa impresa. In questo caso sembra chiaro che la razionalità, la tenacia, le disponibilità economiche del mercante abbiano dato una mano ai desideri del proprietario.

VI

I CRITERI DI CONDUZIONE

Sul *Memoriale Rosso* Simo d'Ubertino prendeva nota, come abbiamo già avvertito, anche dei contratti agrari da lui stipulati con i coltivatori: pochi elementi, il nome dei contadini, la durata del contratto, i patti, l'essenza economica insomma, senza tutto il formulario notarile che altre fonti presentano al ricercatore. Su quasi tutte le terre, poderi e appezzamenti sparsi, domina la mezzadria, che si è evidentemente, almeno a stare ai nostri dati, largamente affermata nelle campagne aretine, non diversamente del resto da quanto avveniva nel contado sangimignanese o in quelli senese e pratese. Una sola volta, nel 1388, su cinque pezzi di terra appare la parziaria generica e i cinque appezzamenti vengono concessi « doe al terzo e tre al mezzo » (146). Prima di passare ad un esame più particolareggiato delle mezzadrie, crediamo utile fare qualche accenno agli altri criteri di conduzione. poca importanza ha l'affitto, ricordato solo quattro volte, nel 1371, 1373, 1387, 1392 e sempre a proposito di appezzamenti non molto estesi (147). Nel primo caso vengono infatti affittati 12 *staiori* di terra, nel secondo 5, nel terzo la misura è imprecisata, nel quarto si tratta delle terre che Simo possiede in comune (21 *staiori* in tutto) con altri due proprietari alla Badia al Pino in Val di Chiana. La durata dell'affitto è di quattro anni nel primo contratto, di tre nel secondo e nel quarto, imprecisata nel terzo. Il canone è sempre in grano, eccetto che nel contratto del 1373, in cui l'affittuario si impegna a pagare 10 lire e metà delle noci raccolte.

Un po' più importanza ha la conduzione diretta, sulla quale il *Memoriale* dà tuttavia, il più delle volte, solo notizie indirette, dato che Simo non ha in questo caso, ovviamente, la necessità di prendere appunto dei contratti stipulati con i coltivatori. Sappiamo così dai raccolti del 1386 e degli anni seguenti che le terre « fatte a mi' mano » erano le vigne della Mattonaia e di San Fabiano, « le terre de la Bangnaia » e « le terre de San Lorentino che fuoro de monna Ymeglia », situate tutte nelle immediate vicinanze della città (148). Nel 1387 il raccolto fu nelle due vigne rispettivamente di barili 24 e barili 4 di vino, e di staia 8 e staia 20 di grano nelle altre terre.

Possiamo a questo punto riprendere l'esame delle mezza-

drie (149). I contratti che si riferiscono ai due poderi, nei quali si ha esclusivamente questo tipo di conduzione, presentano diversità fondamentali con quelli che si riferiscono agli appezzamenti sparsi. Molto varia, sia nell'un caso che nell'altro, ma una sola volta superiore ai cinque anni, è la durata dei contratti: cinque, nove anni per il podere « da san Chiercho », cinque, due, tre, quattro anni per quello di Piscinale, diciotto mesi, uno e cinque anni negli appezzamenti sparsi. Il contratto poteva essere anticipatamente rescisso se fossero insorte modificazioni nella famiglia contadina: così il podere « da San Chiercho », che era stato riconcesso nel 1380 per nove anni a Andrea chiamato Rosso da Suorti e al figlio Francesco, che lo avevano tenuto anche nei cinque anni precedenti, fu da Simo nel 1385 tolto a Francesco, che con ogni probabilità era rimasto solo a lavorarlo per la sopravvenuta morte del padre. Solo nella mezzadria poderale, sia che lo si dica espressamente sia che lo si sottintenda, l'abitazione per il contadino è naturalmente parte integrante del contratto: i coltivatori in questo caso « dino venire ad abitare al detto podere con tutta la loro famiglia ». Si può anzi aggiungere che non solo il proprietario, per una più integrale utilizzazione dei contadini, offriva loro la casa sul podere, ma tendeva anche (altro elemento che spingeva alla costituzione di un podere sufficiente per una famiglia di contadini) ad impossessarsi di tutta la loro forza-lavoro: così ai coltivatori del podere « da San Chiercho » veniva nel 1375 prescritto nel contratto che quando « avessero da me tanto terreno che lavorassero per uno paio de buoi non dino tenere altro terreno che 'l mio » e a quelli del podere di Piscinale nel 1388 che « ongni volta ch'avessero tanto del mio lavoro dieno lassare l'altrui e non dieno vire a opera altro che 'n sulo mio lavoro, pena 100 libre ».

Altro elemento integrante della mezzadria poderale è il bestiame, in particolare quello da lavoro. Così sempre Simo d'Ubertino si preoccupa di fornire ai propri « lavoratori » un paio di buoi e quasi sempre « una somiera o somieri ». I criteri della concessione erano due, il contadino poteva cioè ricevere e tenere le bestie « a suo pro e danno » oppure « a mezzo pro e mezzo danno »: nel primo caso egli era tenuto a restituire al padrone alla scadenza del contratto tutta la somma per cui erano state stimate o altre bestie di ugual valore; nel secondo caso,

invece, perdite o guadagni rispetto alla stima, venivano divisi a metà tra padrone e contadino. A proposito della concessione di bestiame il *Memoriale Rosso* ricorda che nel 1380, quando il la-naio lo riconcede il podere « da San Chiercho » ad Andrea chiamato Rosso e al figlio Francesco, egli si impegna a « dare uno paio de buoi senza collaia e starne a pro e a danno e una somiera al semilgliante modo » (150). Nonostante che qualche dubbio sussista, riteniamo probabile che il mercante abbia sempre concesso il bestiame ai coltivatori dei suoi due poderi senza l'onere della *collaia*. La *collaia*, chiamata anche *giogatico*, era una esazione che il padrone pretendeva dal coltivatore come premio per la concessione del bestiame e che si trascinò fino al diciannovesimo secolo come aggravio particolare per il colono (151).

Il mercante aveva l'abitudine di concedere bestiame anche ai contadini, cui veniva affidata la coltivazione degli appezzamenti sparsi. Così per quattro volte vediamo costoro ricevere da lui un solo bove e una volta, nel 1387, un tal Jacopo di Santi da San Fiorenzo che deve coltivare « le terre da Stagiario » ne riceve un paio, ma si impegna a dare « el mezzo » del raccolto « e decistaia de grano più l'anno », evidentemente per la *collaia* dei buoi. In tutti e cinque i casi poi il bestiame viene concesso « a pro e danno », « a rischio e ventura » del coltivatore, vale a dire secondo il criterio più gravoso e pericoloso per costui. E' probabile che questa varietà tra concessione « a suo pro e danno » o « a mezzo pro e mezzo danno », con *collaio* o senza *collaia*, fosse dovuta ad una continua ricerca di equilibrio tra il capitale fornito dal proprietario e il lavoro fornito dal coltivatore, equilibrio naturalmente instabile quanto instabili potevano essere gli elementi puramente economici che di volta in volta entravano in gioco, penuria o abbondanza di bestiame, mano d'opera contadina scarseggiante o sovrabbondante, con conseguenti variazioni del valore di mercato dell'uno o dell'altra. E' improbabile che elementi extra-economici quale una legislazione protettiva degli interessi contadini entrassero in gioco, comunque solo ricerche in tal senso, per il momento assolutamente mancanti, potrebbero dare una risposta. In questa ricerca di equilibrio pesavano naturalmente anche tutti gli altri elementi del contratto di mezzadria.

Da qualche accenno che abbiamo nei contratti, sembra che

nella mezzadria poderale il bestiame « minuto » dovesse essere posto sul podere dai contadini: essi « dino tenere allo detto luogo polli, porci e bestie menute a mezzo per loro e per me e ogni raviglia (?) ch'allo detto luogo tenessero dia essere a mezzo per lui (sic) e per me », « ongni cosa che tengono sul detto podere dino tenere a mezzo ». Abbiamo comunque alcuni esempi in cui è Simo d'Ubertino a concedere ai coltivatori porci da tenere nel podere e, una volta per ciascuno dei due poderi, degli ovini; in tali casi gli utili venivano poi divisi a metà. Se si escludono un paio di casi, i contratti non accennano mai invece a chi andasse l'obbligo del seme. Se la nostra interpretazione dei due casi suddetti non è errata, il peso gravava sul contadino o, al massimo, veniva ripartito a metà tra contadino e padrone. Nel primo caso (anno 1385) si tratta di seminare sei pezzi di terra nel « piano de Trecozzano », allogati ai coloni Checco e Piero del Rosso, nel secondo (anno 1388) di seminare il podere di Piscinale; ambedue le volte il contratto stabilisce quante staia di grano devono essere seminate sulle terre: « ...perché lavorasse el mio terreno del piano da Trecozzano tanto che semmeni ogni anno staia sei de grano... »; « ...che debbiano semmenare ongni anno staia 36 de grano... ». A riprova di quanto abbiamo affermato sappiamo che il Berna di Stefano, al quale dal 20 ottobre 1388 era stato allogato il podere di Piscinale, comprò da Simo nell'autunno del 1390 del grano « per la semmena » (152).

I contratti non dicono assolutamente nulla su chi avrebbe dovuto fornire gli attrezzi, aratri, zappe, falci... ma è molto probabile che questi fossero a carico dei contadini. Solo un libro di conti colonici (l'ho cercato senza fortuna nell'Archivio in cui è conservato il *Memoriale Rosso*) potrebbe rispondere a questa e a molte altre domande. Concludendo, possiamo tuttavia dire che, equilibrati di volta in volta in modo diverso e probabilmente varianti da zona a zona, gli elementi fondamentali della mezzadria poderale toscana sono tutti presenti; per una conoscenza dei patti nei minimi particolari che permetterebbe, cosa più importante, anche un giudizio sicuro sulla posizione delle due parti nel contratto, sarebbero indispensabili, come abbiamo avvertito, fonti più particolari. Solo le conclusioni di tutta una serie di ricerche in zone diverse permetterebbero poi utili raffronti tra situazione e situazione e conclusioni più generali.

(continua)

Giovanni Cherubini

NOTE

(1) L'Archivio, che i dirigenti della Fraternita hanno intenzione di riordinare, reca ancora le tracce della guerra. La sua importanza per la storia aretina è molto notevole, perché, oltre a documenti concernenti la vita plurisecolare dell'ente, raccoglie molti libri appartenuti a mercanti e, a partire dalla fine del Trecento, i registri dei morti della città.

(2) PASQUI U., *Documenti per la storia della città di Arezzo nel Medio Evo*, IV, Arezzo, 1904, pp. 89-93.

(3) PASQUI U., *Op. cit.*, III, Firenze, 1937.

(4) *I Capitoli del Comune di Firenze*, a cura di C. Guasti, I, Firenze, 1866.

(5) *Statuto di Arezzo (1327)*, a cura di Giulia Marri Camerani, Firenze, 1946.

(6) Il testamento di Symus qd. Ubertini Anghirami si trova in A.S.F., *Diplomatico, Fraternita dello Spedale della Misericordia di Arezzo*, 23 luglio 1334. Il testamento dichiara erede universale Ubertino, figlio del testatore, e prevede anche quale sarà la sorte del patrimonio se Ubertino morirà senza eredi. Probabilmente dunque il nostro Simo, figlio di Ubertino e nipote di Symus qd. Ubertini Anghirami, non era ancora nato.

(7) PASQUI U., *Op. cit.*, II, Firenze, 1916, n. 757.

(8) PASQUI U., *Op. cit.*, III, pp. 39 e 46.

(9) A.S.F., *Diplomatico, Fraternita dello Spedale della Misericordia di Arezzo*, 3 marzo 1328.

(10) *Memoriale Rosso*, c. 2.

(11) PASQUI U., *Op. cit.*, III, n. 812, p. 89.

(12) *Memoriale Rosso*, c. 77, Simo parla di « Andrea d'Angnolo di Braccio mio ciò » e di « Ymeglia d'Angnolo di Braccio mia cia ». Si tratta senza dubbio di due fratelli della madre, tanto più che monna Ymeglia lascia erede dei suoi beni monna Ghita, madre di Simo, e dopo di lei Simo stesso.

(13) *Memoriale Rosso*, cc. 6, 121.

(14) PASQUI U., *Op. cit.*, IV, p. 89.

(15) *Memoriale Rosso*, cc. 77, 151-151t.

(16) *Memoriale Rosso*, c. 3t.

(17) Eccone i nomi, le date di nascita e di morte:

Caterina	n. il 26-II-1369	m. il 22-VI-1374
Gora	n. il 12-III-1370	m. il 30-VI-1370
Landa	n. il 6-XI-1371	m. il 7-VII-1374
Lorenza	n. il 10-VIII-1373	sopravvissuta
Niccolò Maffeo	n. il 26-XII-1374	m. il 14-VIII-1383
Leonardo Maffeo	n. il 15-XI-1376	m. l'11-XII-1376
Margherita	n. il 12-VI-1378	m. il 25-VIII-1383
Isabetta	n. il 16-IX-1380	m. nell'aprile 1382
Salomea Ghita	n. il 29-VII-1383	m. nel marzo 1386
Cristofano	n. il 28-XII-1385	m. il 30-VI-1390
Stefano Ubertino	n. il 23-XII-1386	m. il 4-VI-1390
Antonio	n. il 13-XII-1387	m. il 9-VI-1390
Bartolomeo Chimento	n. il 24-XI-1389	m. il 30-V-1390
Antonia Ghita	n. il 15-I-1393	sopravvissuta

Il 14-XI-1390 era anche nata una « feminella morta ».

(*Memoriale Rosso*, cc. 2, 4t, 5, 7, 11, 14, 29t, 50, 65, 81, 101t, 111t, 125, 153, 153t, 165t, 166, 180t).

(18) *Memoriale Rosso*, c. 71: « ...maritai l'Antonia, figliola de la Diuccia e mia, a Angnolo de Giorgio... ». Che la figlia fosse nata prima del matrimonio di Simo con la Maddalena, avvenuto, come abbiamo visto, nel 1367, lo fa ritenere la probabile età della ragazza, facilmente superiore ai quattordici anni, tanti ne intercorrono tra il 1367 e il 1381. Sul valore del fiorino nel 1381 (1 f. = 73 s.), *Ivi*. Su questa figlia illegittima il *Memoriale Rosso*, c. 181, offre un'altra notizia alla data 24 gennaio 1393: « Memoria che di detto de sopra XXIII de genaio pagai a Giovanni e a la Deuccia sua moglie l. cinquanta per bailatico e spese date a l'Antonia mia figliuola che fo e figliuola de la Diuccia ».

(19 *Memoriale Rosso*, c. 146. La Lorenza viene maritata a un tal Giovanni di Matteo di Giontarino. Nel suo testamento (vedi alla nota seguente), Simo di Ubertino fissa una dote di 400 fiorini anche per l'ultima figlia, Antonia Ghita.

(20) L'ultima notizia data dal *Memoriale Rosso* è del 16 agosto 1393. Il testamento di Simus qd. Ubertini Symi «mercator de Aretio» fu dettato «corpore languens» il 19 settembre 1393 (A.S.F. *Diplomatico, Fraternita dello Spedale della Misericordia di Arezzo*). Dal testamento si ricava anche che alla Maddalena doveva nascere un altro figlio, il futuro Simo di Simo d'Ubertino. Nei *Libri mortuorum* della città, conservati nell'Archivio della Fraternita di Santa Maria della Misericordia di Arezzo, mancano gli elenchi dei morti dall'ottobre 1393 al gennaio 1396 e non possiamo perciò fissare il giorno preciso della morte del mercante.

(21) A.S.F., *Diplomatico, Fraternita dello Spedale della Misericordia di Arezzo*, 18 maggio 1429.

(22) A.S.A., *Catasto*, n. 1, *Cat. Porte S. Andree*, a. 1422. Simo di Simo di Ubertino è accatastato alle cc. 104-105.

(23) *Memoriale Rosso*, c. 29: «Memoria sia a me Simo ch'io fui preso a dì III d'ottobre anni 1376 e fui messo nelle mani de messer Pietro de messer Paulo da Spoleito podestà d'Arezzo, allora, e fomme aposto ch'io dovia fare scalare il cassaretto a petizione de quel da Petramala e stetti sostenuto diciotto dì e mezzo e albergai alla torre diciassette notti; ebbi martorio bene una mezzetta d'acqua la prima notte ch'io v'entrai, aposelame uno Anselmo de... da Spoleito»; notizia pubblicata in PASQUI U., *Op. cit.*, IV, p. 90. Sulla congiura ordita in quest'anno dai Tarlati e dai loro fautori vedi BINI A., *Introduzione al Liber Inferni Aretii* di Giovanni de Bonis, in *Rerum Italicarum Scriptores*, Tomo XV, Parte I, fasc. 265, Bologna, 1933, p. XVIII. Il Bini, che utilizza la Cronaca di ser Bartolomeo di ser Gorello (pubblicata da GRAZZINI G. nello stesso Tomo XV, Parte I, dei *Rerum Italicarum Scriptores*) e altre testimonianze, offre la ricostruzione più accurata della storia aretina per questo periodo.

(24) *Memoriale Rosso*, c. 30: «Pagai dì XVI de febraio 1377 fiorini otto d'oro, che me fuoro posti de presta e fo posta che se pagasse ongni mese fino a sei mesi; per ongni denaio che n'ebbe uno ghelfo ne posero doi al ghibellino».

(25) Per tutte queste vicende vedi BINI A., *Op. cit.*, pp. XIX-XXVII. Notizie su Simo e notizie più generali in *Memoriale Rosso*, c. 73t, pubblicate in PASQUI U., *Op. cit.*, IV, pp. 90-91.

(26) BINI A., *Op. cit.*, pp. XXVII-XXIX e BINI D., *Il conflitto secolare tra i comuni di Arezzo e di Firenze fino all'assoggettamento del primo al secondo*, «Atti e Mem. dell'Accad. Petrarca», n.s., XXX-XXXI (1941), pp. 68-69.

(27) Dei fondaci di ritaglio, che erano accentrati nella via «Civitatis» nella parte alta di Arezzo, durante questi saccheggi subiti dalla città, si parla in un documento del 1398-99, in *I Capitoli*, cit., I, n. 128, p. 444.

(28) *Memoriale Rosso*, c. 73t: «Et in Arezzo remase che me fu tolto, et perdetti ciò che io avia, che stimo io perdetti el detto dì in mercantie e masarize e in case che me fuoro guaste intorno de fiorini quattro miglia dugento d'oro».

(29) Il *Memoriale Rosso*, c. 74, dà notizia di un atto rogato a Pietramala, principale castello dei Tarlati, in casa di Stefano di Cocco Capecca nel mese di gennaio: in esso il già ricordato Andrea d'Angiolo di Braccio, zio materno di Simo, vende al nipote alcune case in Arezzo per un valore di 250 fiorini. Roga l'atto il notaio ser Bartolomeo di ser Gorello, l'autore ghibellino e filotarlatesco della famosa Cronaca, altre volte ricordato nel *Memoriale Rosso*.

(30) Il ricordo della nuova cattura in *Memoriale Rosso*, c. 74; la notizia è pubblicata in PASQUI U., *Op. cit.*, IV, p. 91. I libri furono riconfermati alla fine di marzo per Simo d'Ubertino da Feo di Lando, uno dei suoi compagni nella compagnia ch'egli aveva a Pisa.

(31) *Memoriale Rosso*, c. 75. Il canone annuo di affitto ammonta a 20 fiorini; altri quattro fiorini l'anno vengono fissati per la «pensione» di un po' di masserie. Il contratto d'affitto fu rinnovato il 2 febbraio 1383 con scadenza a tre anni: il canone scese a fiorini 16 soldi 35 l'anno, mentre invariato rimase quello per le masserie (*Memoriale Rosso*, c. 80).

(32) Sulla conquista della città si può vedere BINI D., *Op. cit.*, pp. 69 sgg., dove è anche elencata la modesta letteratura precedente. Anche il *Memoriale Rosso*, c. 91, dà notizie sulla conquista di Arezzo da parte delle truppe di Enguerrand de Coucy e sul passaggio della città a Firenze. Tali notizie sono state pubblicate in PASQUI U., *Op. cit.*, IV, pp. 91-92.

(33) *Memoriale Rosso*, c. 165t: « Memoria che a dì VII de giungno andai a Poppi, ché fugio la moria la Madaleina e io e Cristofeno mio figliuolo; e morio Cristofeno là suso, soteraio a la badia; e stemmoce fine di XXIII de settenbre, trovaime speso più di cento fiorini. Tolsi una casa a pesgione ch'è del conte Carlo per uno anno ingominciato di maggio per ff. nove l'anno; ebbene per fiorini quatro d'oro ».

(34) VARESE C., *Condizioni economiche e demografiche di Arezzo nel secolo XV*, estr. dagli « Annali del R. Istit. Magistrale di Arezzo », nota 2 al Prospetto sulla mortalità in Arezzo tra il 1373 e il 1533.

(35) A.S.A., *Libri della Lira*, n. 2.

(36) Per l'ampiezza di Cortine e Camparia vedi lo *Statuto di Arezzo* (1327), cit., Libro II, rubr. XLI, p. 95; Libro I, rubr. XXXVI, p. 29. Per le disposizioni tese a proteggere in modo particolare contro furti o danni di uomini e bestie le proprietà « infra campariam », *Ivi*, ai luoghi cui rimanda l'indice del volume. Tutte le disposizioni relative a Cortine e Camparia ritornano con modifiche solo formali negli Statuti del 1342 e 1345 conservati in A.S.A.

(37) VARESE C., *Op. cit.*, p. 21. L'autore, che calcola la popolazione di Arezzo nel 1390, prima della pestilenza dello stesso anno, in circa 9000 abitanti, ritiene che sarebbero rimasati fuori dalla allibrazione un centinaio di famiglie miserevoli, circa 40 preti con famiglia, una trentina di forestieri e 400 persone circa fra clero regolare e preti senza famiglia.

(38) Dati complessivi leggermente diversi sul numero degli alirati (1776 invece di 1778) e sull'ammontare della libra complessiva di *nobiles* e *cives* (l. 2454 s. 9 invece di l. 2434 s. 9) in VARESE C., *Op. cit.*, Prospetto finale sugli alirati e le allibrazioni dal 1387 al 1490.

(39) A.S.A., *Libri della Lira*, n. 2, a. 1390, cc. 41-42.

(40) I nomi dei *cives* allirati per poste superiori alle lire 5 sono i seguenti: Cola, Franciscus, Marcellus filii domini Andree Cole l. 9 s. 15; Tomas domini Landi l. 5 s. 5; Filippus Bartolini l. 5 s. 12; Carchascione Deucci l. 5 s. 5; Simo Ubertini l. 5 s. 10; Fabbianus Alberti l. 6; Franciscus Simonis Ghini l. 8; Pierus Tonti della Doccia l. 5 s. 10; filius Arrigi Francisci Nieri ser Rigaccii et domina Lucia eius mater l. 9; Baccius Masgii aromatarius l. 6; Johannes Mattei Iontarini l. 6; Donatus et fratres filii Gili de Guasconibus l. 6; Pinus Blaxius et Matteus Petri l. 6; dominus Antonius et Nannes Pagnucii del Netto l. 9; Angelus Blaxii de Pantaneto l. 9.

(41) A.S.A., *Libri della Lira*, n. 2, a. 1390, c. 6t. « Simo Ubertini lanaiuolo » è allirato nel quartiere di Porta s. Andrea, contrada « a S. Miccaele ad Plebem ».

(42) A.S.A., *Libri della Lira*, n. 1, a. 1387. I dati complessivi di questa libra in VARESE C., *Op. cit.*, Prospetto finale sugli alirati e le allibrazioni dal 1387 al 1490.

(43) Sulla cultura del mercante nel Medioevo, contro le affermazioni troppo negative del Sombart, vedi SAPORI A., *La cultura del mercante medievale italiano*, in *Studi di Storia economica*, Firenze, 1955, 31, pp. 55-93; FANFANI A., *Preparazione all'attività economica nei secoli XIV-XVI in Italia*, Milano, 1952. Sulla tenuta dei libri di commercio, MELIS F., *Storia della ragioneria*, Bologna, 1955; SAPORI A., *Il « Ragioniere » medievale*, in *Studi, cit.*, I, pp. 95-100.

(44) *Memoriale Rosso*, c. 2t: « Memoria che a dì primo de marzo mille CCCLXII feci eo Simo d'Ubertino chonpangnia chon Marchetto de Guiduccio de Braccio e chon Fuccio de Ricciuolo e chon Marcho suo figliuolo a fare una bottega de lana chon patti e chondizioni scritti de sotto, cioè che 'l detto vintacinque d'oro; et eo Simo debbia trare e avere l'utele e 'l pro che farano fiorini cento vintacinque d'oro, e semigliatamente si debba partire il danno detto debbia avere l'utole che farà fiorini cento cinquanta d'oro; e Marcho de Fuccio debbia avere per sua parte l'utole che frutteranno fiorini cento vintacinque d'oro; et eo Simo debbia trare e avere l'utele e 'l pro che farano

florini cento vintacinque d'oro; e semigliantemente si debba partire il danno se ci fosse, chomme l'utele, el quale i'Dio concessi el detto. Fuccio, Marcho et eo Simo dovemo mettere le nostre persone e operarle in ciò che bisonogna per la detta bottega. Facemmo la detta compagnia per doi anni ».

(45) *Memoriale Rosso*, c. 2t.

(46) *Memoriale Rosso*, c. 3: « Memoria che a dì primo d'ottobre anni milletrecentosessantacinque saldaì eo Simo rasgione chon Marchetto de Guiduccio e chon Fuccio de Ricciuolo de la bottega de l'arte de la lana, de che eravamo chompangni come apare a la faccia a retro; e remase la bottega a me in proprio mio nome, è mia, e il detto di ingomenciai a fare per me solo co li miei denari chollo nome de Dio e de la sua madre Vergine Maria. E retrovaime el detto di in bottega tra in masaritie, lane e denari che montaro fiorini cento vinti d'oro ».

(47) *Memoriale Rosso*, c. 2t: « Revedemmo la rasgione de la detta compagnia di ultimo de marzo anni MCCCLXIII, tocchome in mia parte de guadagnio fiorini vinti d'oro s. XXIII d. III p. ».

(48) *Memoriale Rosso*, c. 2t.

(49) *Memoriale Rosso*, c. 3: « Al nome de Dio Amen, MCCCLXIII, di XVIII d'aprile. Memoria ch'io Simo pagai a l'arte de la lana, per mia entrata a fare l'arte, livere cinque, e i quali denari pagai a Giovanni de Mannuccio speciale, che gli avia ad avere per cera data a l'arte per San Donato nel 1362, aparne memoria allo libro de Giovanni de Mannuccio a c... Era Camarlengo Bartolomeo de Restorino. Aparne carta per mano de ser Guadagnesco de Giovanni de Dolfo ».

(50) Cfr. più sopra la nota 46.

(51) *Memoriale Rosso*, c. 4: « A nome de Dio amen, MCCCLXVII, di primo de genaio. Memoria che a dì detto de sopra revidi la rasgione de la mia bottega de l'arte de la lana e trovaime in bottega netti, sbattuto ongni denaio che avesse auto a dare, chomme apare al memoriale segnato. A. a c. 15 e a c. 16 in tutto netti ff. dugento ottanta d'oro.

Trovaime guadagnato illo detto anno ff. CLX d'oro in quindici mesi ». Questa formula nel tirare il bilancio si ripete ogni anno, mutati i particolari costante la sostanza, in tutto il *Memoriale Rosso*.

(52) *Memoriale Rosso*, c. 4: « E più misi alla bottega di 30 de genaio 1367, ebbi da Tomasso de Guido, fiorini cento d'oro ». A c. 3t si dà la notizia che « ... me se ubbligò Tomasso de Guido de darne per la dota de la Madalena fiorini trecento cinquanta d'oro, carta per mano di ser Bartolomeo di ser Taviano ». La prima rata della dote era stata pagata il 17 ottobre 1376.

(52-bis) Le vendite di Simo d'Ubertino dal 1° febbraio al 31 dicembre 1380 e dal 1° gennaio al 31 novembre successivo sono state calcolate dal Fanfani. Nel primo periodo il lanaiolo fece 1282 operazioni di vendita al minuto, nel secondo 859 (FANFANI A., *Un mercante del Trecento*, Milano, 1935, pp. 58-59 e note relative; e *Storia economica*, I, Torino, 1961, pp. 340, 342-344).

(53) *Memoriale Rosso*, cc. 4, 4t, 5t, 7, 10, 11t, 14.

(54) *Memoriale Rosso*, c. 9.

(55) *Memoriale Rosso*, c. 9t.

(56) *Memoriale Rosso*, c. 9t.

(57) *Memoriale Rosso*, c. 12.

(58) *Memoriale Rosso*, c. 27.

(59) *Memoriale Rosso*, c. 27t.

(60) FANFANI A., *Un mercante*, cit.

(61) FANFANI A., *Un mercante*, cit., passim.

(62) BORLANDI F., *Note per la storia della produzione e del commercio di una materia prima. Il guado nel Medio Evo*, in *Studi in onore di Gino Luzzatto*, I, Milano, 1950, ripubblicato con titolo un po' diverso in *Storia dell'economia italiana*, a cura di C. M. Cipolla, vol. I, Torino, 1959, pp. 269 sgg. Sulla produzione e il commercio del guado e di altri coloranti in Europa cfr. MOLLAT M., JOHANSEN P., POSTAN M., SAPORI A., VERLINDEN CH., *L'économie européenne aux deux derniers siècles du moyen âge*, in *Relazioni del X Congresso internazionale di Scienze Storiche*, Firenze, 1955, III, pp. 728-731.

(63) *Memoriale Rosso*, cc. 11, 13t.

(64) *Memoriale Rosso*, cc. 17, 28, 39, 50, 64t, 167t, anni 1375, 1376, 1377, 1378, 1380, 1391. Un esempio di questi contratti, 1376, c. 28: « Memoria ch'io diei a pesgione un telaio a mona Carina molglie che fo de Pietro segatore, sta da la torre de Pietro Contadino, per prezzo de lire tre l'anno, ingomenciando di primo d'agosto, anni scritti de sopra. Le masarizie sono queste scritte de sotto: doe banche, uno paio de casse, tre subbi da filo da petto a carretta, doe pertecche, sei calcole, una seggiola, uno filatoio chollo fuso, uno pettene de 38 paioli liciato de nuovo non acorsato e dimme rendere il pettene nello stato ch'io gliele presto ». La tessitrice paga le tre lire in lavoro, tessendo stoffa per Simo.

(65) *Memoriale Rosso*, c. 172.

(66) Cfr. MELIS F., *Uno sguardo al mercato dei panni di lana a Pisa nella seconda metà del Trecento*, « Economia e Storia », 1959, n. 3.

(67) *Memoriale Rosso*, c. 17t.

(68) *Memoriale Rosso*, c. 37.

(69) *Memoriale Rosso*, cc. 37t-38.

(70) *Memoriale Rosso*, c. 38.

(71) *Memoriale Rosso*, cc. 48-48t.

(72) *Memoriale Rosso*, cc. 57t, 63.

(73) *Memoriale Rosso*, cc. 46t-47.

(74) *Memoriale Rosso*, cc. 11t, 14, 18-23, 30t-36, 42-46, 51t-56t, 59t-63, 66t-70t

(75) *Memoriale Rosso*, cc. 87-90.

(76) *Memoriale Rosso*, c. 160.

(77) *Memoriale Rosso*, cc. 77t-79t, 80t.

(78) *Memoriale Rosso*, c. 81.

(79) *Memoriale Rosso*, c. 81.

(80) *Memoriale Rosso*, cc. 83-91, 92-97.

(81) *Memoriale Rosso*, cc. 105t, 116.

(82) *Memoriale Rosso*, c. 98t.

(83) *Memoriale Rosso*, c. 111t.

(84) *Memoriale Rosso*, c. 105t.

(85) *Memoriale Rosso*, c. 119t.

(86) *Memoriale Rosso*, cc. 126t-133, 138t-144, 154-160.

(87) *Memoriale Rosso*, cc. 162-165.

(88) *Memoriale Rosso*, c. 175t.

(89) *Memoriale Rosso*, c. 167. Il prezzo allo staio fu di s. 42.

(90) *Memoriale Rosso*, c. 172.

(91) *Memoriale Rosso*, c. 181. I 13 porci costarono, compresa la salatura, ai due soci l. 140 s. 3, salite a l. 147 s. 15 con le spese per gabelle e trasporto (l. 7 s. 12) da Poppi ad Arezzo. In Arezzo furono venduti l. 254 s. 12, con un guadagno di l. 106 s. 17.

(92) *Memoriale Rosso*, cc. 263t-264.

(93) *Memoriale Rosso*, c. 65; 10 ottobre 1380: Simo compra per 130 fiorini da messer Ludovico, Nerozzo e Niccolò figli di messer Francesco di messer Bico (Albergotti?) « una casa posta in Sesongna alla porta de Crucifera a lato medessimi e a lato la casa che fo de ser Betto da Capresa, ch'è oggi de Cione de Bartolo e derieto le piazze de' Bostoli ».

(94) *Memoriale Rosso*, cc. 5, 7t, 10t, 24, 49t, 63, 65, 71, 74, 109t, 123, 136. Nella somma di 826 1/2 fiorini non è compreso il prezzo di acquisto di una casa, perché il *Memoriale* non lo riporta.

(95) *Memoriale Rosso*, c. 177.

(96) *Memoriale Rosso*, cc. 150, 109t.

(97) *Memoriale Rosso*: l'acquisto a c. 10t, la locazione a c. 12t.

(98) *Memoriale Rosso*: l'acquisto a c. 24, le locazioni a cc. 24 e 41. Un fiorino valeva nel 1376 soldi 76 (c. 24).

(99) *Memoriale Rosso*, cc. 259t-265.

(100) *Memoriale Rosso*, cc. 256-259.

(101) Manca nel *Memoriale Rosso* la misura di due o tre pezzi di terra, ma questo rappresenta un inconveniente insignificante rispetto ai dati complessivi.

(102) Lo *staioro* aretino equivaleva ad are 17,030956 (MARTINI A., *Manuale di metrologia ossia misure, pesi e monete in uso attualmente e anticamente presso tutti i popoli*, Torino, 1883, p. 41); suoi sottomultipli erano la *tavola* (16 tav. ogni st.) e il *braccio* (12 br. ogni tav.). Le terre di Simo sono nel 1389 tutte calcolate in *staiori a tavola*, ma si aveva a volte l'abitudine (ce n'è qualche esempio anche nel *Memoriale*) di calcolarne approssimativamente la misura, quando i proprietari non avessero fatta fare la *tabulatio* dai *tabulatores* o *agrimensores* comunali (Cfr. su costoro lo *Statuto di Arezzo* (1327), cit.), in *staiori a grano*, dalla quantità di grano seminatovi. Quest'ultimo uso è ancora comune fra i contadini dell'Aretino ed era conosciuto anche altrove nel Medioevo (per il territorio fiorentino vedi LUZZATTO G., *Per la storia dell'economia rurale in Italia nel secolo XIV*, in *Eventail de l'histoire vivante: hommage a Lucien Febvre*, Paris, II, p. 160).

(103) Manca nel conto totale solo il valore di due o tre pezzi di terra, che il *Memoriale* non ci dà.

(104) *Memoriale Rosso*, c. 257: «E più chomperai di 3 de novembre allo detto anno (1375) dai Rettori della Fraterneta comme apare arieto a carta 16 dieci pezzi di terra posti allo piano de Trecozzano in luogo detto Peineto e a la via de la Redina e longo la Chiassa, chomme apare a le dette carte, carta per mano de ser Giovanni de ser Gorello, per prezzo de ff. quatro e uno terzo lo *staiore*. Fuoro *staiori* 34 taule 4 b. 6 a taula, montaro ff. centoquarantotto s. quarantaquatro d. doi. E più costaro de taulatura, compitura de carte ff. doi d'oro e cabella». Alla c. 261t, a. 1389, dopo che i dieci pezzi sono stati minutamente descritti, il *Memoriale Rosso* così si esprime: «Somma questi deci pezzi *staiori* XXXIII taule IIII bracia sei a taula, costaro comme apare arieto ff. 4 d'oro e uno terzo lo *staiore*, montaro ff. CXLVIII s. XLIIII. Comperalle dai Rettori de la Fraterneta comme apare arieto a carta 16. Stimo, e costaro de taulatura e carte, comme apare arieto carta 257, ff. doi d'oro, abattone el terzo, raggiono vagliono oggi ff. tre lo *staiore* l'uno per l'altro, monteno ff. cento d'oro». L'altro esempio ricordato nel testo si trova alle stesse carte del *Memoriale*. Per quel che riguarda un eventuale abbassamento dei prezzi dei prodotti agricoli non abbiamo dati continuativi per poterlo affermare con sicurezza. Sappiamo comunque che alcune rendite fisse in grano, la cui capitalizzazione veniva ovviamente calcolata sul prezzo corrente del prodotto (Cfr. VARESE C., *Op. cit.*, p. 18) avevano visto diminuire il loro valore tra il 1376 e il 1389 da ff. 67 a ff. 36 e da ff. 110 a ff. 69 (cfr. più avanti la nota 115). Se un abbassamento in questi anni c'è stato, il fenomeno non farebbe che confermare quello che si sa sull'andamento generale dei prezzi dei prodotti agricoli nella seconda metà del Trecento e nella prima metà del Quattrocento: salvo oscillazioni da zona a zona, momentanee riprese e diversità passeggerie dovute all'andamento dei raccolti, la tendenza al ribasso sembra generale (Cfr. PERROY E., *Il Medioevo*, traduz. ital., Firenze, 1958, pp. 422-23; DUBY G., *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, Paris, 1962, II, pp. 571, 585, 765).

(105) Sulle proprietà degli Alberti Del Giudice vedi LUZZATTO G., *Per la storia dell'economia rurale in Italia*, cit. Tra il 1319 e il 1334 il capitale investito in attività commerciali dai tre figli di Lapo sale da libbre a fiorini 12000 a libbre a fiorini 32608. Le terre di proprietà dei tre fratelli a Legnaia, all'Antella, Creti, S. Maria di Gonfienti, Valdarno inferiore, Casaglia, S. Nicolò, sono invece stimate nel 1334 libbre a fiorini 4785 (*Ivi*, nota a p. 108).

(106) Sugli Eustachi vedi ALEATI G., *Una dinastia di magnati medievali: gli Eustachi di Pavia, in Studi in onore di Armando Saporì*, Milano, 1957, ripubblicato in *Storia dell'economia italiana*, a cura di C. M. Cipolla, cit., I, pp. 313-323. Nel patrimonio di Pasino Eustachi al momento della sua morte, avvenuta nel 1445, mentre il denaro contante rappresentava il 77,63%, il valore dei terreni costituiva il 10,32, quello degli stabili il 4,20.

(107) Cfr. DUBY G., *L'économie rurale*, cit., I, p. 136 e *Sur l'histoire agraire de l'Italie*, «Annales», XVIII (1963). Tra le tante messe a punto e i ripetuti incitamenti ad uno studio dell'economia agraria, molto utile per la sua organicità LUZZATTO G., *Per una storia economica d'Italia. Progressi e lacune*,

Bari, 1957, che raccoglie cinque lezioni tenute all'Università di Pisa dedicate, per la maggior parte, ai problemi agrari. Il punto sulle attuali conoscenze della società e dell'economia europea nei secoli XIV-XV e sui « problemi e direzioni di ricerche » in HEERS J., *L'Occident aux XIV et XV siècles - Aspects économiques et sociaux*, Parigi, 1963 (vol. 23 della « Nouvelle Clio »). Più in particolare per l'Italia agricola nel Medio Evo si può ora vedere l'utile e recentissimo profilo di JONES P. J., *Per la storia agraria italiana nel Medio Evo: lineamenti e problemi*, « Rivista Storica Italiana », LXXVI (1964), pp. 287-348.

(108) Il più recente bilancio delle nostre conoscenze e delle tendenze degli studi più recenti sui rapporti tra città e contado CRISTIANI E., *Città e campagna nell'età comunale in alcune pubblicazioni dell'ultimo decennio*, « Rivista Storica Italiana », LXXV (1963), pp. 829-845. Fra le opere più vecchie mantiene tutta la sua validità, nonostante sia necessario limitare alcune conclusioni, la nota opera del PLESNER, *L'émigration de la campagne à la ville libre de Florence*, Copenaghen, (1934).

(109) *Memoriale Rosso*, cc. 259t-260.

(110) VIGNATI Z., *Andamento dei redditi in aziende mezzadrili aretine e maceratesi. Ottennio 1925-1932*, Arezzo, 1938, pp. 47-69. Le altre imprese-tipo della provincia di Arezzo studiate dall'autore sono tre poderi di 9,12 e 10 ettari.

(111) *Memoriale Rosso*, cc. 261-262.

(112) *Memoriale Rosso*, cc. 264t-265.

(113) *Memoriale Rosso*, cc. 263-263t.

(114) SCARAFIA P., *La Chimica vegetale agraria e i terreni dell'Aretino*, « Atti e Memorie della R. Accademia Petrarca », Arezzo, Nuova Serie, XIV (1933).

(115) *Memoriale Rosso*, c. 264: « Dodici staia de fitto perpetuo el quale rende l'erede de la Misa da Chiassi, appare arietro a carta 258, costò fiorini 67, rasionolo oggi ff. XXXVI.

Vintatre staia de fitto perpetuo el quale rende Ceccho de Fino del Colle, apare arietro a carta 258 in doe partite e innanzi a carta 304, costò ff. 210 (errato per 110), rasionolo a la stima de oggi ff. LXVIII ».

(116) Per tutti possono vedersi LEICHT P. S., *Storia del diritto italiano. Il diritto privato. Parte II: Diritti reali e di successione*, Milano, 1960, pp. 134-144; TORELLI P., *Un comune cittadino in territorio ad economia agricola*, I, Mantova, 1930, pp. 201, 246-47. Molto utile per quel che riguarda la Toscana POGGI G., *Saggio di un trattato teorico-pratico sul sistema livellare secondo la legislazione e giurisprudenza toscana*, Firenze, 1848. La bibliografia più completa per enfiteusi e livello può vedersi in *Bibliografia del diritto agrario intermedio*, vol. I, *Gli Studi*, a cura di P. Fiorelli, M. Bandini, P. Grossi, Milano, 1962, alle rispettive voci.

(117) Da uno spoglio del Catasto aretino del 1437, Quartieri della Chiassa e del Bagnoro (A.S.A., *Catasto*, nn. 8 e 7) ho ricavato questi dati: su 155 fitti perpetui, 75 sono a favore di ecclesiastici, chiese, monasteri o enti morali, 45 a favore di laici, 36 a favore di ignoti. E' difficile stabilire l'estrazione sociale dei laici, comunque tra di essi compare per sette od otto volte il Conte di Bivingnano. Documento significativo sul gran numero dei fitti perpetui percepiti da feudatari in A.S.F., *Diplomatico, Fraternita dello Spedale della Misericordia di Arezzo*, 2 giugno 1373: vi si parla di atti fatti davanti al giudice e vicario del podestà di Arezzo da Simone del fu Feo procuratore di Gregorio figlio ed erede di Pietro di Grifo Anceschi per recuperare alcuni beni della eredità « quondam Masgii domini Tarlati de Petramala ». Per quanto la pergamena sia rosa sulla destra si riesce a vedere che la parte di eredità in questione consiste esclusivamente in 18 fitti perpetui. I 15 di cui si può leggere l'ammontare del canone, fruttano in complesso 114 staia di grano e 3 staia di spelta all'anno. Per il gran numero di affitti perpetui percepiti dal vescovo di Volterra nella seconda metà del XIII secolo vedi FIUMI E., *Storia economica e sociale di San Gimignano*, Firenze, 1961, p. 90, nota 300.

(118) Per questo fenomeno nell'Aretino CHERUBINI G., *Aspetti della proprietà fondiaria nell'Aretino durante il XIII secolo*, « Archivio Storico Italiano », CXXI (1963), p. 7 e note 52-53 alle pp. 23-24.

(119) Per il concetto che dell'enfiteusi avevano glossatori e commentatori CENCETTI G., *Il contratto di enfiteusi nella dottrina dei glossatori e dei commentatori*, «Annali della Società agraria nella provincia di Bologna», LXVI (1938), pp. 179-317.

(120) Fra gli altri vedi, per le campagne mantovane VIVANTI C., *Le campagne del Mantovano nell'età delle Riforme*, Milano, 1959, pp. 145-153; per una zona della Romagna ARAMINI A., *La distribuzione della proprietà terriera nel comune di Forlimpopoli tra la fine del '700 e la prima metà dell'800*, in *Le campagne emiliane nell'epoca moderna*, a cura di Zangheri R., Milano, 1957, pp. 60, 71; per il Veneto BERENGO M., *L'agricoltura veneta dalla caduta della Repubblica all'Unità*, Milano, 1962, pp. 28, 55, 105, 123, 147; per il Meridione VILLARI R., *Mezzogiorno e contadini nell'età moderna*, Bari, 1961, pp. 25, 29, 38-40, 68, 79-80 e *passim*. Sull'enfiteusi in Sicilia tra i secoli XV-XVIII GANCI S. M., in «Studi Storici», III (1962), pp. 608, 610-II (Rec. a TITONE V., *Riveli e platee del Regno di Sicilia*, Milano, 1961).

(121) I contratti di livello o enfiteusi permettevano all'utilista di commerciare liberamente la propria terra, salvo alcune limitazioni (CHERUBINI G., *Op. cit.*, p. 24 nota 53). Sulla alienabilità e ereditabilità del dominio utile del livello nel Settecento vedi le opinioni del Muratori, che sembra cerchino contrastare la tendenza alla restrizione di disponibilità del possesso da parte del livellario (MURATORI L. A., *Dei difetti della giurisprudenza*, Milano, 1958, p. 236). Numerosissimi sono però gli esempi di commerciabilità del dominio eminente, ridotto come abbiamo visto ad una semplice rendita. Eccone uno: il 18 gennaio 1391 «Matheus ol. Iohannis lanifex de Aretio aliter dicto del Giannello» vende a donna Savia figlia del fu Guglielmo e moglie del fu Angelo di Landino d'Arezzo «annuum et perpetuum prestationem affictus otto stariorum grani afficti perpetui» e di 8 «metras» di olio per 25 fiorini. L'affitto deve renderlo in Arezzo «Iacominus Bartoli de S. Marino Cortinarum Aretii» dalle terre poste in detta villa (B.C.C.A., *Manoscritti*, n. 30, *Immbreviaturae ser Iuliani ser Nicolai*, 1388-1396, c. 45t). Il fitto perpetuo veniva a volte anche subaffittato: così nel 1288 il vescovo di Volterra concede a ser Iacopo di ser Posca «notarius et familiaris», a compenso dei servigi resi all'episcopato, l'affitto perpetuo di 10 pezzi di terra, per l'annuo censo di 5 soldi (FRUMI E., *Storia*, cit., p. 53). Altre volte poteva costituire l'interesse di un prestito: A.S.A., *Libri di ricordanze e memorie*, *Ricordanze di Gerozzo di Nepuccio Lodomeri*, c. 31, 2 giugno 1349: «Comparai da Bindo de Nanni Mergalla d'Areco una chiusa posta alla corte d'Uliveto e luogo dicto..., la quale tiene Ssteffano de Muccio del dicto luogo de la quale esse sei staia de fitto è in perpetuo libello d'essa dal dicto Bindo a Ssteffano per manò di ser Guido de messer Redolfo d'Areco e fo per prezo de sei fiorini d'oro e deboagli rendere de qui a tre anni encomençando da questa recolta ella per lo dicto prego recoiliendo i dicti frutti uguanno e da uguanno ella per rata de tempo e da inde ella dia essere liberamente mia...».

(122) I beni gravati da fitti perpetui venivano iscritti a catasto sotto il nome dell'utilista e nel farne la stima si detraeva dal loro valore totale il fitto capitalizzato: «Rende de fitto in perpetuo el detto Guadagnio staia uno de grano a l'ospedale de l'Oriente per possessioni a lui stimate» (A.S.A., *Catasto*, n. 8: *Quart. Chiasse*, c. 24t); se i fitti invece si percepivano, il loro valore capitalizzato veniva aggiunto agli altri beni dell'accatastato (Cfr. VARESE, *Op. cit.*, pp. 8-10).

(122-bis) Per il fenomeno in generale HEERS J., *Op. cit.*, pp. 75-76; DUBY G., *L'économie rurale*, cit., p. 588; per il passaggio dai livelli perpetui ai contratti a breve scadenza e la tarda comparsa della mezzadria nei possedimenti dell'abbazia vallobrosana di Passignano in Toscana PLESNER J., *Op. cit.*, pp. 83-84, 212. Solo le terre locate a breve scadenza sono considerate parte della proprietà del convento, mentre le terre allavellate in perpetuo, parallelamente a quanto avviene nei catasti aretini del Quattrocento, sono considerate parte della fortuna degli utilisti sotto il nome dei quali sono sottoposti ad imposta nell'estimo del comune rurale. Sui criteri di conduzione delle terre della badia cistercense di Settimo JONES P. J., *Le finanze della badia cistercense di Settimo nel*

XIV secolo, « Rivista di Storia della Chiesa in Italia », X (1956), pp. 90-112. Sul passaggio dai livelli perpetui alle concessioni a breve scadenza ha richiamato l'attenzione per quel che riguarda un monastero lombardo ROMEO R., *La signoria dell'abate di Sant'Ambrogio di Milano sul comune rurale di Origgio nel secolo XIII*, « Rivista Storica Italiana », LXIX (1957), pp. 340-377, 473-507, che fa giustamente rilevare, rielaborando anche dati offerti da TORELLI P., *Op. cit.*, come si avesse, parallelamente, nel corso del Duecento un passaggio dai canoni in denaro a quelli in natura sotto l'influenza del mercato cittadino e, probabilmente, contro il pericolo di svalutazione della moneta argentea in cui erano pagati i canoni. Quest'ultimo fenomeno è stato da me riscontrato anche per l'Aretino.

Osservazioni utili su questi problemi, come in genere su tutti quelli riguardanti le trasformazioni della campagna in questo periodo, hanno fatto gli storici sovietici in questi ultimi anni (Cfr. LIOUBLINSKAIA A., *Travaux et problèmes des médiévistes soviétiques*, « Studi Medievali », 3ª serie, a. IV (1963), pp. 733 sgg.

(123) B.C.C.A., *Manoscritti*, n. 30, *Imbreviaturae ser Iuliani ser Nicolai*, c. 44t: « Nobilis vir Checchus qd. Iohannis de Bostolis vendidit dedit tradidit cessit et concessit transtulit et mandavit » ad Antonio di Andrea detto Marollo di Quarata 2 staia e mezzo « grani affictus perpetui ad quem dictus Antonius tenebatur dare et prestare dicto Checcho in perpetuum de mense agusti et possessiones res et bona unde et ex quibus tenebatur dictus affictus » per 6 fiorini. A.S.A., *Catasto*, n. 7: *Quart. Bagnori*, 1437, c. 163: il notaio addetto al catasto aveva scritto per Donato di Maffuccio di San Lorenzo: « rende de fitto perpetuo st. sei e meço de grano a le soro de Sangiustino d'Areço e st. sette de grano ai figliuoli... » poi cancella da « e st. sette » e corregge a margine, dopo aver dichiarato « cassa per errore »: « 1446, a dì 12 de giungno raportò avere riconperato da Martino de Bernardo de Grifone le dette staia septe e coppe tre de grano e però non si sbacti più e remane lo sbacto solo per st. sei coppe XII che rende a le soro de Sangiustino a rasgione de ff. tre lo staio, monta ff. diciannove e mezzo ».

(124) *Memoriale Rosso*, c. 120, a. 1387: « Memoria che di d'aprile alogai a Boldrigone da Giuovi la meità de la gualchiera de la Scalelle perché el detto di l'asciolsi del fitto perpetuo che m'era tenuto de dare esso e 'l fratello che ne dava st. X l'anno e esso asciolsse me e vendetteme el proprio e promise fare venire a ratificare el fratello; e la detta gualchiera alogai el detto di al detto Boldrigone per cinque anni ingominciati di primo de ferraio passato e dimene dare staia quindici de grano per anno... ».

(125) *Memoriale Rosso*, c. 260.

(126) Per Firenze LUZZATTO G., *Per la storia dell'economia rurale in Italia*, cit., p. 108.

(127) D'ADDARIO A., *Burocrazia economia e finanze dello Stato Fiorentino alla metà del Cinquecento*, « Archivio Storico Italiano », CXXI (1963), p. 438.

(128) Da uno spoglio completo del Catasto aretino del 1437 per i quartieri della Chiassa e del Bagnoro, che interessavano le campagne a nord e a sud della città si ricava che solo alle piccole comunità di Marcena e di Pagognano erano rimasti terreni civici, nel primo caso indicati come « silve, sodi e boschi », nel secondo come « uno pezzo de terra silvata, boschata in ditta corte », ma valutati l'una e l'altra volta la modestissima somma di 30 fiorini (A.S.A., *Catasto*, nn. 7-8, *Quart. Bagnori* e *Quart. Chiasse*). A Casaglia, nel territorio fiorentino, sulle pendici settentrionali dell'Appennino, il Luzzatto crede d'aver trovato il ricordo di una vecchia comunità di villaggio o di castello « ormai frazionata fra numerosi proprietari » (LUZZATTO G., *Per la storia dell'economia rurale in Italia*, cit., p. 110).

(129) *Statuto di Arezzo* (1327), cit., I, 41, p. 31: « De laboratoribus terrarum Valagenis et Frasaneti-Quia homines et persone circumstantes tereno Valagenis et Frasaneti consueverunt uti et frui terreno predicto ante quam pro comuni locaretur, et modo quia ipso tereno uti non possunt, sepe denuntiant et accusant celate et secrete laboratores terreni predicti, statuto ordinamus quod dicti homines et persone vel aliquis eorum non possint denuntiare vel accusare

dictos laboratores, eorum familias vel bestias nisi palam et cum aliquo teste. Et idem dicimus quod dicti laboratores vel eorum familie non possint accusare vel denuntiare dictos circumstantes vel eorum familias sive bestias». Cfr. *Ivi*, II, 3, p. 72.

(130) A.S.F., *Diplomatico, Camaldoli, Apend.* 8, c. 3 sgg.: c'è un elenco abbastanza lungo dei «census et operas hominum de Partina» e di altre località.

(131) CIPOLLA C. M., *Per la storia della crisi del sistema curtense in Italia. Lo sfaldamento del manso nell'Appennino bobbiese*, «Bollettino dell'Istituto storico italiano per il Medio Evo», 1950, ripubblicato con diverso titolo in *Storia dell'economia italiana*, cit., I, pp. 61-80.

(132) A San Gimignano nel 1314-15 i poderi rispetto al numero rappresentavano il 25% delle aziende, ma il 62% rispetto al reddito, i pezzi di terra il 66% rispetto al numero, ma solo il 25% rispetto al reddito, i colti (che stanno a mezzo tra il pezzo di terra e il podere) il 9% per il numero e l'11,9% per il reddito (FIUMI E., *Storia*, cit., p. 131).

(133) CRISTIANI E., *Nobiltà e Popolo nel comune di Pisa*, Napoli, 1962, p. 395: alcune utili notizie sui possedimenti di Bacciameo di Bonifacio Gualandi all'inizio del Trecento, dalle quali si ricava che oltre a terre sparse egli possedeva due «poderi».

(134) *Memoriale Rosso*, cc. 256-256t.

(134-bis) Per le terre venute come residuo della dote (100 fiorini), quattro appezzamenti presso l'Olmo *Memoriale Rosso*, c. 41t.

(135) *Memoriale Rosso*, cc. 5t, 10t, 14t, 16t, 26t, 41t, 64, 64t, 66, 100, 101, 108t, 110t, 120, 122t, 133t, 147t, 148t, 151-152, 176, 176t, 180t.

(136) Non conosciamo gli utili mercantili degli anni 1378, 1379, 1381, 1382, 1385, 1386, 1390, 1391, 1392 (Cfr. Tab. I-IV), ma gli utili guadagnati complessivamente nei diciotto anni di cui possediamo i dati assommano a fiorini 7339. Si può ragionevolmente elevare questa somma a 11-12000 fiorini per avere il guadagno approssimativo tra il 1365 e il 1393.

(137) *Memoriale Rosso*, c. 122t.

(138) *Memoriale Rosso*, c. 26t.

(139) *Memoriale Rosso*, c. 183.

(140) *Memoriale Rosso*, cc. 25t, 118t, 124.

(141) CIPOLLA C. M., *Per la storia della crisi del sistema curtense in Italia*, cit.,

(142) CHERUBINI G., *Op. cit.*, pp. 13-14.

(143) *Memoriale Rosso*, c. 14t.

(144) Dall'esame particolareggiato dell'inventario dei possedimenti fondiari del cittadino aretino Francesco di Simone di Ghino, fatto dopo la sua morte dagli esecutori testamentari, il 27 febbraio 1397 (B.C.C.A., *Manoscritti*, n. 30: *Imbreviaturae ser Iuliani ser Nicolai*, cc. 98-107), ho ricavato i dati seguenti: il proprietario, di cui non conosciamo la professione, ma che nel 1387, 1390, 1393, ha una allibratura superiore a quella di Simo di Ubertino o dei suoi eredi (esattamente 1. 8 s. 5, 1. 8, 1. 4 s. 10 di fronte a 1. 7 s. 14, 1. 5 s. 10, 1. 3) ha una proprietà di 841 *staiori* e mezzo, oltre a nove appezzamenti di terra e ad un «poderetum» di cui l'inventario non dà la misura. Questo patrimonio fondiario è dunque rilevantemente più esteso di quello del nostro mercante, che, come sappiamo, era di 566 *staiori* e mezzo, esclusi un paio di appezzamenti di cui non abbiamo la misura; la sua organizzazione appare invece molto più frammentata e dispersa e il processo di riconcentrazione degli appezzamenti più attardato: la proprietà appare infatti suddivisa in sedici «curie» della campagna, in tutte le direzioni rispetto alla città, i coltivatori dei terreni di cui l'inventario fa ricordo (e non sono tutti) sono addirittura più di una quarantina. Le porzioni coltivate da alcuni di essi sono di *staiori* 91, 70, 7, 25, 10, 4, 4, 4 1/2, 4, 1 1/2, 1 1/2, 77 3/4, 75 1/4, 25 1/2, 9 1/2, 8, 17, 6, 2, 8, 1, 2, 2; viene da pensare che il processo di formazione di un patrimonio fondiario di questo tipo, così poco razionale nella sua struttura, sia stato completamente diverso da quello della proprietà di Simo d'Ubertino: è possibile che Francesco di Simone di Ghino sia stato uno di quei prestatori che si impadronirono di appezzamenti isolati, soprattutto di campagnoli, grazie a prestiti non restituiti (Cfr. a questo proposito l'ormai classico saggio di

SAPORI A., *I mutui dei mercanti fiorentini del Trecento e l'incremento della proprietà fondiaria*, in *Studi di Storia Economica*, cit., I, pp. 191-221). E' comunque abbastanza significativo che anche in un patrimonio fondiario di questo tipo alcuni blocchi di terra più consistenti, come può facilmente vedersi dall'elenco più sopra riportato, comprendessero la parte maggiore della proprietà; ma è anche significativo, a conferma di quanto affermato nel testo, che fra la quindicina di coltivatori delle terre di Francesco di Simone di Ghino, che compaiono nell'inventario anche come proprietari confinanti ci sia ricordato per tre volte un tal Tofanus Angeli, cui è pur affidato il compito di coltivare 70 *staiori* della terra di Francesco. Come può vedersi al capitolo successivo anche le clausole dei contratti di mezzadria ricordano implicitamente che la coltivazione da parte dei contadini di terre di proprietari diversi era tutt'altro che sconosciuta. Anche in altre zone della Toscana la situazione sembra press'a poco simile. A San Gimignano infatti « non è raro il caso di trovare, al catasto del 1428, che una famiglia lavora due poderi » (FIUMI E., *Storia*, cit., pag. 219 nota 10). E ancor più illuminante è il raffronto con la proprietà del grande mercante pratese Francesco di Marco Datini nel 1408-1409. « Senza considerare gli scampoli dei terreni mal descritti o appena accennati, delle 37 mezzerie regolarmente intestate e registrate nei libri contabili, stese in buona parte in pianura e composte, talvolta, di appezzamenti vari e sparsi, 2 sono inferiori ad un ettaro; 5 pari ad un ettaro; 1 pari a 2 ha; 3 a 3 ha; 4 a 4 ha; 5 a 5 ha; 3 pari a 6 ha; 2 a 7; 1 a 8; 1 a 9; 10 sono pari ad una superficie che va dai 10 ai 13 ha; 1 pari a 14 ha; 1 pari a 15.

Poche mezzerie hanno casa di abitazione per i lavoratori che, per la maggior parte, residenti o in Prato o nelle vicinanze, si recano sul posto giorno per giorno lavorativo o vigilante » (IMBERCIADORI I., *Proprietà terriera di F. Datini e parziaria mezzadrile nel '400*, « *Economia e Storia* », 1958, pp. 256-57). Come si vede anche qui solo in pochi casi si può parlare di « podere ».

(145) *Memoriale Rosso*, cc. 16t, 26t, 64, 108t, 122t, da confrontare con le cc. 261-262 in cui viene descritto tutto il podere nel 1389.

(146) A Sangimignano nel 1314-15 su un totale di 2091 aziende con un reddito di 5578 moggia, 1313 interessanti un reddito di 4621 moggia erano condotte a mezzadria (FIUMI E., *Storia*, cit., p. 131). A Siena nel 1316 su 15000 proprietà, 6500 sono coltivate a locazione e di queste 6500, 5000 sono di « mezzadria generica » (IMBERCIADORI I., *Mezzadria classica toscana*, Firenze, 1951, p. 49; Cfr. DUBY G., *L'économie rurale*, cit., II, p. 589). Sulla mezzadria toscana possono anche vedersi IMBERCIADORI I., *I due poderi di Bernardo Machiavelli ovvero mezzadria poderale nel '400*, in *Studi in onore di Armando Saporì*, II, Milano, 1957, pp. 833-846 e *Proprietà terriera di F. Datini*, cit., LUZZATTO M., *Contributo alla storia della mezzadria nel Medio Evo*, « *Nuova Rivista Storica* », XXXII (1948), pp. 69-84. Sulle lontane origini dell'istituto IMBERCIADORI I., *Le scaturigini della mezzadria poderale nel secolo IX*, « *Economia e Storia* », 1958, pp. 7-19.

(147) *Memoriale Rosso*, cc. 6t, 11, 121, 122.

(148) *Memoriale Rosso*, cc. 109, 137, 309-314.

(149) *Memoriale Rosso*, cc. 15t, 64, 97t, 181: contratti riguardanti il podere « da Trecozzano ovvero da San Chiercho »; cc. 73, 137t, 165t, 174t-175: contratti riguardanti il podere di Piscinale; cc. 99t, 122, 135t, 149: contratti riguardanti appezzamenti sparsi. Crediamo utile dare un esempio di mezzadria poderale: 1° ottobre 1375, « Memoria che a dì detto de sopra alogai a Andrea de... chiamato Rosso da Suorti e a Francesco suo figliolo el podere da Trecozzano per cinque anni chon patti e chondizioni scritti de sotto, cioè ch'el detto Andrea e Francesco dino venire ad abetare al detto podere con tutta la loro fameglia e dino lavorare amendoi e avere il mezzo del vino e biado che se recolgliesse nello detto podere e quando avessero da me tanto terreno che lavorassero per uno paio di buoi non dino tenere altro terreno ch'el mio e dino tenere allo detto luogo polli, porci e bestie menute a mezzo per loro e per me e ongni ratiglia (?) che allo detto luogo tenessero dia essere a mezzo per lui

e per me; e io gli debbo tenere sempre uno paio di buoi e una somiera o somieri, pagati de mio e tratti i mie danari, ongni utole che fosse alli detti buoi o somieri o bestie se dia partire per meità e semilgiantemente el danno se ci fosse se diei partire per meità, el quale Iddio el cessi». Ecco invece un esempio di mezzadria per appezzamenti isolati: «Memoria che conperai di XXVIII de luglio (1385) uno bove, costò fiorini tredici d'oro soldi sei, el quale diei a Nanni de Teo da Staggiano che tene le terre de Staggiano, tutte gliel'alogaì detto di e dimene dare el mezzo e 'l bove debba stare a suo pro e danno». Sotto Simo d'Ubertino aggiunge due anni dopo: «Anne dato Nanni di d'ottobre 1387 fiorini tredici d'oro e soldi sei», che è l'equivalente della stima del bove.

(150) *Memoriale Rosso*, c. 64.

(151) Esempi di *collaia* si hanno anche nei possessi di altri cittadini aretini. Eccone uno tratto dalle *Ricordanze di Gerozzo di Nepuccio Lodomeri*, c. 341 (A.S.A., *Libri di ricordanze e memorie*): 24 giugno 1350, «Abbo dato a collaia a Giontino de Fuccio d'Agacci mio lavoratore uno paio de buoi de 12 fiorini d'oro e meçço, diane dare 12 staia e meçço de grano fornito per anno e da questo en su siano a pro e a danno per meità come n'apare carta per mano de ser Paganello de ser Michele de Grepia. E 'l detto Giontino tene el detto podere da me a meçço e così me dia rispondere interamente...». Le *Ricordanze* ricordano a c. 44, anno 1356, la *collaia* anche a proposito di una «somiera». Crediamo presenti un certo interesse ricordare che cosa nel 1784 pensasse della *collaia* il vescovo di Arezzo Niccolò Marcacci e quale fosse la situazione in quel tempo (MARCACCI N., *A tutti i Parochi, Vice-Parochi, Confessori secolari e regolari della nostra Diogesi*, Arezzo, 1784; una copia in parte mutila in B.C.C.A., *Miscellanea Aretina*, vol. II, n. 16). Dopo aver ricordato ai sacerdoti il dovere di insegnare ai fedeli a non appropriarsi dell'altrui e a non accettare contratti contro giustizia, il vescovo prosegue: «Uno di questi appunto, che ha luogo in alcune parti di questa nostra Diogesi è quello che chiamasi *collaia* o *giogatico* che in sostanza altro non è che la concessione d'uno o più para di bovi fatta ad un colono, perché con essi ari la terra con il patto che questo deve corrispondere al padrone dei detti animali per le loro opere un'annua tassa, o in denaro, o in graho». Pur ricordando che illustri giureconsulti e teologi e la stessa Sacra Congregazione del Concilio hanno ritenuto giusto il patto, il vescovo continua: «Per stabilire questo rapporto d'uguaglianza e di giustizia nel detto contratto di *Collaia* convien supporre, in primo luogo, che un tal gravame, acciò nella sua origine abbia avuto la qualità di giusto, provenuto sia dalla premura di costituire un grado di uguaglianza tra il padrone e il contadino nell'atto che convennero fra loro della società del prodotto d'un predio o sia podere di proprietà del primo, e che si obbligò il secondo a coltivare con le sue fatiche (...). Se questo predio condotto in società per ragioni di prodotto stava, a cagione di esempio, in proporzione del 100 e le fatiche del colono in proporzione del 20 o del 25, per porre in questo contratto di società una giusta uguaglianza, parrebbe lecita la convenzione che, oltre le fatiche, stassero anche a carico del colono i bovi aratori. Se si rifletta però a tutti quei casi, ne' quali le opere e fatiche del contadino uguagliano o superano nel valore la metà del prodotto del predio concessogli in società, se l'istesse tasse imposte nell'istessa quantità e somma si ritraggano, o il podere sia più o meno esteso, più o meno fertile, più o meno soggetto ad inondazioni e pericoli, si scorge subito di una disuguaglianza che non appaga della giustizia di un tale gravame». E con ulteriore esemplificazione l'«illuminato» vescovo continua ancora su questo tono. Sul *giogatico* in Emilia nel 1517-22, quale appare unitamente alla mezzadria e alla soccida dal *Conto dei contadini* di Ludovico Ariosto (pubbl. da A. A. Bernardy, 1924), può vedersi ZUCCHINI D., «*Il conto de contadini*» di messer Ludovico Ariosto, «*Annali della Società agraria della provincia di Bologna*», LXII (1934), pp. 3-17. Sulla scomparsa del diritto di *collaia* o *giogatico* e di altri patti angarici, dal contratto di mezzadria un cenno alla voce *Mezzadria* in *Enciclopedia Italiana*, XXIII, p. 147.

(152) *Memoriale Rosso*, c. 150.

FONTI E MEMORIE

Di un documento pomposiano sulla "laboreria,,

Nella più antica età il territorio ferrarese aveva già quel sistema di difesa idraulica che Strabone così descrive: «...fossisque et aggeribus actis, quemadmodum in inferiore fit Ægipto, aqua derivatur aliaequae partes siccatae agriculturam experiuntur, aliae navigabiles sunt » (1).

Nello studio di H. Frankfort su « Le origini della civiltà nel vicino Oriente » sono frequenti i richiami alla difesa idraulica dei territori coltivati nell'antica Mesopotamia e nell'Egitto (2).

Queste notizie desunte da studi e ricerche sui popoli del vicino oriente, dal quale sono poi derivate le civiltà ellenica e romana, sono riferite a fatti e condizioni di cui gli storici e geografi romani, fra i quali Strabone a noi più vicino nel tempo, erano certamente a conoscenza.

Percorso dai numerosissimi rami del Po, raggiunto dai fiumi appenninici ricchi di materiale, le cui colmate erano portate dalle piene e rotte conseguenti, il territorio ferrarese, per un lungo periodo di tempo venne effettivamente coltivato soltanto nei terreni più alti, ma poi l'opera lenta e disordinata della natura richiese l'intervento dell'uomo per arginare i corsi principali e secondari dei fiumi, per contenerli e dirigerli nelle loro espansioni.

Vennero perciò compiute opere anche di grande rilievo, che furono poi continuamente ripristinate e corrette per delimitare, con lavori circondariali, plaghe più o meno vaste, che permettessero lo scarico delle acque, altrimenti ristagnanti, in recipienti più bassi, utilizzando vecchi alvei abbandonati od aprendo canali, che divennero nel tempo opere, sempre più perfezionate, di scolo delle acque e di navigazione.

Le grandi opere compiute nel periodo etrusco e poi in quello romano sono rivelate soltanto dalle notizie generiche degli storici romani e dai pochi ritrovamenti archeologici. Queste dovettero subire fenomeni di bradisismo di cui si hanno antiche notizie, accertate soltanto da idrologi moderni, come il Paleocapa ed il Lanciani. Esse poi, per l'abbandono da parte delle popolazioni agricole nell'alto medio evo, dovettero subire danni così gravi da annullare, forse, gran parte degli interventi compiuti nell'epoca di più intensa coltivazione (3).

Un attento studioso della storia del Po, l'idraulico ing. Tomaso Montanari, ha scritto che se il dominio degli etruschi nella valle del Po durò cinque o sei secoli, i primi due poterono occorrere per la sistemazione idraulica e per il facile ottenimento di tali acquisti, ma nei secoli successivi, anche per il deprimersi del terreno e per l'alzarsi del mare e delle piene, bisognò difendere gli acquisti fatti e solo con opere

sempre più grandiose si poterono non grandemente ampliare, finché la pressione celtica determinò un sensibile regresso. A maggior ragione, si sono avute le stesse necessità e difficoltà per i romani. Gli Imperatori dovettero di tutto ciò interessarsi tanto più che grandissime estensioni di quei terreni erano di loro proprietà.

E' certo che dobbiamo agli etruschi l'esistenza del ferrarese, giacché furono da essi dirette fra est e nord, alle lagune estese e profonde di quell'Adria che essi fondarono e che diede il suo nome al mare vicino, le correnti del Po, sicché l'altra laguna, orma dell'antica Padusa, ad onta dei trabocchi delle piene del Po e della troppo esagerata entità delle alluvioni dei fiumi di Romagna, nel 1535, quando l'Ariosto scriveva, era ancora la palude immensa.

Notevoli furono anche le opere idrauliche compiute dai romani nell'età repubblicana, cesarea ed imperiale per la navigazione.

Dopo la rotta del Po a Ficarolo nel secolo XII, ha scritto il Presciani che per due anni i ferraresi tentarono senza frutto di riprenderla, ciò che dimostra che in quell'epoca il Po aveva già argini di discreta altezza e questa poté essere notevole in quel punto dove il fiume fronteggiava una regione la quale, anche per l'incanalamento etrusco dell'Adige per Este, era stata sottratta, per molti secoli, alle alluvioni fluviali (4).

L'Ortolani in un suo studio sui « Lineamenti geografici e storici delle bonifiche ferraresi » accenna a tali questioni che meriterebbero però un più approfondito esame, anche per spiegarci la formazione del territorio del basso ferrarese nel Delta Padano.

Soltanto nel periodo comunale si hanno notizie più sicure degli interventi degli uomini e delle organizzazioni create per la loro difesa.

Il Torelli nella sua opera sul Comune di Mantova ricorda che già nei primi decenni del secolo XIII esistevano nel territorio mantovano i cavarinales, che sovrintendevano alla costruzione ed alla riparazione degli argini dei fiumi e le deganie terrarum, per la commisurazione dei contributi relativi alle suddette opere, il che gli fa, giustamente, riconoscere che doveva esistere un'organizzazione stabile che dovette far capo, dapprima, alla potestà vescovile e, poi, all'autorità civile comunale. Lo stesso deve essersi verificato nel territorio ferrarese che aveva situazioni analoghe (5).

Il primo Statuto ferrarese dell'epoca comunale-presignorile, verso la metà del secolo XIII (1230-1242), di cui è andato perduto il Codice, statuti Salinguerra Torelli, Maynardino, Albertino da Bembono ed altri non denominati, al Libro IV, trattando dell'amministrativo, comprendeva le norme relative al de Aggeribus, riportate poi, non sappiamo se integralmente o modificate, nel Libro V sempre dell'Amministrativo nello Statuto del primo Signore di Ferrara Obizzo II (6).

Le notevoli cure prestate a regolare il regime idraulico erano state favorevoli all'esercizio dell'agricoltura che doveva essersi di molto migliorata, più che nelle operazioni di campagna, che rimanevano sempre affidate alle cure dei rozzi lavoratori ed alle vecchie coltivazioni, per l'espansione notevole della superficie seminata ed arborata (7).

Ogni equilibrio del regime idraulico venne di certo profondamente alterato dalle eccezionali inondazioni che sconvolsero tutto il territorio ferrarese nel secolo XII. I cronisti del tempo, dopo la rotta di Ficarolo del 1152, precisano che i danni, per le imponenti esondazioni, furono gravissimi, sia per i terreni sommersi che per la rottura dei manufatti che erano stati creati per regolare il corso delle acque e per favorire lo scolo dei terreni coltivati. Due anni passarono inutilmente per chiudere l'enorme varco che si era formato nel Po, che si aprì un nuovo corso più a nord, allontanandosi dalla città di Ferrara e dal suo polesine. Questa profonda alterazione del vecchio corso del più importante ramo deltizio del Po ebbe ad avere influenza notevolissima anche per i secoli successivi in tutto il territorio ferrarese.

Il Federici attribuisce il ripristino delle opere danneggiate dall'alluvione, seguita alla rotta di Ficarolo, in un documento in cui si trova il preciso riferimento a lavori che dovettero essere eseguiti nel 1156 e che, dalla Talliata di Massenzatica, dovevano arrivare, oltrepassando Codigoro, a Caput de Curba (8).

Perturbamenti in conseguenza della rotta di Ficarolo, noi opiniamo, non debbono essere stati gravi per il territorio dell'isola pomposiana, ben lontana dalla località posta a nord della città di Ferrara, mentre è da arguire che le opere cui si riferisce il documento rientrassero in quegli ordinari interventi di laboreria, di cui abbiamo già fatto cenno altrove, ma della cui importanza è opportuno rendersi conto. Ricorderemo, per inciso, che accenni di opere idrauliche si trovano anche in una concessione enfiteutica del 1026, da cui risulta che viene concessa della terra per la laboreria vicina al fiume Gauro per l'estensione di una tornatura. Molto probabilmente altre concessioni analoghe sono state fatte, ma occorrerebbe consultare tutta la documentazione disponibile per averne la prova sicura. Rimane però ben assodato che gli interventi dovettero essere stati molti e sempre di qualche importanza, se questi vengono fatti figurare perfino nelle concessioni enfiteutiche (9).

Il documento, di cui riportiamo in appendice il testo trascritto da Mons. Samaritani, è del secolo XII, prima decade dell'ottobre 1156, in originale nell'Archivio del Monastero di Montecassino, di cui il Federici dà notizia nella sua *Historia* e che trascrisse nel *Codex II inedito* (10).

Esso dà un quadro esatto di come venivano organizzate le opere di laboreria nell'isola pomposiana e dà notizie precise circa gli interventi della proprietà terriera interessata ai lavori stessi.

Il Federici ha scritto trattarsi, genericamente, di disposizioni e di ordini per la costruzione di argini da Talliata di Massenzatica oltre Codigoro, con la enumerazione degli uomini addetti alla riparazione delle opere già fatte. Ma il documento ha ben altra importanza. Dalla sua lettura si possono trarre notizie di grande rilievo che riguardano l'intero ampio territorio interessato, che dalla Talliata di Massenzatica si inoltrava oltre Codigoro fino a Caput de Curba a sud dello stesso.

Le opere riguardavano un ponte, a S. Martino, sostegni, chiaviche ed argini lungo i fiumi ed i canali, strade e fossati. In definitiva, si trattava della regolazione delle acque e di tutte le opere pubbliche del territorio e della loro conservazione. Ciascun proprietario interessato veniva compreso nell'elenco, approvato dall'Abbate Giovanni, per l'apporto del lavoro di parte di uomo, di un uomo o di più uomini, a seconda dell'estensione e dell'importanza delle proprietà. La grande maggioranza di esse era tassata per un uomo, talune per una parte, poche per più di uno, fino a quattro per frate Petro de Runco. Anche Parrocchie erano tassate e le stesse terre coltivate dal Monastero di Pomposa per tre uomini.

La sorveglianza per l'esecuzione dei lavori ordinati restava affidata a Strafaldo Ministerialis del Casale del Monastero e degli altri beni condotti direttamente, con funzioni di cavarzelano e da Ugo Vignaro, cavarzelano della Villa di Codigoro.

Si trattava di regolazione idraulica fatta in comunione, forma diffusa e seguita nel periodo medioevale ed anche oltre. Gli uomini assegnati dovevano essere validi, cioè non eccessivamente giovani o vecchi, ed in buona salute. Se i proprietari non ne disponevano, nelle condizioni prescritte, dovevano esserne mandati altrettanti che potessero lavorare efficacemente. I due Cavarzelani avevano il compito precipuo di assicurare l'intervento degli uomini e l'esecuzione delle opere prescritte e di multare, anche con versamento di pegni, gli inadempienti, per quattro denari o cinque soldi a seconda dell'importanza dell'inosservanza.

Complessivamente gli uomini che risultano richiesti nel documento erano oltre ottanta, un numero piuttosto rilevante, tenuto conto dell'apporto giornaliero di lavoro notevole in quei tempi e della durata dei lavori fissata in otto giorni, oltre il tempo necessario per il completamento dell'esecuzione dei lavori previsti, di cui peraltro, non si fa esplicito riferimento nell'ordinanza.

Gli uomini erano distribuiti in più squadre per gli interventi, una era addetta ai lavori del Canale Gauri e l'altra a quelli relativi al vero Pado, cioè al ramo del Po di Volana.

Nel documento vengono riferiti, con una specie di piccolo catasto i nominativi dei proprietari di terreni a cui venivano richiesti i lavoratori. Questo potrebbe anche portare a considerazioni sull'esercizio dell'agricoltura di quei tempi, ma usciremmo dai limiti dell'argomento di cui ora dobbiamo trattare. Resta comunque ben delineata l'organizzazione pubblicistica degli interventi nel ferrarese per la regimazione idraulica e per i servizi pubblici, ora chiamati infrastrutture, dell'isola pomposiana, nella forma che troveremo poi negli Statuti comunali del secolo XIII ed in quelli successivi dell'epoca signorile, fino alla regolamentazione di Alfonso II del 1580.

Il prezioso documento, in cui si anticipano, ad oltre un secolo di distanza, le disposizioni statutarie ferraresi, sta a dimostrare quanto evoluta fosse la funzione degli Abbati pomposiani, i quali assumevano,

in questi casi, tutti i poteri giurisdizionali e le attribuzioni amministrative comunali, assicurandone la piena funzionalità.

Così venivano compiute opere che riuscivano di grande giovamento per la vita civile dei consortes, per la tutela dei loro patrimoni e per l'esercizio dell'agricoltura.

Mario Zucchini

APPENDICE

Dispositio et ordo construendi aggeris a Talliata Mazenzaticae usque ad Caput Gauri et alibi cum enumeratione hominum et reparatione operis facta ab Iohanne Abbate Pomposiano anno MCLVI mense Octobris. (Trascrizione inedita dall'originale, Montecassino, fondo pomposiano, pergamene, fasc. XV, n. 342).

In Christi nomine anno Incarnacionis M.C.L.VI., intrante mense Octobris. Ego Dominus Iohannes / humilis Abbas Sancte Pomposiane Ecclesie cum consilio et consensu Domni Viviani Prioris, et domni / Bernardi Prioris Claustralis et cunctorum Fratrum eiusdem Ecclesie ad honorem Dei et Beate Mariae atque / ad utilitatem omnium habitantium infra Insulam Pomposianam fecimus iurare quondam nostrum / Fidelem Struphaldus nomine de hoc quod ego preciperem ei de faciendo facere argelem / a Talliata de Mascenzatica usque a Capite de subto ville Capitit Gauri et ex / alia parte ville de Capite de supito usque ad locum qui dicitur Capite de Curba / et bene facere aptare puntam que dicitur Sancti Martini et faciendo facere rostem / et ageres et aptare vias ville capitit Gauri et faciendo facere scussores per terram / intra insulam que ipse suprascriptus Struphaldus per bonam fidem sine fraude quicquid / [...] precipere obediret et nichil dimitteret sine mea iussione secundum / [...] similiter fecimus iurare quemdam alium nostrum fidelem nomine Ugo Vignaro / qui tunc erat Gavazzelanus ville Capitit Gauri quod ipse de omnibus supra / scriptis fideliter obediret quicquid ego per me aut per meum certum missum ei iuberem / et quod ipsi suprascripti videlicet Struphaldus et Ugo Vignarus bene possent implere et / fecimus iurare quendam alium nostrum fidelem nomine Petrus qui tunc temporis erat noster Decanus / ville Capitit Gauri et vocabatur. Brusa porca quod quicquid isti duo predicti ei iuberent de omnibus suprascriptis negotiis ipse per bonam fidem sine fraude obediret et nominative detollere pignoras nec illa reddere hominibus qui nollent obedire / [...] Gavazzelanum videlicet Struphaldum et Gavazzelanum scilicet Ugo / nem Vignarum de omnibus suprascriptis. /

Preceptum autem nostrum quod facimus supra Caverzelano scilicet Struphaldus / et Caverzelano videlicet Ugoni Vignaro tale est. Precipimus namque ut ex parte / Dei et Beatissime Marie et nostra precipiant omnibus habitantibus ville Capitit Gauri et etiam omnibus absentibus aliquam possessionem infra pertinentiam Capitit Gauri, ut omnes parati cum fossoriis et cum omnibus utilitatibus que / sunt eis necessaria scilicet in Commestione et in omnibus aliis rebus ut eant / [...] ad faciendum argerem a Talliata de Mascenzatica in usu quantum / potuerint infra octo dies et illud quod remanserit per congruum tempus pro ut visum fuerit eis supradictis adimplere facient et precipimus ut bonos / laboratores conducant ad faciendum argerem non pueros non infirmos non vetulos conducent et si aliquis non habet in domo sua talem laborem dent / pretium et habeant talem qui bene posset

laborare et perficere quantitatem / eis datam a supradictis. Et iterum precipimus ut quacumque die ipse prescriptus Struphaldus / et Ugo Vignarus voluerint precipere facere suprascripta opera secundum quod ordinatum / habemus et aliquis defuerit sine iusto impedimento et sine mea licentia / et eorum tollant ei tres denarios vel pignus pro tres denarios et non reddere. Similiter precipimus ut tantundem tollant ei qui affuerit ad faciendum argerem et / non perfecerit quantitatem operis ei data et secundum quod bene placuerit supra / Caverzelano et Caverzelano. Hoc totum supradictum dicimus de opere argeris. De opere vero punte volumus ut tollent IIII-or denarios et non reddant. De rostis / et argeres de via ville Capituli Gauri, si aliquis non bene perfecerit usque / ad statutum terminum ei datum a supradictis, isti duo supradicti aufe- / rant ei V solidos lucenses vel faciant auferre pignus pro V solidis et non reddant. Tali vero tenore facimus hec precepta ut quandocumque placuerit nobis vel addere / vel minuere in nostra maneat potestate. Volumus namque describere / quot homines et faciendum argerem a Talliata de Mascenzatica in susum de pertinencia Capituli Gauri supra Gaver- / zelanus id est Struphaldus et Gaverzelanus id est Ugo Vignarus oportet conducere pro nostra iussione. In primis Guilielmus Franciscus Tignosus de Mereda / cum sorore sua habeat unum hominem; Albertinus de Honoria; Paulus de Bretaldo cum / aliis duobus; Dominico de Bretaldo cum alio; Beatrix unum habeat hominem; Fulcus / Gerlus; Balduzo; Domina Elda que est uxor Cauci habeat unum hominem; Cau- / cus vir eius eat pro se; Rodulfus de Sibilia cum alio; Turbacasa cum alio; Ca- / pellus de Isnardo cum alio; Daina habeat unum hominem. Petrus Negoizante / Petrone cum alio. Erro et Natalis Fratres ambo; Tautone cum alio suo fratre; / Mainfredus cum alio suo fratre; Albertus de matrona; Fluvianus; Bonello / Bucca de Lupo; Martinus de Paulo; Martinus Pensamale; Andrea Bicosi / cum alio; Martulus Gaurellus de Saracino cum alio; Filia Fantuli que est / uxor Fluriani habeat unum hominem; Filius Petri Mezomatto habeat unum ho- / minem; Ubertus de Martino de Balia cum alio Donusdei filius mazaprata; Da- / mianus Laurentius; Gebizo; Petrus de Guidone Alberto; Fusco; Ugulinus; / Mercurius; Zago; Gaurellus; Ugolinus de Raimundino habeat unum / hominem; Ubertus de Johanne Moretta; Petrus Filius Malebaptizati; Homo Dei / filius Rigoli; Johannes de Albertuzo; Petrus aurifex; Leo Zusalculo; Bo- / nomo filius Michaelis de Diacono; Tignosus de Paulo Decano; Johannes / Manducatore; Bonus Martinus et Bonus senior ambo fratres cum alio tercio; Petrus / de Stephano cum aliis duobus; Meliorello et Tetrigolo ambo fratres; Ste- / phano de Guarzatorito cum alio; Opizo de Alegritto cum alio; Johannes de / Gerardo cum alio; Ugolino Tercarolo; Ubaldo Cavitolo; Johannes de Guidone / cum alio; Gaurellus Capellus; Martinus Turclo; Donzella et Albigunda / habeant unum hominem; Petrus Bove et Cabbove; Michael Codica; Augu- / stulus habeat unum hominem; Medizani vero sunt isti: Vitale Johannes Ber- / ardellus IIII-or oculus; Achillus; Ubaldu; Johannes Trivisanus; Johannes Rufo; / Petrus Longus; Aiolo Bonus senior; Pollarosa; Martinus Faber, / Hoc manet in domo Agustuli. Isti sunt homines ex parte Gauri. Ex parte vero Padi sunt isti: Ima que fuit uxor Petri Rufi habeat unum hominem; Spinelli habeant unum hominem; Uxor Anselmi habeat unum hominem; Jacobus / eat pro se; Turna in parte cum alio; Ugolinus de Johanne Castaldio; Andre- / as; Albertus de Garisenda cum alio; Martinus de Hermiza cum alio; Raine- / rius Faber; Johannes de Gaurello de preite cum cognata sua habeant unum hominem; Ro- / dulfus de Petro Rodulfo cum alio; Albertus de Rodulfo cum alio; Martinus / de Ursa cum alio; Domnicellus cum Menegoldo Fratre suo habeant unum hominem; Ber- / nardus Domnigilda habeat unum hominem; Ugolinus de Maria Laurethana; Bo- / nus Petrus habeat unum hominem; Ugolinus de Vida; Orlandinus de Vida; Ma- / niseus Stephanus de Vida; Antolinus cum Fratribus suis habeat unum hominem; / Rapinellus; / Julia de Pugneto habeat unum hominem; Martinus Muzardo; Petrus Pagani; / Andinzolo; Bonohomolo Dominicus de Bonando; Johannes de Vitale cum aliis / duobus; Baldolus cum alio; Aimericus; Martinus de Maurello et Johannes fratres eius; / Ingelardus; Petrus de Mainardo; Petro

de Albiscenda; Gunzo cum / alio; Albertinus de Gunzo eat pro se; Honoria habeat unum hominem; Giraldinus et Ad- / elasia soror eius habeant unum hominem; Gonselmus; Johannes de Comaclo; Johannes / Paduanus cum alio; Annolinus; Carolus cum alio; Cesaria habeat unum hominem: Gibertinus; Anorei de Teuzo; Bonus filius fratres eius; Alius Bonus filius de Johanne Furbo / habeat unum hominem; Grima habeat unum hominem; Johannes de Mainardo; Deodatus / Diaconus; Rodulfus; Albertinus frater eius habeat unum hominem; Albina habeat unum hominem; Albertinus Balbus. Medezanis vero sunt isti: Dominicus Ternario; Populo / de Rusilina; Tono; Crescenzolo; Petrecino qui manet in domo Iulie; / Petrecinus Bonfacius; Otto; Giuzeli; Villanus. Isti supradicti sunt qui / manent ex parte Padi. Insuper vero precipimus ut Presbiter Martinus de Ecclesia / Sancti Martini mittat unum hominem. Presbiter Sancti Nicholai mittat unum hominem. / Presbiter Sancti Petri [...] gnara mittat unum hominem. Frater Rainerius de Ecclesia Sancti Blasii mittat unum hominem. Presbiter de Castro Mescenzaticae mittat / unum hominem. Presbiter de Ecclesia medii Gauri mittat unum hominem. Frater / Petrus de Runco mittat IIII homines. Struphaldus qui est ministerialis noster de Ca- / sale nostro donicato, et de Clusuria nostra domnicata et de terracitis collectione, et de decima totius ville Capitis Gauri / mittat III homines ex domnicato. Presbiter de ecclesia de Lacu mittat unum hominem. /

NOTE

- (1) STRABONE, *Rerum geographicarum*, V.
- (2) FRANKFORT H., *Le origini della Civiltà nel vicino Oriente*, Firenze, 1961.
- (3) Notizie sarà possibile desumere, fra non molto, dallo studio sui rilevamenti da fotografie aeree nel territorio ferrarese per opera del col. SCHMIEDT dell'Istituto Geografico Militare di Firenze.
- (4) MONTANARI T., *Sunto della Storia del Po*, Milano, 1926.
- (5) TORELLI P., *Un Comune cittadino in territorio ad economia agricola*, Mantova, 1931.
- (6) MONTORSI W., *Statuta Ferrariae anno MCCLXXXVII*, pubblicato nel 1955 a Ferrara.
- (7) ZUCCHINI M., *Pomposa e la bonifica ferrarese*, Ferrara, 1963.
- (8) FEDERICI P., *Rerum Pomposiarum historia*, Tom. I, Roma, MDCCLXXXI.
- (9) FEDERICI P., *Codex diplomaticus*, Tom. I, doc.
- (10) SAMARITANI A., *Regesta Pomposiae*, doc. n. 583, Rovigo, 1963.

Usi civici agrari e pescherecci a Comacchio?

In riferimento alle questioni storico-giuridiche fondamentali di Comacchio nel medioevo, ci rivolgiamo agli Usi Civici. Premettiamo, innanzitutto, che, se li riteniamo sorti nel periodo in cui il Comune medioevale si ergeva a difensore della classe cittadina contro gli abusi feudali — si ebbe una rivendicazione, da parte dei Comuni, dei diritti delle Comunità, le quali furono assorbite nei Comuni — costituirebbero il raro caso in cui l'eventuale antica consorteria degli utenti riuscì a mantenersi autonoma rispetto al nascente Comune (1).

Il caso dell'autonomia a Comacchio non s'è verificato e viene precluso l'esame di un possibile uso civico avanti il Comune medioevale, in quanto non possediamo fonti documentarie ed indizi al proposito.

Ne siano prova i diplomi imperiali, di Federico I (17 maggio 1177) e di Federico II (5 gennaio 1231), pur prescindendo, al momento, dalla preliminare questione critica sulla loro discussa autenticità.

E' opportuno, prima di scendere all'esame dei due diplomi, conoscere l'ambito dell'imperiale mundeburdio su Comacchio che di gran lunga sorpassa i beni di pesca per configurarsi pure in beni terrieri. Infatti, Federico I cita: « tam piscarias, quam salinas, et silvas... tam aquas fluentes, quam stagna, et tam silvas, quam valles, et tam insulas, quam stadia, et tam piscationes, quam venationes, et aucupationes, sique capellationes, et tam silvas, quam nucleas... », mentre Federico II, ancor più distintamente riferisce: « ... villas, sylvas, portus, aquas, prata, possessiones, et omnia alia tenimenta et jura... ».

In nessun modo si distingue, in tali atti, che i « nostri piscatores Comaclenses » si differenzino dai « Cives Civitatis Nostrae Chomacle Fideles nostri », e soprattutto dalla « Civitatem ipsam tamquam speciale Demanium Imperii ». Qui non si tratta di soggetti distinti e contrapposti in funzioni diverse.

Del resto è da ricordare che l'universitas civium, in questo torno di tempo, non è entità a sé stante, una persona morale, rispetto alla pluralistica individualità dei singoli cittadini (2).

Solo se la storia ci avesse tramandato una simile titolarità chiara, dovremmo riconoscerla, diversamente altri istituti giuridici, come la consuetudine, la concessione, sono atti a fornire adeguata interpretazione ai successivi testi, come ai due primi, ora analizzati. Fuori dal loro momento storico, è assurda la nascita degli Usi Civici, che, se non creati o differenziatisi nella costituzione patrimoniale del Comune Comacchiese, non potevano sorgere nel Rinascimento o in seguito.

Del resto, a determinare interventi interni di tale sorta, come sono gli Usi Civici, non pensavano Federico I e II; l'Impero, infatti, con il *mundeburdio* su Comacchio, non acquisiva poteri diretti amministrativi e patrimoniali; gli *jura rerum regalium*, il *demanium*, non significarono altro che alta giurisdizione su limitate materie fiscali, giuridiche, protettive, militari.

Preme, però, soprattutto, osservare che permangono validissimi dubbi circa l'autenticità dei due Diplomi. Innanzitutto, non per il fatto solo che il primo si trovi presso il Lünig, il Böhmer, e citato dal Kehr, ed il secondo presso l'Huillard-Bréholles (*Historia diplomatica Friderici secundi*, Paris, 1854, t. IV, par. I, p. 294), con riferimento nel Kehr, sortiscono valore critico; non molto diversamente se le pubblicazioni dei *Momumenta Germaniae Historica* giungessero a raccogliarli. Gli esami dello stesso Kehr, che è il più recente ed agguerrito, molte volte, non sono diretti, ma semplicemente inseriti da autori di valore.

E' il riesame diretto, pur facendo massimo omaggio all'autorità del Muratori, che ci costringe a dubitare fortemente di essi (3).

Circa il primo Diploma, riconosciamo che è del tutto inconcepibile la chiusa presso il Ferro (4): « Ego Philippus Cancellarius Italiae recognovi. Ego Protonotarius hanc paginam scribere iussi », mentre, universalmente, nei diplomi di Federico I, Goffredo è cancelliere in vece di Filippo, al quale ultimo sempre si aggiunge la qualifica di arcicancelliere e arcivescovo di Colonia. Mai si trova, poi, la sottoscrizione del protonotario. Potrebbe essere sufficiente a respingere tali difficoltà il fatto che Pellegrino Prisciano abbia, nel 1501, una versione, accettabile in tali punti, tratta da originale dell'Archivio Ducale di Ferrara, soprattutto quando s'avverta che il Ferro sta alla base degli accennati errori nella copia prodotta dal Lünig (5) e forse nelle altre citate raccolte, che non abbiamo sotto mano. Il Lünig la trae, infatti, tramite il Ferro da altro originale, trascritto nel 1595, dall'Archivio Comunale di Comacchio.

Ma se le segnate pecche del Ferro ed altre provano l'inattendibilità di tale fonte, la patente incompletezza della fonte Estense (mancano i testi ed i petitori) non conferiscono a quest'ultima migliore giudizio rispetto alla prima. La nostra critica, così, oltrepassa quella del Fontanini avverso il Muratori.

Per il secondo Diploma, occorre essere ancor più decisi in senso sfavorevole. Come nel caso precedente, non ci è data possibilità di dare preferenza ad alcuna delle due fonti pervenuteci. Scorrette sono, benché in forma diversa, le sottoscrizioni finali, sia presso il Ferro (6) che presso la « copia antica in pergamena » dell'Archivio Estense di Modena. E ciò in misura rilevante. Riferendosi, forse, ad un archetipo comune, inoltre, ambe le copie concordano nell'impossibile data del 1231. L'alternarsi, infine, di testimoni con nome espresso ad altri, senza, con pari rispondenza nella duplice copia, ci spinge a non riconoscerli errori dei copisti ultimi. E' vero che si conoscono sottoscrizioni, in copie di atti di Federico II, senza espresso nome dei testimoni e sono passabili pecche di trascrittori; ma, nel caso nostro, è il dover ammettere tali ammanchi, presumibilmente

nell'originale, che ci fa muovere difficoltà. Sinteticamente, la fonte Comacchiese e Modenese pur distinte come provenienza, convenendo in comuni errori, ci indicano l'inquinata, cioè spuria, fonte originale.

Pur qui, la nostra analisi, diversamente è stata impostata dai termini della polemica Fontanini-Muratori. Mentre gran parte delle controbattute del Muratori vengono accettate.

Il precluso esame degli originali, da ritenersi dispersi a tutt'oggi, ci orienta necessariamente alle conclusioni accennate, piuttosto dubitative dell'autenticità.

Non è precluso, inoltre, il riesame dei diplomi in base ad una preconstituita opinione di eruditi, inesistente. Per quello di Federico II il Lünig ha riprodotto il Ferro, che proprio non costituisce autorità in senso di autenticità, per quanto si riporti ad un tipo originario (vero o falso che sia), mentre l'Huillard-Bréholles riprende il Lünig un po' corretto sul Muratori. Perciò l'autorità è una sola, cioè quella del Muratori. Così è espressamente detto da tali compilatori.

Per quello di Federico I vale lo stesso argomentare.

Inoltre, nei nostri due diplomi, il Muratori non ha inteso esaminare comparativamente le due recensioni, la Comacchiese e l'Estense. E da parte nostra si è andati oltre il Fontanini, per quanto il Muratori stesso non abbia saputo rigettare le migliori critiche mossegli dallo stesso. Quando si asserisce che nel primo diploma, recensione Estense, mancano i testi ed i petitori e quando per il secondo diploma si passa in rassegna un'identità di errori nelle due recensioni, da fare supporre erroneo e spurio l'originale, si tratta assai più che di sviste grafiche omissive di una stanghetta nel MCCXXXI per MCCXXXII.

Del resto tali date erano poste in lettere e non in numeri (7).

Passando all'ultima fonte superstita al proposito dei nostri diplomi, citeremo l'Archivio Vaticano, che conserva copia del « Libro dei privilegi della Comunità di Comacchio » (8) riferentesi indirettamente al 1495, alla stregua della recensione Ferro, attesa l'origine Comacchiese della stessa.

Per il primo diploma, la copia dall'originale Comacchiese (9) che sta alla base pure del Ferro (10) ridotto e meno accurato, si riporta al 1538 (notaio Canano).

Del primo diploma esiste altro esemplare, a f. 50 rv dello stesso codice Vaticano, riprodotte la recensione Prisciano 1501, ma che fu inserito solo nel 1548 (notaio Luciani). E' singolare che la recensione del f. 2 rv sia stata dal Canano e dal Ferro preferita alla pur preesistente del Prisciano. Non è azzardato supporre che la preferenza fosse dettata dal titolo originario della fonte Comacchiese. Comunque si tratta di diversità tali nelle due recensioni da richiedere due fonti distinte. Date le sommarie indicazioni poi, del Muratori, che di preciso nulla cita per il Prisciano, non è eccessivo supporre che il Muratori si servisse del solo esemplare, di seconda mano, del codice Vaticano.

La prova potrebbe essere derimente se il nostro codice fosse tra quelli che vennero sequestrati al Baruffaldi.

Per il secondo diploma del quale il Muratori non cita alcuna fonte

precisa, tolto una non identificata copia in pergamena che sarebbe a Modena, stà di fatto che il Muratori, in polemica con il Ferro, usò di una copia identica al codice Vaticano (f. 3 rv) che pur concordava con il Ferro nelle comuni varianti alternate di testimoni con nome e testimoni senza.

Concludendo, non è immotivato perciò supporre i due originali dubitativi, storicamente e diplomaticamente. Così, anche per questa via, l'esistenza degli Usi Civici respinta in sede contenutistica, viene a ricevere un ulteriore indebolimento critico esterno.

Antonio Samaritani

NOTE

- (1) DE SIMONE M., *Lineamenti di Diritto Agrario*, Napoli, 1952, p. 177.
- (2) CALASSO F., *Gli Ordinamenti Giuridici Medievali*, Milano, 1949, pp. 225-226.
- (3) FONTANINI G., *Il Dominio temporale della Sede Apostolica sopra la città di Comacchio*, Roma, 1709, pp. 173-178; MURATORI L. A., *Piena Esposizione dei diritti imperiali ed estensi sopra la città di Comacchio*, s.l., 1712, pp. 163-165; o.c. pp. 175-179; o.c. pp. 361-362.
- (4) FERRO G. F., *Istoria dell'antica Città di Comacchio*, Ferrara, 1701, pp. 267-268.
- (5) LÜNIG I. C., *Codex Italiae Diplomaticus*, t. 4, Francofurti et Lipsiae, 1735, coll. 11-12.
- (6) FERRO G. F., *Istoria dell'antica Città di Comacchio*, Ferrara, 1701, p. 269.
- (7) Cfr. per questo stesso anno, il decreto di Federico II contro gli Eretici, Archivio di Stato in Brema, riprodotto in SALVATORELLI L., *L'Italia comunale dagli inizi del sec. XI alla metà del sec. XIV*, vol. 2, Milano, 1940, tavola fuori testo.
- (8) *Arm. XLVIII*, n. 55.
- (9) *Archivio Segreto Vaticano, Arm. XLVIII*, n. 15, f. 2rv.
- (10) Notaio Alberi, 1595.

RASSEGNE

La vite e il vino degli Allobrogi

Il titolo può trarre in inganno qualche lettore piemontese, che potrà forse pensare si tratti delle viti aborigene dei nostri colli e dei vini che bevevano (e forse anche esportavano) i nostri antenati. Ché non di rado l'appellativo di « allobrogi » viene attribuito agli abitanti del Piemonte, soprattutto da quando il Parini, in una sua ode famosa, parlando dell'Alfieri, lo qualificò « fiero allobrogo ». Per ricordare un motivo più recente, chi sale il colle di Superga per ammirarvi la superba cerchia delle Alpi, o la stupenda basilica Juvarriana, o le tombe reali dei Savoia, non può non sostare davanti al piccolo ma suggestivo monumento, eretto al principio del secolo in memoria di Re Umberto, nel quale lo scultore Tancredi Pozzi raffigurò un altro « fiero allobrogo »; questo fuso nel bronzo con la spada puntata quasi a difesa della Corona ferrea...

Ma se lo scultore a buon diritto poté rievocare la figura d'un allobrogo, alludendo all'origine savoiarda della famiglia dei re d'Italia, non altrettanto può dirsi per il poeta lombardo. Ché l'Alfieri, benché la madre fosse oriunda savoiarda, era schiettamente piemontese, anzi astigiano... Quindi, non precisamente allobrogo.

Ma la vite e il vino di cui qui s'intende parlare sono quelli che si producevano nell'evo antico nel territorio che ha per capitale l'attuale Vienne, piccola città sulla sinistra del Rodano a 28 Km. da Lione, che un tempo fu appunto la capitale degli Allobrogi, tanto da essere chiamata dai Romani *Colonia Julia Vienna Allobrogum* (e di quel tempo conserva fra gli altri, i resti d'un teatro e d'una cittadella). Il territorio degli antichi Allobrogi doveva avere per confini a settentrione il Lago Lemano (di Ginevra) e il Rodano, a occidente il Rodano fino alla regione di Tain, donde la frontiera s'estendeva in direzione Est fino alle Alpi: in sostanza, esso comprendeva quelli che furono poi la Savoia e il Delfinato.

Delle viti, ma soprattutto del vino degli Allobrogi, parlano Columella, Plinio, Celso, Marziale. Il vitigno è chiamato da Plinio *Vitis Allobrogica*, o anche *Vitis picata* (da pece), poiché il vino assumeva spontaneamente un sapore di pece « *quod naturae suae picem resipit* » (dice Plinio, 23, 47). Donde il nome di *Vinum picatum*. Ma nel 1° sec. della nostra era nella regione di Vienne si producevano due categorie di vini; quelli il cui gusto di pece (allora molto apprezzato!) era naturale, gli altri, ottenuti da vitigni non precisati, nei quali il sapore di pece era indotto ponendoli

in botti di legno rivestite internamente di pece. Come si vede, fin d'allora, accanto a vini che potevano a buon diritto essere ritenuti tipici, ve n'erano di quelli d'imitazione... E fin d'allora i produttori di vini ottenuti dalle antiche viti *Amineae* provenienti dalla Magna Grecia cercavano di difendersi dall'invasione di quelli divenuti di moda: cioè ottenuti dalla *Vitis allobrogica*, (*vinum picatum*) (1).

Questa vite, secondo Plinio, era ancora ignota a Virgilio. Ma Columella diceva (3, 12, 16) che, come le *Eugeniae*, le Allobrogiche, allontanandosi dalla loro terra d'origine, cambiavano i caratteri dei loro prodotti, dando vini senza pregi particolari. E anche Plinio (14, 16) scriveva: «Certi vitigni hanno un tal amore per la loro terra, che emigrando in altri luoghi, vi lasciano tutta la loro qualità e la loro gloria. E' la sorte della *Retica* e dell'*Allobrogica*». Tuttavia quest'ultima poteva egualmente essere prescelta per la sua fecondità e resistenza ai climi freddi, tant'è che «la sua uva matura solo coi geli», e la vite preferiva anche i terreni freddi.

Vite indigena, l'Allobrogica? E' una delle questioni che si sono poste JACQUES ANDRÉ e LOUIS LEVADOUX in un loro dotto, interessantissimo studio su quest'argomento, apparso nel 2° semestre del 1964 (2). L'André è un insigne filologo, attualmente Direttore di Studio alla *Ecole des Hautes Etudes*, appassionato studioso dei georgici antichi, traduttore di Plinio, ecc. Il Levadoux è ben noto come ampelografo e studioso di Viticoltura e dopo aver diretto per vari anni la Stazione di Ricerche Viticole della Gironda, ora dirige il Centro di ricerche agronomiche del Ministero d'Agricoltura della nuova Repubblica Algerina).

Rispondendo indirettamente a quest'interrogativo, i nostri A.A. scrivono: «Che gli Allobrogi abbiano potuto scoprire un vitigno e svilupparne la coltura indipendentemente dal resto dalla Gallia non ha nulla di sorprendente. Le lambrusche, donde sono uscite le viti coltivate, hanno continuato a vivere in Francia, in Italia e in Spagna fino a quando la fillossera, l'oidio e la peronospora le hanno fatte sparire: se ne incontravano ancora alla fine del sec. XIX nelle foreste di quercia dell'Ardèche e nel 1877 nel Delfinato, nel Lionnese e in Borgogna, per non parlare delle regioni più vicine a quella di Vienne».

Il Levadoux, che di queste lambrusche (intese nel senso che già davano i georgici latini a questo termine, e che, del resto, s'è mantenuto in varie regioni d'Italia: cioè viti nate spontaneamente da seme nei boschi e nelle siepi) ci ha già elargito pregevoli contributi (3) cerca di indagare quali dei vitigni che attualmente popolano il territorio degli antichi Allobrogi può riferirsi alla *Vitis Allobrogica*. Ed osserva che il *Syrah* (che produce oggi i migliori vini dell'Hermitage, della Côte Rôtie, e di Châteauneuf-du-Pape) non può considerarsi tale, perché, a differenza di quanto afferma Plinio per l'Allobrogica, esso è uno dei vitigni che meglio conservano le loro prerogative enologiche anche sotto altri climi.

Invece la *Mondeuse*, altro vitigno largamente coltivato oggi nel

territorio che fu degli Allobrogi, e anche oltre i suoi confini, produce un'uva nera a maturazione tardiva; ma, allontanandosi dai suoi terreni d'origine, il vino assume un certo sapore terroso, cui bisogna abituarsi per accettarlo. Non sono, forse, queste delle caratteristiche già indicate da Plinio per l'Allobrogica?

Ma rimane la questione del « sapore di pece », che, a detta degli antichi georgici, aveva il vino ottenuto da questo vitigno. Però il Levadoux osserva che un certo sapore *sui generis* si può appunto riscontrare in alcune vigne piantate con questo vitigno. Non è certo il sapore di resina che hanno i vini greci « resinati »; ma anche quello di pece, di cui parlavano gli antichi autori, può essersi attenuato attraverso i 19 secoli di coltura di quelle che, allora, potevano essere viti lambrusche di recente origine.

Quindi, egli conclude per ritenere la *Mondeuse* come probabile discendente dalla *Vitis allobrogica*. Ma non esclude che all'epoca romana esistesse una popolazione di *Proto-mondeuse*, partendo dalla quale si sia arrivati da una parte alla *Mondeuse*, dall'altra al *Syrah* (viti che per molto tempo furono coltivate in miscuglio). Poi, a partire dal secolo XV, s'iniziò una progressiva specializzazione di vitigni a seconda dei vari territori.

L'interessante studio termina con delle notazioni più strettamente filologiche (evidentemente, con l'intervento specifico dell'André) sulla probabile origine del nome *Syrah*, che taluni vorrebbero ricercare in Persia (*Schiraz*), e altri... in Siracusa! Ma più persuasiva appare la radice indoeuropea *ser* (lat. *serus*, celtico *sir*, bretone *hir*) che indica la tardività della maturazione dell'uva o anche del vitigno. Ma qui ci arrestiamo, perché l'ampelografia finisce e cede il passo alla glottologia.

Giovanni Dalmasso

Università di Torino

NOTE

(1) Nell'età imperiale una vera fiumana di « Vino picato » allagò il nostro paese provenendo dal Delfinato. Marziale, in uno dei suoi epigrammi, dice: « Non credere che questo sia un vino picato giunto dalla vitifera Vienna, a me l'ha mandato Romolo in carne ed ossa »... (DALMASSO L. - *La Vite e il vino nella letteratura romana* - in « *Storia della vite e del vino in Italia* », di MARESCALCHI A. e DALMASSO G. - vol. II - pag. 30 - Milano. E. Gualdoni 1933).

(2) ANDRÉ J. et LEVADOUX L. *La vigne et le vin des Allobroges*, Journal des Savants, juillet-septembre 1964, Paris.

(3) LEVADOUX L., *Les populations sauvages et cultivées de Vitis vinifera L.*, Annales des Amélioration des plantes, N. 1, 1950, Paris.

LIBRI E RIVISTE

5 *Problemi della civiltà e dell'economia longobarda. Scritti in memoria di Gian Piero Bognetti, raccolti e presentati da A. Tagliaferri*, un vol. di pp. 303 con ill., Milano, Giuffrè, 1964. (Biblioteca della rivista « Economia e Storia », n. 12).

Per onorare la memoria di Gian Piero Bognetti, che agli studi sull'Alto Medioevo dedicò le sue migliori energie, esce, in bella veste tipografica, ricco di illustrazioni, il dodicesimo volume della collana di studi storico-economici diretta da Amintore Fanfani. L'opera, presentata e commentata con cura amorosa da A. Tagliaferri, studioso dei problemi interessanti la storia del Primo Medioevo, raccoglie tredici ampi studi, a firma di tedeschi e di italiani, gli uni rappresentanti le terre dalle quali i Longobardi iniziarono la penetrazione in Italia; gli altri rappresentanti la terra nella quale i Longobardi lasciarono tracce della loro permanenza bisecolare, « un poco donando, e molto ricevendo dall'ambiente mediterraneo » che li ospitò.

Teatro della dominazione longobarda fu tutta l'Italia continentale; tempo fu, specialmente, quel secolo VII d.C. che resta cruciale per la spiegazione della stessa civiltà europea, fino all'epoca delle Crociate.

Per la conoscenza del mondo longobardo erano state già interrogate le fonti documentarie a disposizione, né oltre avrebbe potuto dirsi se non si fosse chiesto l'intervento di due delle più preziose scienze ausiliarie della storia, quelle che il Fanfani addita, squisitamente umanistiche (1): l'arte e l'archeologia. In questa chiave, i tredici studi del volume che qui si presenta rispondono all'urgenza della ricerca italiana e straniera per la storia e l'economia dell'Italia nell'Alto Medioevo, così come avverte il primo dei saggi, a cura del Werner, cui è affidato l'elogio delle ricerche del Bognetti, fermate ma non troncate dalla morte.

La testimonianza dei reperti archeologici è prova della civiltà longobarda in Italia e l'ordine con cui quelle testimonianze si dispongono negli studi a cura del Tagliaferri è filo conduttore per la conoscenza storica dei problemi economici legati ai Longobardi, dall'età delle loro prime migrazioni verso l'Europa del Sud all'attività esercitata nei lunghi anni del loro stanziamento in terra italiana.

(1) FANFANI A., *Introduzione allo studio della storia economica*, III ed., Milano, Giuffrè, 1960.

Nel contributo scientifico del Wegewitz, la marcia del gruppo etnico longobardo parte dal Nord europeo e si intreccia, all'inizio, con la storia politico-economica delle conquiste romane; come illustra lo Svoboda, quella marcia prosegue nei secc. IV-V d.C., quando i Longobardi si fermano in Boemia; l'analisi del Mitscha-Märheim coglie i Longobardi nel sec. V in terra austriaca e lo studio del Bona li ferma al passaggio in Pannonia; prima di trovarli in Italia, il saggio del Vinski li blocca nei gruppi autoctoni jugoslavi, sulle creste prealpine, ed è il Brozzi che li introduce in terra d'Italia, a Cividale del Friuli, mentre lo Zovatto ve li stanza e ne discute l'attività economica artigianale; il Panazza li porta in territorio lombardo e ne spiega l'attività metallurgica; la Plank ne illustra l'attività commerciale, nell'alveo maggiore delle correnti di traffico fra i passi alpini e i centri renani e germanici.

Ma la marcia prosegue e il Mor ne segue con sicura competenza le fasi d'espansione in tutta l'Italia settentrionale, discutendo la ricerca in termini storico-giuridici, mentre il von Hessen ne documenta le tappe con i reperti archeologici di croci auree e il Tagliaferri conferma e descrive l'apporto longobardo che dai reperti archeologici giunge alla storia nei principali settori dell'economia, dall'agricoltura, alla manifattura, allo scambio.

Si tratta, dunque, di un contributo cospicuo di ricerche che getta un fascio vivacissimo di luce sulle ombre di secoli determinanti nella storia dell'Alto Medioevo, mercè il soccorso dell'archeologia, per sussidio o critica delle fonti più note della linguistica e della bibliografia.

Questo volume, che merita la più attenta lettura, è pertanto portatore di due singolari qualità. Esso esprime il valore degli studi storico-economici che sono affrontati seguendo il metodo di enucleare la storia dalle risposte che l'archeologia e l'arte forniscono all'economia. Esso esprimerà, senza dubbio, la sua efficacia, poiché è un esempio e un incitamento: un esempio, perché dichiara i risultati positivi della collaborazione scientifica fra l'Italia e l'estero, nel nome della scienza, prima e oltre le limitanti barriere ideologiche; un incitamento, perché — mentre offre elementi storico-economici convincenti per la conoscenza dell'Italia longobarda — denuncia lo stadio cui sono pervenute le ricerche contemporanee in materia ed indica i mezzi, il metodo, l'organizzazione di lavoro ancora necessari ed utili per offrire il contributo scientifico di fonti singolari da cui può trarre alimento la storia della civiltà dei popoli.

Quando la voce degli uomini è fermata per sempre dalla morte, e quando il segno del loro pensiero non giunge ai posteri, per imperversar d'eventi che ne distrugge le carte, sono le cose, affioranti dalla stratificazione gelosa della terra, a parlare col loro linguaggio solenne e misterioso ed a confermare il vincolo ideale fra i vivi ed i morti, nel nome di valori che superano la materia e attingono alle forze perenni dello spirito.

Ministero dell'Agricoltura e delle Foreste - Ispettorato Agrario Compartimentale del Lazio, *L'agricoltura nel Lazio* (1861-1960) con una premessa di Mario Zucchini, Roma, ATEL, 1964, pp. 101, s.i.p.

Cent'anni di agricoltura laziale, dall'ultimo decennio dello Stato Pontificio, ad oggi praticamente, sono riassunti ed illustrati in questa opera di facile consultazione, di essenziale documentazione, ma anche di non comune valore, sia per il metodo seguito che per i dati ricavati. Il coordinamento di tale messe di cifre, di fatti e di bibliografia (a quest'ultima sono dedicate otto fitte pagine) esigea un duplice impegno, tecnico e storico, affinché il libro potesse figurare tra le fonti della storia agraria italiana. A tale opera si è accinto Mario Zucchini con i suoi valenti collaboratori riuscendo a dare effettivamente un quadro chiaro e preciso dello svolgimento storico dell'agricoltura laziale, considerando il territorio, la popolazione, la proprietà, conduzione e lavoro e, inoltre, gli ordinamenti culturali, il patrimonio zootecnico, la concimazione chimica, la meccanizzazione agricola, bonifica, irrigazione, riforma e miglioramenti fondiari.

Nella conclusione si auspica, tra l'altro, il coordinamento e gli organici interventi che potranno avviare a soluzione, in talune zone rimaste particolarmente arretrate, quei problemi, anche di vecchia data, che da tempo la attendono. E, infine: « Il miglior augurio che noi possiamo esprimere, dopo dieci anni di attività in questa Regione, è che si trovi infine questa unità di interventi e di iniziative che valga a valorizzare il lavoro di bonifica e di trasformazione fin qui compiuto e, soprattutto, gli sforzi di tutti quanti coll'intelligenza, o col capitale, o col lavoro hanno saputo compiere realizzazioni di notevole portata, arrivando a risultati sociali, tecnici ed economici veramente notevoli. In questo modo si premieranno tutti i pionieri che hanno operato in ambienti difficili, fino al sacrificio della propria vita, quando la malaria era ancora da vincere e le vecchie strutture feudali da rimuovere ».

g. l. m. z.

Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie, XII, 1964, 2, Hefte, pp. 128, 268.

La rivista di storia e di sociologia rurale, edita a Francoforte sul Meno a cura del prof. Guenther Franz e dei suoi collaboratori, si presenta ogni anno, con rinnovato interesse, in due fascicoli, anzi volumi. Organica, ricca sempre di originali contributi, di documentazione inedita, questa rivista continua a migliorarsi ed a riscuotere l'ammirazione ed il plauso di tutti gli studiosi delle discipline storiche ed economiche.

Tra i numerosi saggi di storia e sociologia agraria, notiamo quello di Karl S. Bader che proseguendo nei suoi studi sulla storia del diritto del villaggio medievale, pubblica, nel primo fascicolo della rivista, una sua conferenza su il villaggio e la comunità di villaggio nella visione dello storico del diritto (« *Dorf und Dorfgemeinde in der Sicht des Recht-*

shistorikers »). Ulrich Bentzien tratta dei cavalli e dei buoi come animali aratori nella campagna mecklemburghese, prima della guerra dei Trenta anni, a partire dalla cronaca dugentesca (1275) in cui si ricordano « *ex aratro equos* ». Nel Settecento, soprattutto nelle campagne centrali ed orientali di quella regione, dominerà il bove (« *die Dominanz des Ochsen* »), sostituendo i tradizionali cavalli all'aratro.

Della influenza inglese sulla economia rurale tedesca nel secolo XVIII, tratta Gertrud Schroeder-Lembke, mentre Oscar Bjurling, prendendo anch'egli le mosse dalla rivoluzione industriale, offre un quadro sintetico e puntuale della agricoltura svedese a partire da quel tempo, non senza riallacciarsi ai secoli precedenti. Interessanti gli accenni alla politica agraria di Gustav Vasa e di Carlo XI. Le puntuali biografie di Johann Gottlieb Koppe, nel primo centenario dalla morte, di Max Guentz, di Hermann Wopfner e di Gudmund Hatt offrono un complesso panorama dell'agricoltura tedesca dell'ultimo secolo a favore della quale quegli studiosi operarono. Analogamente, nel secondo numero della rivista, si ricorda Adam Mueller e si illustra, da Constantin von Dietze, la politica agraria tedesca, da Bismarck ai giorni nostri.

Tra i vari articoli, segnaliamo ancora quelli di W.A. Boelcke sulla agricoltura altomedievale nella Germania sudoccidentale, di G. Wiegmann sullo « *Atlas des deutschen Volkskunde* », come fonte di storia agraria, e la prima puntata dello studio dedicato da H. Rubner alla economia forestale francese alla vigilia della Rivoluzione.

Anche questa annata presenta una considerevole bibliografia critica relativa ai lavori di storia e di sociologia agraria apparsi in Germania ed in altri Paesi, nonché abbondanti notizie, sommari di riviste, etc.

g. l. m. z.

Agrártörténeti Szemle (Historia Rerum Rusticarum), VI, 1964, pp. 304+304. *Bibliographia Historiae Rerum Rusticarum Internationalis*, 1960-1961, ibi, 1964, pp. 208.

Accanto all'annata 1964 della rivista, il « *Museum Rerum Rusticarum Hungariae* » ha pubblicato il primo volume di bibliografia comprendente ben 3256 titoli di opere pubblicate in tutto il mondo e relative alla storia dell'agricoltura di ogni paese. Il direttore del Museo, Janos Matolcsi, presentando il volume in tre lingue (ungherese, inglese e russa), delinea i concetti che hanno presieduto a questa compilazione, con il contributo di una équipe ungherese e di numerosi studiosi di ogni paese, tra i quali Aldo de Maddalena e Guenther Franz, nonché istituti specializzati in storia agraria. Nello stesso tempo sottolinea l'interesse di questa bibliografia internazionale e le connessioni tra la storia e l'economia. Il Museo Ungherese di Agricoltura è infatti un istituto destinato allo studio dello sviluppo agrario del paese. Nella successiva introduzione Péter Gunst, capo della sezione bibliografica di storia dell'agricoltura del Museo, illustra i criteri di classificazione delle opere: bibliografia generale, meto-

dologia e storiografia, opere di carattere generale, produzione e tecnica, economia agraria, sociologia agraria, diritto, politica e amministrazione agrari, educazione agraria (cultura, educazione, scienza dell'agricoltura).

L'opera, che comprende senza discriminazioni lavori scientifici riguardanti i vari aspetti dell'agricoltura, è corredata da indici toponomastico, onomastico e generale che possono facilitare la consultazione allo studioso di ogni nazione.

g. l. m. z.

2. FOLK-LIV, *Acta Ethnologica et Folkloristica Europaea*, 1962-63, Tom. XXVI-VII, Stockholm, 1964, pp. 138.

Il volume degli Atti della Reale Accademia Gustavo Adolfo presenta, anche per questa annata accademica, una serie di contributi originali e di notizie di grande interesse. Uno studio di N.A. Bringéus, «*Swedish Ethnology before 1900*», offre un panorama critico di tali ricerche iniziate da Olaus Magnus, Arcivescovo svedese esiliato a Roma, con la pubblicazione della «*Historia de gentibus septentrionalibus*» (1555) e proseguite sino ad oggi con positivi risultati. Ma la monografia del Bringéus, di carattere storico, si arresta alla fine del secolo XIX con il resoconto dei lavori di N.E. Hammarstedt del Museo Nordico. Nei vari capitoli si esamina il concetto di popolo come soggetto di ricerca, il metodo storico tradizionale e quello comparativo che già nel 1834 lo Strinnholm, nella sua storia del popolo svedese, poneva in rilievo come metodo scientifico per lo studio di problemi etnologici e di colonizzazione. Interessanti, nel terzo capitolo, i rilievi sull'opera del Linneo in questo settore.

Gustav Rånk («*Etnologi och historia*», cioè Etnologia e storia) esamina questo rapporto, sostenendo l'importanza di questa disciplina nello studio dell'altra, quando si presentino problemi culturali e di datazione. Il lungo studio di Sigurd Erixon («*Folklivsförkningen*»), pur essendo scritto in lingua svedese e mancando, a differenza del precedente, d'un riassunto in lingua tedesca, può essere in parte utilizzato dagli studiosi stranieri per i riferimenti, spesso in latino, alle opere ed alle classificazioni del Magnus (pp. 84-86), a quelle dei classici latini dell'agricoltura (p. 86, a proposito dei «*calendari*») ed anche del Crescenzi, nominato come «*Petrus de Crescentius*» (p. 87). L'articolo è in continuazione e speriamo poterne riferire più a lungo, se potremo disporre di un riassunto in francese, inglese o tedesco.

Ampie recensioni concludono il volume e dimostrano l'interesse sempre crescente di tali studi — con frequenti connessioni con quelli di storia dell'agricoltura — nei paesi scandinavi.

g. l. m. z.

~Kungl. Skogs-och Lantbruksakademiens Tidsrift, Stockholm, 1964.

Anche nel 1964 sono usciti puntualmente, in quattro fascicoli, i sei numeri degli Annali della Reale Accademia Svedese di Agricoltura e Sil-

vicoltura, ricchi di contributi scientifici e di aggiornamenti bibliografici. Nel numero 3-4 si trova un ampio interessante resoconto delle celebrazioni del 150° anniversario dalla fondazione della Accademia (1814). La sua storia antica e recente — illustrata nel discorso commemorativo — è narrata con particolare efficacia ed in stretta relazione al progresso scientifico ed economico del paese al quale l'Accademia ha dato e seguita a dare un notevole contributo.

g. l. m. z.

ROSSI A. *Elogio del formaggio grana piacentino*, Piacenza, Camera di Commercio e Ente del Turismo, 1965, pp. 87, ill.

L'elegante volumetto, arricchito di alcune buone illustrazioni, tratta, per la prima volta, con una certa diffusione, di una questione interessante e discussa da coloro che avevano interessi contrastanti e monopolistici. E cioè l'importanza nella storia e quindi anche nella letteratura, di uno dei maggiori prodotti agricoli locali, il formaggio « tradizionale », pur comune a provincie limitrofe, detto « grana ».

L'attenta ricerca del prof. Rossi, piacentino di adozione, ha giustamente insistito, come ancora non si era fatto, con una diligente lettura di testi sugli abbondanti riferimenti in scrittori soprattutto piacentini dei secoli scorsi. Anzitutto sulla rarissima e interessantissima opera in prosa del cinquecentista Conte Giulio Landi « *La formaggiata* ». Poi sulle ecloghe del poeta settecentista marchese Ubertino Landi. Purtroppo i pochi letterati piacentini dell'800 hanno trascurato questo tema. Altri invece, pur non piacentini, esaltarono come avevano sempre esaltato, con etichetta chiarissima di « piacentinità », questo saporito prodotto. Così il poeta bolognese settecentista Giampietro Zanotti e, nello stesso periodo, il piemontese Paolo Aresca.

Ma questa tradizione letteraria aveva avuto antichissimi nobili precedenti. Quello che era stato, nel '400, uno specialista in materia di formaggi, il medico piemontese Pantaleone da Confienza aveva scritto un apposito capitolo intitolato « *De Caseo placentino* ».

Ma il Rossi ha raccolto altre testimonianze storiche e di scrittori, il Coccai, l'Abbati, il Bandello, il Bagarotti, il Tolomei, il Montaigne, il Goldoni e altri. Non parliamo dei geografi e dei narratori di viaggi tra il '500 e il '700 sui riferimenti dei quali, già scrissi in una serie di articoli sul periodico *Placentia floret*; in essi non mancano anche riferimenti all'agricoltura che hanno interesse storico.

Anche le tradizioni popolari impersonate da battute della Commedia dell'Arte e da giuochi, non ignorano i formaggi di Piacenza. Essi furono poi strumenti di una abile politica e di una diplomazia psicologica gastronomica, quella che usò il Cardinale Alberoni negli ambienti internazionali della Corte francese e soprattutto spagnola dove seppe primeggiare.

Venendo a tempi più vicini a noi la prevalente denominazione di « parmigiano » sarebbe da intendersi come quella di un « tipo » di formaggio prodotto in tutta l'area del territorio degli antichi due Ducati

appunto denominati « parmensi », non nel senso restrittivo che si vorrebbero riservare al termine, tanto più che, caso mai, esso potrebbe estendersi anche al territorio lodigiano.

Il libretto, scritto con vivace chiarezza e con spiritosa disinvoltura, termina con alcune proposte pratiche, dirette alla valorizzazione del formaggio piacentino, per porlo in maggiore evidenza, nei riguardi dei consumatori e dei buongustai. Di questi ultimi particolarmente, perché a costoro si rivolge soprattutto e con ragione la briosa fatica dell'autore. Il quale, con certi suoi riferimenti, ha offerto anche non pochi interessanti richiami ben poco noti finora — se non ignoti — alla tecnica antica della fabbricazione artigianale del formaggio. Si veda soprattutto la *Formaggiata* e il testo di Pantaleone. E non si dimentichi come siano frequenti le attestazioni, dirette e indirette, giovevoli alla storia della agricoltura locale nel senso che la produzione dei formaggi era in stretta dipendenza nel territorio piacentino, con l'esistenza dei pascoli e quindi di un largo allevamento di bestiame. Aggiungiamo che tutto ciò era in rapporto anche con un largo sviluppo delle irrigazioni che consentivano l'estensione delle praterie e, con l'abbondanza dei foraggi, anche la loro migliore qualità così come concordemente è dichiarato da coloro che hanno trattato della « terra piacentina. E tra i prodotti connessi alla terra il latte delle mucche era uno dei più apprezzabili e col latte il formaggio, manipolato secondo tecniche che si andarono evolvendo, con l'ausilio dei macchinari da circa un secolo ad oggi ma sempre secondo le risultanze di un sistema collaudato di cottura, di riposo, di salatura, di amalgama, di stagionatura, che poi è il segreto dei lavoratori di questo cibo la cui genuinità costituisce il suo primo nobile blasone.

E. Nasalli Rocca

NOTIZIARIO

La tredicesima Settimana di studio di Spoleto

La tredicesima Settimana di studio promossa dal Centro Italiano di Studi sull'Alto Medioevo, che avrà luogo a Spoleto dal 22 al 29 aprile 1965, sarà dedicata al tema: « *Agricoltura e mondo rurale in occidente nell'alto medioevo* ».

IL PROGRAMMA DEI LAVORI

DISCORSO INAUGURALE

GIOVANNI TABACCO, dell'Università di Trieste: *Uomini e terra nell'alto medioevo*.

A) ECONOMIA E SOCIETA' RURALE:

- a) *Italia*: PHILIP JONES, del Brasenose College di Oxford.
- b) *Sardegna e Sicilia: due momenti di economia agraria*: CARLO GUIDO MOR, dell'Università di Padova.
- c) *Le régime domanial classique et la diversité des structures seigneuriales en France au haut moyen âge*: ADRIAAN VERHULST, dell'Università di Gand.
- d) *La société rurale en Angleterre (X^e-XII^e siècle)*: EDWARD MILLER, dell'Università di Cambridge.
- e) *Landwirtschaft und ländliche Gesellschaft in Deutschland*: WILHELM ABEL, dell'Università di Gottinga.
- f) *El hombre y la tierra en el reino asturleonés*: CLAUDIO SANCHEZ ALBORNOZ, dell'Università di Buenos Aires.

B) COLTURE E TECNICHE RURALI:

- a) *Le problème des techniques dans l'agriculture*: GEORGES DUBY, dell'Università di Aix-en-Provence.
- b) *Nebenformen der alten Dreifelderwirtschaft in Deutschland*: GERTRUD SCHRÖDER LEMBKE, di Magonza.
- c) *Vigneti e oliveti*: ILDEBRANDO IMBERCIADORI, dell'Università di Cagliari.
- d) *Forêts et pâturages en Europe occidentale pendant le Haut Moyen Age (V^e-X^e siècle)*: CHARLES HIGOUNET, dell'Università di Bordeaux.
- e) *Les récoltes et le climat*: B. H. SLICHER VAN BATH, dell'Università di Wageningen.

C) LE ISTITUZIONI DEL CONTADO:

- a) *Quelques remarques sur l'organisation ecclésiastique des campagnes*,

principalement dans la Gaule du nord de la Loire (VII^e-XI^e siècle): JEAN FRANÇOIS LEMARIGNIER, dell'Università di Parigi.

- b) *Problematica strutturale dei contratti agrari nella esperienza giuridica dell'alto medioevo:* PAOLO GROSSI, dell'Università di Macerata.
- c) *Soziale Mobilität in den agrarischen Unterschichten des Westens im Früh- und Hochmittelalter:* KARL BOSL, dell'Università di Monaco di Baviera.
- d) *Castelli e signorie rurali:* GINA FASOLI, dell'Università di Bologna.

D) ASPETTI ARTISTICI E CULTURALI:

- a) *Ville rustiche tardo antiche e installazioni agricole altomedievali:* MICHELANGELO CAGIANO DE AZEVEDO, dell'Università Cattolica di Milano.
- b) *Perspectives de la recherche archéologique sur le milieu rural en Europe occidentale du haut moyen-âge:* WITOLD HENSEL, direttore dell'Institut de l'histoire de la culture materielle de l'Academie Polonaise des Sciences di Varsavia.
- c) *Terminologia agraria altomedievale in Italia:* GIOVAN BATTISTA PELLEGRINI, dell'Università di Trieste.
- d) *Les paysans et le monde rural dans la littérature:* JACQUES LE GOFF, de l'Ecole Pratique de Hautes Etudes di Parigi.
- E) *Contributo della fotografia aerea alla ricostruzione del paesaggio rurale nell'alto medioevo:* col. GIULIO SCHMIEDT, dell'Istituto Geografico Militare di Firenze.

DISCORSO DI CHIUSURA.

CINZIO VIOLANTE, dell'Università di Pisa.

Notizie UNESCO

Dal « Bollettino di informazioni » della Commissione Nazionale Italiana dell'UNESCO (anno XI, n. 6, novembre-dicembre 1964) si rileva:

E' prevista per il 1965 la pubblicazione di un nuovo Atlante Internazionale alla cui preparazione collaborano, in base ad un accordo firmato fra la Casa Editrice Larousse di Parigi e la Casa Editrice Kultura di Budapest, geografi e cartografi francesi e ungheresi.

L'Atlante verrà redatto in tre lingue: francese, inglese e spagnolo; i titoli delle carte saranno in tedesco, russo, cinese (ideogrammi e caratteri latini) e probabilmente anche in italiano. L'Atlante comprenderà, oltre le carte fisiche e politiche, anche tavole di geografia economica indicanti le linee aeree, le reti di cavi sottomarini, le installazioni industriali atomiche, ecc.

La Facoltà latino-americana di Scienze Sociali (FLACSO) di Santiago del Cile e il Centro Latino-Americano di ricerche nel campo delle scienze sociali (CENTRO) di Rio de Janeiro, creati nel 1958 sotto gli auspici dell'UNESCO, hanno tenuto la IV Assemblea Consultiva a Parigi, presso la sede dell'Unesco nel novembre scorso.

Il CENTRO pubblica una rivista « America Latina » che tratta gli aspetti teorici e metodologici della ricerca nel campo delle scienze sociali.

Sono state create inoltre una biblioteca ed un servizio di documentazione ed è in programma la costituzione, a titolo sperimentale per il 1965-1966, di uffici sub-regionali per stabilire un maggiore collegamento tra il Centro e gli istituti di ricerche universitari, incoraggiare la ricerca e coordinare, il più possibile, il programma del Centro con i progetti in corso nei diversi paesi dell'America Latina.

g. l. m. z.

Libere Docenze

Il giorno 16 marzo u.s. la Commissione nominata per il conferimento della Libera Docenza in Storia Economica, composta dai proff. Luigi Dal Pane, dell'Università di Bologna; Carlo Cipolla, dell'Università di Pavia; Antonino Petino, dell'Università di Catania; Giuseppe Mira, dell'Università di Perugia e Ildebrando Imberciadori dell'Università di Cagliari, ha proposto, all'unanimità, di proporre il conferimento della Libera Docenza ai dott. Carlo Poni e Giorgio Porisini.

La Rivista di Storia dell'Agricoltura è particolarmente lieta di esprimere congratulazioni e auguri fervidissimi ai due Liberi Docenti, la cui opera è prevalentemente dedicata alla storia dell'agricoltura e degli agricoltori.

RIASSUNTI, RÈSUMÈS, SUMMARIES, ZUSAMMENFASSUNG

P. HUARD - FIGURATIONS DE BOVINS A PENDELOQUES JUGULAIRES AU SAHARA CENTRAL ET ORIENTAL.

L'autore, valendosi anche di documentazione inedita, passa in rassegna i vari tipi di pendagli bovini, raffigurati in immagini scoperte nel Sahara centrale e orientale. Dei vari tipi di pendagli procura di dare spiegazione (magica, tecnica, ornativa...) che ha riflessi sulla storia della società e della economia pastorale.

L'A., utilisant aussi des documents inédits, examine les divers types de pendeloques jugulaires de bovins dans des figurations découvertes au Sahara central et oriental. Il propose une interprétation de ces divers types (magique, technique, decorative...) qui apporte une contribution à l'histoire de la société et de l'économie des pasteurs.

The author, using also unpublished documents, examines jugular drops of cattle represented in pictures found out in Middle and East Sahara and proposes an interpretation on the different types of drops (magic, technical, decorative...) which gives a contribution to social and economic history of shep-herds.

Auf Grund teilweise unveröffentlichten Materials bespricht der Verfasser die verschiedenen Muster von Ochsengehängen, die in Graffiti und Wandmalereien der westlichen und mittleren Sahara abgebildet sind. Die einzelnen Muster werden nach verschiedenen Gesichtspunkten (Zauberkunst, Technik, Ornamentik) erläutert, die für die wirtschaftliche und soziale Geschichte der Hirtenvölker von Bedeutung sind.

O. ROMBALDI - DELLA MEZZADRIA NEL REGGIANO, A PROPOSITO DEL SAGGIO SOPRA LA STORIA DELL'AGRICOLTURA DI F. RE.

L'autore, secondando un antico desiderio del famoso agronomo Filippo Re, annota e commenta le disposizioni di legge che riguardarono, dal secolo XIII al secolo XVIII, la conduzione mezzadrile nel territorio di Reggio Emilia.

L'A., en donnant suite à un souhait du célèbre agronome Filippo Re, annote et commente les textes législatifs relatifs au métayage dans le territoire de Reggio Emilia du siècle XIII au siècle XVIII.

The author following a wish expressed by the famous agronomist Filippo Re makes notes and comments on laws and regulations concerning share tenancy in the territory of Reggio Emilia from the XIII to the XVIII Century.

Der Verfasser erläutert die Gesetze, die vom XIII.-XVIII. Jahrhundert die Verwaltung der Halbpachtgüter regelten, wobei einer alten Anregung des berühmten Agronomen Filippo Re endlich entsprochen wird.

C. CHERUBINI - LA PROPRIETA' FONDIARIA DI UN MERCANTE TOSCANO DEL TRECENTO (SIMO D'UBERTINO DI AREZZO).

L'autore, premesse notizie generali sull'attività mercantile e sui beni immobiliari di Simo, disegna un inedito e vivo quadro della proprietà fondiaria di questo mercante, parlando della conduzione terriera, delle culture e del bestiame, del reddito padronale e delle condizioni di vita dei contadini.

L'A., après avoir donné des renseignements généraux sur l'activité mercantile et sur les biens immobiliers de Simo, esquisse un intéressant tableau de la propriété foncière de ce marchand, en illustrant la forme d'exploitation, les produits et le cheptel, le revenu du propriétaire et les conditions de la vie des paysans.

The author, after having given general information on Simo as a merchant and on his real properties, outlines an interesting picture of the land property by considering the method of management, the crops and livestock, the revenue of the owner and the conditions of life of farmers.

Auf einige allgemeine Auskünfte über die Handelstätigkeit und das Immobilienvermögen des Simo folgt eine eingehende und bisher noch von keinem Geschichtsschreiber versuchte Schilderung des Gutsbesitzes dieses Geschäftsmannes, wobei Art und Weise der Gutsverwaltung, des Ackerbaues und der Viehzucht, sowie das herrschaftliche Einkommen und das Lebensniveau der Bauern erörtert werden.

M. ZUCCHINI - DI UN DOCUMENTO POMPOSANO SULLA LABORERIA.

L'autore riporta un importante documento relativo alle opere di laboreria ordinate dall'Abbate di Pomposa per la regimazione idraulica del territorio.

L'A. publie le texte d'un important document concernant les travaux de « laboreria » disposés par l'Abbé de Pomposa en vue de l'aménagement hydraulique du territoire.

The author publish an important document concerning the « laboreria » works ordered by the Abbot of Pomposa in view of the hydraulic settlement of the area.

Der Verfasser druckt den Text einer wichtigen, die « laboreria » betreffende Akte wieder ab, die der Abt von Pomposa verordnete, um die Wasserläufe in seinem Gebiet zu regulieren.

A. SAMARITANI - USI CIVICI AGRARI E PESCHERECCI A COMACCHIO?

L'autore non crede che esistessero usi civici agrari e pescherecci a Comacchio prima del sorgere del Comune e sostiene non sia da attribuirsi sicura fede ai diplomi imperiali di Federico I e di Federico II sui quali potrebbe fondarsi l'ipotesi contraria.

L'A. ne croie pas qu'il y eussent des droits coutumiers agraires et de pêche à Comacchio avant l'âge des Communes et il est de l'avis qu'on ne peut pas se fier entièrement aux diplômes impériaux de Frédéric I et de Frédéric II sur lesquels une hypothèse contraire pourrait être basée.

The author does not think that there were land and fishing public uses at Comacchio before the age of the Communes and claims that one cannot entirely rely on the Diplomas of the Emperors Frederik I and Frederik II on which an opposite hypothesis could be based.

Nach Meinung des Verfassers ist es zweifelhaft, daß in Comacchio vor Gründung einer Comune besondere Bestimmungen des Gewohnheitsrechts auf dem Gebiet der Landwirtschaft und des Fischfangs bestehen konnten. Ebenso wenig dürfe man die kaiserlichen Diplome Friedrichs I. und Friedrichs II., die die entgegengesetzte Meinung scheinbar stützen könnten, als sichere Quelle betrachten.

G. DALMASSO - LA VITE E IL VINO DEGLI ALLOBROGI.

L'autore, prendendo in esame un interessante studio di recente pubblicato da Jacques André e Louis Levadoux, tratta della vite e del vino prodotti nel territorio degli antichi Allobrogi.

L'A., tout en examinant une intéressante étude publiée récemment par Jacques André et Louis Levadoux, traite de la vigne et du vin qui étaient produits dans le territoire des anciens Allobroges.

The author, while reviewing an interesting study recently edited by Jacques André and Louis Levadoux, examines the vine and wine produced in the area in which the ancient Allobroges lived.

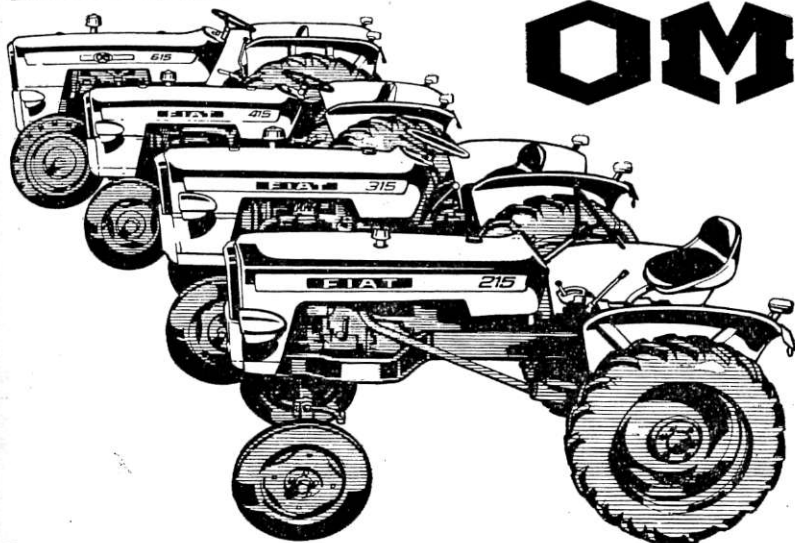
Der Verfasser bespricht eine neulich erschienene, reichhaltige Abhandlung von Jacques André und Louis Lavadoux. Dabei kommt der Weinbau bei den alten Allobrogen zur Sprache.

NUOVA SERIE

diamante

FIAT

OM



Cinquant'anni di esperienza nella produzione di trattori consentono di presentarVi la nuova serie con il nome

diamante

che è sintesi di perfezione tecnica, di robustezza unita alla eleganza, di valore che dura nel tempo e crea per Voi nuovo valore

215 315 415 615
22Cv 35Cv 45Cv 65Cv

IN ITALIA: PRESSO I CONSORZI AGRARI PROVINCIALI

BANCA TOSCANA

FONDATA NEL 1904



CAPITALE SOCIALE E FONDO DI RISERVA L. 4.262.500.000

Direzione Centrale
e Sede Sociale **FIRENZE**
Via del Corso, 4

164 FILIALI NELLA REGIONE TOSCANA



CREDITO AGRARIO DI ESERCIZIO

TUTTE LE OPERAZIONI DI BANCA

CORRISPONDENTI IN TUTTI I PAESI DEL MONDO

FEDERAZIONE ITALIANA DEI CONSORZI AGRARI



DA 73 ANNI AL SERVIZIO DELL'AGRICOLTURA ITALIANA

Una grande società cooperativa che opera dal 1892
per il progresso dell'agricoltura italiana.

La Federazione Italiana dei Consorzi Agrari,
con la sua complessa organizzazione in Italia
e con una vasta rete commerciale all'estero,
assiste gli agricoltori con la propaganda tecnica,
la fornitura di mezzi strumentali,
la lavorazione e la trasformazione industriale
dei prodotti del suolo,
la difesa dei prezzi agricoli
attraverso gli ammassi volontari.



CASSA DI RISPARMIO DI ROMA

FONDATA NEL 1836

CREDITI SPECIALI

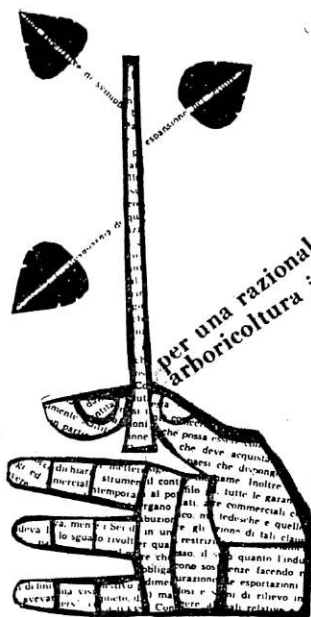
FONDIARIO

INDUSTRIALE

ARTIGIANO

A G R A R I O

TUTTI I SERVIZI E LE OPERAZIONI DI BANCA



per una razionale
arboricoltura industriale da legno

encc

materiale
d'impianto
selezionato:
pioppelle
eucalitti
conifere

ENTE NAZIONALE PER LA CELLULOSA E PER LA CARTA - Roma V.le Regina Margherita 262 - tel. 863.161-2-3

MONTE DEI PASCHI DI SIENA

BANCA FONDATA NEL 1472

ISTITUTO DI CREDITO DI DIRITTO PUBBLICO

Fondi Patrimoniali della Banca e Sezioni annesse L. 15.394.376.562



315 FILIALI IN ITALIA

CREDITO AGRARIO - SEZIONI AUTONOME PER IL CREDITO FONDIARIO
E PER IL FINANZIAMENTO OPERE PUBBLICHE E IMPIANTI PUBBLICA UTILITA'

TUTTE LE OPERAZIONI DI BANCA, BORSA E CAMBIO

CORRISPONDENTI IN TUTTO IL MONDO

SEZIONE DI
CREDITO AGRARIO
DELLA
CASSA DI RISPARMIO
DELLE PROVINCIE LOMBARDE

•

Impieghi a favore dell'agricoltura lombarda
al 31 dicembre 1962: 127 miliardi di lire

OPERAZIONI ORDINARIE E SPECIALI

di Credito Agrario di esercizio e di miglioramento ad agricoltori singoli ed associati, comprese quelle di anticipazione su prodotti e per la formazione della proprietà contadina, con tutte le agevolazioni previste dal

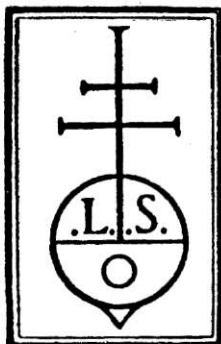
PIANO VERDE

PIANO QUINQUENNALE PER LO SVILUPPO DELLA
AGRICOLTURA (L. 2-6-1961 n. 454)

Una vasta organizzazione di Magazzini Fiduciari e Frigoriferi — CREMONA, MANTOVA, NOVARA, PEGOGNAGA, VILLA POMA, LODI, PAVIA — è a disposizione degli agricoltori, per la stagionatura del formaggio grana, del provolone, del gorgonzola e per la conservazione di frutta, burro, uova, carni e derrate varie.

•

PER QUALSIASI INFORMAZIONE E PER LA PRESENTAZIONE DELLE DOMANDE DI FINANZIAMENTO, GLI AGRICOLTORI POSSONO RIVOLGERSI ALLA SEZIONE DI CREDITO AGRARIO OPPURE ALLE 344 DIPENDENZE DELLA CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE



Paola Barocchi
MICHELANGELO E LA SUA SCUOLA

Voll. I-II (1962)
« I disegni della Casa Buonarroti e degli Uffizi »
Vol. III (1964)
« I disegni dell'Archivio Buonarroti »
cm. 17,5 X 24,5, XVI-328 pp. e 374 tavv.
XVI-180 pp. e 150 tavv. f.t.
I 3 voll. rilegati in tela rossa Lire 25.000

Stefano Orlandi, O.P.
BEATO ANGELICO

Monografia storica della vita e delle opere
1964, cm. 22 X 31, rilegato in Balacron,
XXXII-220 pp. 65 tavv. f.t. di cui 1 a
colori e 12 ill. n.t. Lire 12.000

Baleoneus Astur
I BAGLIONI

1964, cm. 17 X 24,5
504 pp. e XII tavv. f.t.
con sopracoperta a colori
L. 9.000

Antonio Latini
LA CITTA' DINAMICA E PROGRESSIVA
1964, cm. 21 X 29, 651 pp., 613 ill.
L'opera è completata da una busta conte-
nente microfilms proiettabili. Lire 20.000

Alcide Garosi
**INTER ARTIUM
ET MEDICINAE DOCTORES**
1963, cm. 22 X 31, VIII-68 pp. con ill.
n.t. e 3321 tavv. f.t. di cui 9 a colori
Rilegato in balacuir Lire 17.500

Bernard Berenson
**DRAWINGS
OF THE FLORENTINE PAINTERS**
1938, cm. 24 X 35, 3 voll. leg. in mezza tela
Lire 40.000

Piero Gazzola
PONTI ROMANI
Vol. I - Ponte Pietra a Verona
Vol. II - Ponti Romani
1963, 2 voll. leg. in piena tela,
cm. 23,5 X 32 in custodia, 416 pp. compl.,
moltissime ill. e XI tavv. di grafici f.t.
Lire 22.000

Curzio Ugurgieri della Bardenga
**GLI ACCIAIOLI DI FIRENZE
NELLA LUCE DEI LORO TEMPI**
1962, 2 voll. di compl. XII-786 pp.
con tavv. f.t. e 5 alberi genealogici
Lire 9.000

I DISEGNI DELLA GALLERIA DEGLI UFFIZI IN FIRENZE
1912-21. Riproducono fedelmente, nel formato originale, i disegni
dei più insigni maestri della collezione degli Uffizi (cm. 40 X 56).
Singole serie: in cartella Lire 70.000. Rilegate Lire 90.000
Singoli portafogli: in cartelle Lire 20.000. Rilegate Lire 25.000
Disegni separati Lire 1.800
A richiesta si invia l'elenco del contenuto dei singoli portafogli.

AZIENDE AGRICOLE FRUTTETI - GRANDI VIVAI

ZANZIVIVAI - FERRARA

Sede - FOSSANOVA S. MARCO - Tel. 42922 e 42904

Filiati { S. VITO - Ferrara - Tel. 55103
 { CATANIA { Vivaio - Scordia
 { Uffici - V.le V. Veneto 124 - Tel. 244334

**L'AZIENDA PIU' SPECIALIZZATA
NELLA PRODUZIONE DI PIANTE DA FRUTTO**

*Visitate le nostre colture
estese su 250 Ha:*

VIVAI:

portainnesti selezionati, varietà di
selezione gemmaria e varietà in
esclusiva.

FRUTTETI:

cultivati con sistemi razionali e
moderni di allevamento e potatura.

CATALOGO GRATIS A RICHIESTA

BANCO DI NAPOLI

ISTITUTO DI CREDITO DI DIRITTO PUBBLICO

Fondato nel 1539

Fondi patrimoniali e riserve: L. 22.293.971.418

Riserva Speciale Cred. Ind. : L. 7.745.754.018

DIREZIONE GENERALE — NAPOLI

LA SEZIONE DI CREDITO AGRARIO DEL BANCO DI NAPOLI presta agli agricoltori ed alle loro associazioni ogni forma di assistenza creditizia

- Prestiti di esercizio
- Prestiti e mutui per miglioramenti fondiari
- Mutui per la formazione e l'arrotondamento della proprietà coltivatrice
- Mutui a favore di Consorzi di Bonifica

con tutte le agevolazioni previste dalle leggi in vigore (Piano Verde, Fondo di Rotazione, Territori Montani, Cassa per il Mezzogiorno, ecc.)

La Sezione effettua, altresì, prestiti e mutui pescherecci anche con i benefici accordati dalla legge 27 dicembre 1956, numero 1457.

22 UFFICI PROVINCIALI

312 FILIALI ESERCENTI IL CREDITO AGRARIO

354 ENTI INTERMEDI

BANCO DI SANTO SPIRITO

FONDATO NEL 1605

Capitale sociale L. 3.000.000.000

Riserva L. 2.750.000.000

DIREZIONE CENTRALE

ROMA - VIA DEL CORSO, 173

184 FILIALI

Corrispondenti in tutto il mondo

**OPERAZIONI DI CREDITO
AGRARIO DI ESERCIZIO
E DI MIGLIORAMENTO**

CASSA PER LA FORMAZIONE DELLA PICCOLA PROPRIETA' CONTADINA

Sede presso il Ministero dell'Agricoltura e delle Foreste

Istituita con D.L. 5-3-1941, n. 121

Effettua operazioni per
la formazione di proprietà
contadina mediante acqui-
sto, lottizzazione e riven-
dita di terreni a coltiva-
tori diretti.

Il prezzo dei terreni vie-
ne pagato dai contadini
acquirenti in trenta an-
nualità costanti al tasso
dell'1%.

*Per informazioni gli interessati possono rivolgersi
agli Ispettorati Provinciali della Agricoltura*

ISTITUTO FEDERALE DI CREDITO AGRARIO PER L'ITALIA CENTRALE

ENTE DI DIRITTO PUBBLICO COSTITUITO CON LEGGE 16-6-1939, n. 968

ROMA VIA ZUCHELLI 16

Opera nelle provincie del Lazio, Marche e Umbria attraverso tutti gli sportelli delle Casse di Risparmio di Ancona, Ascoli Piceno, Città di Castello, Civitavecchia, Fabriano e Cupramontana, Fano, Fermo, Foligno, Jesi, Loreto, Macerata, Narni, Orvieto, Perugia, Pesaro, Rieti, Roma, Spoleto, Terni e Viterbo.

Tutte le operazioni di credito agrario di esercizio
e di miglioramento

Mutui per la ricostruzione di aziende agrarie
distrutte o danneggiate dalla guerra

Mutui per la formazione della piccola proprietà
contadina

Mutui speciali per il Mezzogiorno

Prestiti e Mutui ai sensi della legge 25-7-1962, n. 949
(piano decennale per lo sviluppo dell'agricoltura
italiana)

Mutui ai sensi della legge 25-7-1952, n. 991
(provvedimenti a favore dei territori montani)

Tutte le operazioni ai sensi della legge 2-6-1961
n. 454 (Piano di sviluppo)